

MINISTERE DE LA CULTURE ET DE LA COMMUNICATION

Bulletin officiel

TEXTES EMIS EN MARS ET AVRIL 2003

Directeur de la publication : Bruno Suzzarelli
Directrice adjointe : Isabelle Maréchal
Rédacteur en chef : Pierre Bertrand
Secrétariat de rédaction : Sylvie Bourcier, Yanne Brédillard, Claude Gardeur,
Ernestine Gomis, Josiane Karkidès, Véronique Van Temsche

Imprimerie du ministère de la culture
et de la communication

Ministère de la culture et de la communication
Direction de l'administration générale
Sous-direction des affaires juridiques
Centre de documentation juridique et administrative
3, rue de Valois, 75001 Paris. Tél : 01.40.15.38.29.

Abonnement annuel : 18,29 €

ISSN : 1295-8670

SOMMAIRE

Mesures de publication et de signalisation

Cabinet du ministre

- Page 7 Note n° 2003/004 du 18 avril 2003 relative aux formalités préalables à la signature des circulaires, instructions et directives adressées aux directions régionales des affaires culturelles.

Direction de l'administration générale

- Page 7 Décision du 27 mars 2003 portant changement d'utilisation, au sein du ministère de la culture et de la communication, d'un ensemble immobilier domanial dénommé «couvent des Cordelières» sis à Provins (Seine-et-Marne), au profit de la direction de l'architecture et du patrimoine.
- Page 8 Circulaire interministérielle n° 2003/005 du 18 avril 2003 relative à la mise en œuvre de la loi n° 2002-6 du 4 janvier 2002 relative à la création d'établissements publics de coopération culturelle et du décret n° 2002-1172 du 11 septembre 2002.

Direction des archives de France

- Page 27 Décision du 18 avril 2003 portant nomination des personnalités qualifiées siégeant à la commission nationale d'héraldique.

Direction des musées de France

- Page 27 Circulaire n° 2003/003 du 5 mars 2003 relative aux procédures relatives aux acquisitions d'objets de collection ou de déclassement de tels objets dans le cadre de l'application de la loi n° 2002-5 du 4 janvier 2002, relative aux musées de France (articles 10 et 11) et du décret n° 2002-628 du 25 avril 2002 pris pour l'application de ladite loi (articles 15 à 25).
- Page 43 Décision du 2 avril 2003 portant nomination d'une personnalité qualifiée au comité consultatif du musée national Fernand Léger.
- Page 43 Décision du 22 avril 2003 relative au traitement automatisé d'informations nominatives ayant pour finalité la gestion des répertoires d'interlocuteurs et de contacts.
- Page 43 Décision du 22 avril 2003 relative au traitement automatisé d'informations nominatives ayant pour finalité la gestion d'un intranet associé à une messagerie électronique interne et externe.
- Page 44 Décision du 22 avril 2003 relative au traitement automatisé d'informations nominatives ayant pour finalité la paie et la gestion du personnel titulaire et non titulaire et des intermittents du spectacle.
- Page 45 Décision du 22 avril 2003 relative au traitement automatisé d'informations nominatives ayant pour finalité la gestion des réservations et des abonnements relatifs aux visites du domaine national de Versailles et aux manifestations proposées.

- Page 45 Décision du 22 avril 20023 portant déclaration d'un site internet et de traitements automatisés d'informations nominatives mis en œuvre dans le cadre d'un site internet.
- Page 46 Décision du 22 avril 2003 relative au traitement automatisé d'informations nominatives ayant pour finalité la gestion des opérations de communication (manifestations et opérations promotionnelles).
- Page 47 Décision du 22 avril 2003 relative au traitement automatisé d'informations nominatives ayant pour finalité la mise en place d'un autocommutateur téléphonique.

Délégation aux arts plastiques

- Page 47 Arrêté du 7 avril 2003 portant nomination des membres qualifiés du conseil consultatif pour la création artistique dans le domaine de la céramique.

Centre national de la cinématographie

- Page 48 Décision du 18 mars 2003 relative à l'agrément de la formule d'accès au cinéma donnant droit à des entrées multiples sollicité par les exploitants d'établissements cinématographiques regroupés au sein du GIE «carte LP».
- Page 49 Décision du 18 mars 2003 relative à l'agrément de la formule d'accès au cinéma donnant droit à des entrées multiples sollicité par la société UGC Ciné Cité.

Réunion des musées nationaux

- Page 50 Décision du 3 mars 2003 relative à l'opération «La clef des Yvelines».
- Page 50 Décision du 3 mars 2003 relative au jour de fermeture des musées napoléonien et africain de l'Ile d'Aix.
- Page 50 Décision du 6 mars 2003 relative au partenariat entre le magazine Zurban et le musée Guimet.
- Page 51 Décision du 21 mars 2003 relative à l'exposition Chagall, connu et inconnu, aux galeries nationales du Grand Palais, du 11 mars au 23 juin 2003 et au théâtre du Rond Point.
- Page 51 Décision du 29 avril 2003 relative à l'opération Batobus.
- Page 51 Décision du 29 avril 2003 relative à la fermeture du musée Eugène Delacroix.

Centre des monuments nationaux

- Page 51 Décision n° 5-2002 du 22 avril 2002 portant délégation de signature.
- Page 52 Décision n° 7-2002 du 22 avril 2002 portant délégation de signature.
- Page 52 Décision n° 8 bis-02 du 26 septembre 2002 portant délégation de signature.
- Page 54 Décision n° 9-2002 du 22 avril 2002 portant délégation de signature.
- Page 54 Décision n° 11-2002 du 22 avril 2002 portant délégation de signature.
- Page 55 Décision n° 12-2002 du 22 avril 2002 portant délégation de signature.

Page 56	Décision n° 13-2002 du 22 avril 2002 portant délégation de signature.
Page 56	Décision n° 14-2002 du 22 avril 2002 portant délégation de signature.
Page 57	Décision n° 06-2003 du 1 ^{er} janvier 2003 portant délégation de signature.
Page 58	Décision n° 1-2003 du 19 mars 2003 portant délégation de signature.
Page 59	Décision n° 2-2003 du 21 mars 2003 portant délégation de signature.
Page 60	Décision n° 4-2003 du 21 mars 2003 portant délégation de signature.
Page 60	Décision n° 5-2003 du 21 mars 2003 portant délégation de signature.
Page 61	Décision n° 6-2003 du 21 mars 2003 portant délégation de signature.
Page 62	Décision n° 7-2003 du 21 mars 2003 portant délégation de signature.
Page 62	Décision n° 8-2003 du 21 mars 2003 portant délégation de signature.
Page 63	Décision n° 10-2003 du 21 mars 2003 portant délégation de signature.
Page 63	Décision n° 10b-2003 du 21 mars 2003 portant délégation de signature.
Page 64	Décision n° 11-2003 du 21 mars 2003 portant délégation de signature.
Page 65	Décision n° 12-2003 du 21 mars 2003 portant délégation de signature.
Page 65	Décision n° 13-2003 du 21 mars 2003 portant délégation de signature.
Page 66	Décision n° 14-2003 du 21 mars 2003 portant délégation de signature.
Page 67	Décision n° 15-2003 du 21 mars 2003 portant délégation de signature.
Page 67	Décision n° 16-2003 du 21 mars 2003 portant délégation de signature.
Page 68	Décision n° 17-2003 du 21 mars 2003 portant délégation de signature.
Page 68	Décision n° 18-2003 du 21 mars 2003 portant délégation de signature.
Page 69	Décision n° 19-2003 du 21 mars 2003 portant délégation de signature.
Page 70	Décision n° 20-2003 du 21 mars 2003 portant délégation de signature.
Page 70	Décision n° 21-2003 du 21 mars 2003 portant délégation de signature.
Page 71	Décision n° 22-2003 du 21 mars 2003 portant délégation de signature.
Page 72	Décision n° 23-2003 du 21 mars 2003 portant délégation de signature.
Page 72	Décision n° 24-2003 du 21 mars 2003 portant délégation de signature.
Page 73	Décision n° 25-2003 du 21 mars 2003 portant délégation de signature.
Page 73	Décision n° 26-2003 du 21 mars 2003 portant délégation de signature.
Page 74	Décision n° 27-2003 du 21 mars 2003 portant délégation de signature.
Page 75	Décision n° 28-2003 du 21 mars 2003 portant délégation de signature.
Page 75	Décision n° 29-2003 du 21 mars 2003 portant délégation de signature.
Page 76	Décision n° 30-2003 du 21 mars 2003 portant délégation de signature.
Page 77	Décision n° 32-2003 du 21 mars 2003 portant délégation de signature.
Page 77	Décision n° 33-2003 du 21 mars 2003 portant délégation de signature.

Page 78	Décision n° 34-2003 du 21 mars 2003 portant délégation de signature.
Page 79	Décision n° 35-2003 du 21 mars 2003 portant délégation de signature.
Page 79	Décision n° 36-2003 du 21 mars 2003 portant délégation de signature.
Page 80	Décision n° 37-2003 du 21 mars 2003 portant délégation de signature.
Page 80	Décision n° 38-2003 du 21 mars 2003 portant délégation de signature.
Page 81	Décision n° 39-2003 du 21 mars 2003 portant délégation de signature.
Page 82	Décision n° 40-2003 du 21 mars 2003 portant délégation de signature.
Page 82	Décision n° 41-2003 du 21 mars 2003 portant délégation de signature.
Page 83	Décision n° 42-2003 du 21 mars 2003 portant délégation de signature.
Page 83	Décision n° 43-2003 du 21 mars 2003 portant délégation de signature.
Page 84	Décision n° 44-2003 du 21 mars 2003 portant délégation de signature.
Page 85	Décision n° 45-2003 du 21 mars 2003 portant délégation de signature.
Page 85	Décision n° 47-2003 du 21 mars 2003 portant délégation de signature.
Page 86	Décision n° 48-2003 du 21 mars 2003 portant délégation de signature.
Page 86	Décision n° 49-2003 du 21 mars 2003 portant délégation de signature.
Page 87	Décision n° 50-2003 du 21 mars 2003 portant délégation de signature.
Page 88	Décision n° 18bis-2003 du 30 avril 2003 portant délégation de signature.

Musée du Louvre

Page 88	Décision du 1 ^{er} mars 2003 du président-directeur du musée du Louvre relative au traitement automatisé d'informations nominatives ayant pour finalité la gestion des candidatures reçues par le musée du Louvre.
Page 89	Décision du 4 avril 2003 du président-directeur du musée du Louvre relative au traitement automatisé d'informations nominatives dénommé «AFL» (american friends of the Louvre) ayant pour finalités la gestion des contacts et l'envoi d'informations.

Mesures d'information

Page 90	Relevé de textes parus au Journal officiel
Page 98	Réponses aux questions écrites (Assemblée nationale et Sénat)

Divers

Page 107	Déroptions au délai vidéo.
Page 109	Bulletin d'abonnement.

Mesures de publication et de signalisation

CABINET DU MINISTRE

Note n° 2003/004 du 18 avril 2003 relative aux formalités préalables à la signature des circulaires, instructions et directives adressées aux directions régionales des affaires culturelles.

Le directeur de Cabinet

à l'attention de

Mmes et MM. les directeurs et délégués,

M. le chef de l'inspection générale de l'administration des affaires culturelles

Réf. : Circulaire n° 2000/001 du 3 janvier 2000 relative au régime applicable aux circulaires, instructions et directives adressées par les services centraux aux services opérationnels.

Circulaire n° 2001/020 du 5 septembre 2001 relative aux relations entre l'administration centrale du ministère de la culture et de la communication et les directions régionales des affaires culturelles.

Conformément aux dispositions des circulaires susvisées, je vous rappelle que tout projet de circulaire, instruction ou directive adressé aux directions régionales des affaires culturelles doit faire l'objet d'un visa préalable du directeur de l'administration générale et éventuellement du délégué au développement et à l'action territoriale.

Ces projets sont adressés à la direction de l'administration générale (sous-direction des affaires juridiques).

Le directeur de l'administration générale se prononce sur l'opportunité de soumettre ce texte à l'examen de la commission prévue par la circulaire précitée du 5 septembre 2001.

Ladite commission sera saisie dès lors que le projet de texte prévoit la mise en place d'un dispositif ou de mesures particulières par les directions régionales des affaires culturelles dans le cadre de la mise en œuvre de politiques culturelles. Au contraire, une circulaire qui se borne à porter une information à la connaissance des services déconcentrés ou à donner une interprétation du droit en vigueur n'a pas à être soumis à l'examen de la commission.

En cas de transmission du projet de texte à la commission, il revient à la direction de l'administration générale (mission de la déconcentration) d'assurer le secrétariat de la réunion. A ce titre, elle a en charge la saisine des services concernés : direction d'administration centrale rédactrice, délégation au développement et à l'action territoriale et directions régionales des affaires culturelles.

La validation des projets de textes par la commission tient alors lieu des visas du directeur de l'administration générale et du délégué au développement et à l'action territoriale mentionnés par la circulaire précitée du 3 janvier 2000.

Les réunions de la commission se tiennent selon une périodicité bimestrielle. Pour 2003, les dates suivantes sont envisagées :

le vendredi 18 juin 2003,

le mercredi 17 septembre 2003.

Par ailleurs, je vous rappelle qu'après cette procédure d'examen, les circulaires instructions et directives revêtues de votre signature doivent être retournées à la direction de l'administration générale (sous-direction des affaires juridiques, centre de documentation juridique et administrative) aux fins d'enregistrement et de publication au bulletin officiel du ministère. Il vous appartient ensuite d'en assurer la diffusion auprès des services destinataires.

Le directeur de Cabinet,
Guillaume Cerutti

DIRECTION DE L'ADMINISTRATION GENERALE

Décision du 27 mars 2003 portant changement d'utilisation, au sein du ministère de la culture et de la communication, d'un ensemble immobilier domanial dénommé «couvent des Cordelières» sis à Provins (Seine-et-Marne), au profit de la direction de l'architecture et du patrimoine.

Le ministre la culture et de la communication,
 Vu les articles R*81 à R*88-1 du code du domaine de l'Etat,
 Vu l'arrêté du 14 avril 1999 portant attribution à titre de dotation à l'établissement public de la bibliothèque nationale de France,
 Vu l'adhésion du président de la bibliothèque nationale de France en date du 30 septembre 2002,

Décide :

Art. 1^{er}. - L'ensemble immobilier domanial dénommé «couvent des cordelières» sis 1, chemin dit «montagne de l'hôpital» à Provins (Seine-et-Marne), cadastré section AE n° 175 pour une superficie totale de 1ha 94a 20ca, précédemment utilisé par l'établissement public de la bibliothèque nationale de France est désormais utilisé par les services centraux du ministère de la culture et de la communication (direction de l'architecture et du Patrimoine).

Art. 2. - L'ensemble immobilier désigné ci-dessus, tel au surplus que cet ensemble figure délimité par un liseré jaune sur le plan annexé à la présente décision, est recensé au tableau général des propriétés de l'Etat sous le n° 770-03159 au profit de la bibliothèque nationale de France.

En ce qui concerne ledit tableau, l'immatriculation nouvelle est établie au profit de la direction de l'architecture et du patrimoine.

Art. 3. - Le directeur de l'administration générale au ministère de la culture et de la communication est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au bulletin officiel du ministère de la culture et de la communication.

Pour le ministre et par délégation :
 Le directeur de l'administration générale
 Bruno Suzzarelli

(le plan est disponible au ministère de la culture et de la communication, direction de l'administration générale, sous-direction des affaires financières et générales, bureau de la politique immobilière, 3, rue de Valois, 75001 Paris)

Circulaire interministérielle n° 2003/005 du 18 avril 2003 relative à la mise en œuvre de la loi n° 2002-6 du 4 janvier 2002 relative à la création d'établissements publics de coopération culturelle et du décret n° 2002-1172 du 11 septembre 2002.

Le ministre de l'intérieur, de la sécurité intérieure et des libertés locales,
 Le ministre de la culture et de la communication,
 Le ministre délégué aux libertés locales,

à
 Madame et messieurs les préfets de région
 Mesdames et messieurs les préfets de département

I - DISPOSITIONS GENERALES

1/ Rappel des principaux objectifs de la loi

La loi n° 2002-6 du 4 janvier 2002 relative à la création d'établissements publics de coopération culturelle, publiée au Journal officiel du 5 janvier 2002, a créé un nouvel instrument juridique de coopération entre les collectivités territoriales et l'Etat dans le domaine culturel.

L'objectif de la loi est de mettre à la disposition de l'Etat, des collectivités territoriales et de leurs groupements un nouvel instrument juridique susceptible de mieux assurer le partenariat des personnes publiques dans le secteur culturel.

Toutefois, de même que la loi a exclu les services qui, par leur nature ou par la loi, ne peuvent être assurés que par la collectivité territoriale elle-même, elle n'a pas davantage pour objectif d'intégrer dans son champ d'application les missions assurées par les services de l'Etat. L'établissement public de coopération culturelle constitue ainsi un instrument original de décentralisation qui doit permettre, en particulier, de poursuivre dans de meilleures conditions la démarche de démocratisation de l'accès à la culture et d'aménagement culturel du territoire. Il peut représenter aussi un élément important de clarification des relations entre l'Etat et les collectivités territoriales dans les domaines du patrimoine, de l'enseignement, de la création, de la production et de la diffusion culturelle.

En effet les tentatives de renforcement de cette coopération se sont souvent heurtées jusqu'à présent à l'absence d'une structure permettant aux collectivités territoriales et à l'Etat d'assurer la gestion d'activités culturelles dans des conditions d'efficacité et de sécurité juridique suffisantes. Ces conditions ne sont pas toujours garanties par le cadre associatif. Le groupement d'intérêt public, conçu pour un partenariat limité dans le temps et sur un projet ponctuel, n'offre pas une réponse pleinement adaptée à la demande déjà ancienne de partenariat des collectivités territoriales.

C'est pourquoi la nécessité s'imposait de trouver un instrument juridique susceptible à la fois de permettre la gestion d'un service public dans des conditions satisfaisantes, de prendre en compte la spécificité des activités culturelles, de disposer d'une structure de coopération culturelle nouvelle entre collectivités territoriales et d'associer enfin, au sein d'une même structure, l'Etat et les collectivités territoriales.

C'est précisément l'apport de la loi du 4 janvier 2002 que de prévoir la création d'une nouvelle catégorie d'établissement public capable de satisfaire ces différents impératifs.

Afin que vous puissiez répondre aux nombreuses interrogations qui ne manqueront pas d'être soulevées et de dissiper certaines difficultés d'interprétation du texte de loi et du décret du 11 septembre 2002, il apparaît utile d'éclairer certaines dispositions.

J'attire, par ailleurs, votre attention sur le fait que des dispositions complémentaires seront nécessaires pour préciser les conditions de statut ou de diplôme applicables aux directeurs des établissements publics de coopération culturelle figurant sur la liste prévue par l'article 1^{er} du décret précité (article R. 1431-12 du code général des collectivités territoriales).

Il conviendra d'attendre la publication de ces dispositions, sans doute à l'automne, pour créer des établissements publics de coopération culturelle relevant de ces catégories.

2/ L'établissement public de coopération culturelle est un instrument juridique souple : facultatif, avec ou sans l'Etat, créé à l'initiative d'au moins deux collectivités territoriales lorsque l'Etat n'en est pas membre

L'établissement public de coopération culturelle, un nouveau mode de gestion des activités culturelles à la disposition des personnes publiques.

Le nouvel instrument juridique que la loi du 4 janvier 2002 a créé est un instrument facultatif mis à la disposition des collectivités territoriales, de leurs groupements et de l'Etat pour gérer en partenariat des activités culturelles. Il ne vise en aucune façon à transformer systématiquement l'ensemble des institutions culturelles existantes, qu'elles prennent la forme de régies directes ou personnalisées, d'associations, de sociétés commerciales ou de toutes autres structures, en établissements publics de coopération culturelle.

Ainsi, les régies prévues aux articles L. 1412-1 et L. 1412-2 du code général des collectivités territoriales pourront continuer à constituer un support juridique adapté à certaines institutions culturelles.

Un établissement public de coopération culturelle peut être créé avec ou sans l'Etat.

Si l'un des principaux objectifs de la loi est bien de permettre une coopération entre l'Etat, une ou plusieurs collectivités territoriales et leurs groupements, ainsi que le prévoit l'article L.1431-1 du CGCT, le législateur n'a pas voulu pour autant exclure la possibilité de

permettre aux collectivités territoriales agissant sans l'Etat de créer un établissement public de coopération culturelle. C'est ce que dispose expressément l'article L.1412-3 du CGCT qui prévoit au surplus pour de tels établissements l'application des dispositions prévues pour les établissements constitués avec la participation de l'Etat.

Deux personnes publiques sont nécessaires pour la création d'un établissement public de coopération culturelle.

Il ressort de la loi qu'un établissement ne peut être créé par une seule collectivité. En effet, il s'agit bien, comme en témoignent d'ailleurs le titre de la loi et surtout la dénomination de la nouvelle catégorie d'établissement public, de créer un instrument de coopération qui appelle au minimum deux partenaires. Ainsi l'Etat peut s'associer avec une seule personne publique pour créer un établissement public de coopération culturelle de même que deux collectivités territoriales peuvent créer ensemble un établissement.

La création d'un établissement public de coopération culturelle avec la participation de l'Etat a vocation à contribuer à la réalisation d'objectifs d'intérêt national, dans le cadre d'une structure à caractère permanent.

Un établissement public de coopération culturelle associant l'Etat et les collectivités territoriales devra privilégier la gestion de services publics culturels dont l'ancrage est territorial mais qui, en raison de leur importance et de la qualité de leur contribution à la création et à la diffusion artistique, à la formation des artistes, à la conservation et à la valorisation du patrimoine, contribuent à la réalisation d'objectifs nationaux en termes de politique culturelle ou d'aménagement du territoire.

Vous demanderez, dans ce cadre, aux directeurs régionaux des affaires culturelles de n'envisager l'engagement de l'Etat dans la création d'un établissement public de coopération culturelle avec les collectivités territoriales qu'en fonction de l'exigence rappelée ci-dessus et de l'examen d'un certain nombre d'autres critères :

- il conviendra de vérifier la pertinence de la formule de l'établissement public de coopération culturelle par rapport aux autres modes de gestion existants dans le cas considéré ;
- la création d'un établissement public de coopération culturelle devra concerner des structures dont les missions sont inscrites dans la durée. Il ne s'agit en effet pas de pérenniser des actions ponctuelles qui ont conduit l'Etat à verser une subvention ou à mettre des personnels à disposition pour une durée limitée à une structure provisoire ;

- s'il est impossible de définir un seuil, le recours à l'établissement public de coopération culturelle devra en outre n'être envisagé que pour des structures dont l'importance en termes de budget, de personnel et de rayonnement le justifie ;

- dans une démarche d'évaluation de l'impact du choix de l'établissement public de coopération culturelle, il conviendra de prendre d'emblée en considération les conséquences d'un tel choix en matière de coût de gestion et de faire apparaître précisément l'incidence en matière de personnel ;

- le niveau de participation financière de l'Etat, si elle ne constitue bien sûr pas un critère prépondérant d'appréciation, devra néanmoins être prise en compte dans l'examen général de sa présence ou non dans un établissement public de coopération culturelle.

En tout état de cause, l'opportunité de la participation de l'Etat devra toujours être appréciée cas par cas.

3/ La procédure de création d'un établissement public de coopération culturelle suppose un accord unanime des personnes publiques partenaires

En premier lieu, si l'initiative de la création d'un établissement appartient aux collectivités territoriales et à leurs groupements, aux termes de l'article L.1431-2 du CGCT, l'Etat devra être sollicité dès le début de la procédure de création, si sa participation est souhaitée.

Dès lors que la création d'un établissement public de coopération culturelle intéressera les missions, l'organisation et le fonctionnement des services, vous vérifierez que le comité technique local compétent est bien consulté.

Par ailleurs, afin de garantir la lisibilité et la cohérence du nouveau dispositif au niveau national, vous veillerez à informer les services centraux du ministère chargé de la culture des projets de création d'établissements publics de coopération culturelle.

Dès lors que le principe de la création d'un établissement public de coopération culturelle pourra être admis, nous vous suggérons d'inviter les élus à s'inspirer des modèles de statuts annexés à la présente circulaire.

Dans le cas de projets d'établissements publics sans la participation de l'Etat, vous assurerez un rôle de conseil auprès des collectivités territoriales concernées ainsi que le contrôle de légalité sur la régularité des délibérations et des statuts, avant de prendre l'arrêté les approuvant.

Vous pourrez prendre l'arrêté portant création de l'établissement lorsque les statuts, annexés à cet arrêté,

auront été signés par l'ensemble des personnes publiques partenaires.

4/ Les moyens nécessaires au fonctionnement de l'établissement public de coopération culturelle

Ainsi que le prévoit l'article R.1431-1 du code général des collectivités territoriales, les statuts précisent les apports respectifs de chacune des personnes publiques membres de l'établissement ; il s'agit en particulier des locaux et des équipements ainsi que, le cas échéant, des collections conservées et mises en valeur par l'établissement. Les dispositions des articles L.1321-1 à L.1321-7 (règles particulières en cas de transfert de compétences) du code général des collectivités territoriales n'étant pas applicables, il importera de préciser les conditions de reprise des apports en cas de dissolution ainsi que, s'agissant des collections, le sort des nouvelles acquisitions.

Par ailleurs, je vous rappelle que la loi (article L.1431-8) permet désormais aux établissements publics de coopération culturelle à caractère industriel et commercial de recevoir des subventions des communes et des départements, sachant que cette possibilité était déjà ouverte aux régions et à l'Etat.

5/ Le contenu des statuts

La détermination du caractère administratif ou industriel et commercial de l'établissement

Vous veillerez à ce que les statuts précisent le caractère administratif ou industriel et commercial de l'établissement.

En l'état actuel du droit, la qualification juridique du service public s'opère au regard de trois critères fixés par la jurisprudence : l'objet du service, l'origine de ses ressources et les modalités de son fonctionnement (conseil d'Etat, assemblée, 16 novembre 1956, «union syndicale des industries aéronautiques»).

Or, l'article L. 1431-8 du code général des collectivités territoriales permet à l'Etat, aux collectivités territoriales et à leurs groupements d'accorder des subventions à l'établissement public de coopération culturelle quelle que soit sa nature juridique, en admettant une dérogation aux dispositions de l'article L. 2224-2 et L. 3241-5 de ce code. En conséquence, le mode de financement de l'activité ne constitue plus un critère de distinction pertinent pour la définition de la nature juridique de l'établissement public de coopération culturelle. Celle-ci peut être déterminée au regard des deux autres critères : l'objet de l'activité et le mode de gestion, conformément à l'article L. 1431-1 du code.

Il peut être rappelé que si le juge administratif a, dans certaines décisions, qualifié des services à caractère culturel de services publics administratifs (CE, 26 janvier 1968 « Dame Maron » ; CE, 2 juin 1995, « Ville de Nice »), la qualification juridique doit cependant être appréciée au cas par cas.

Dans ces conditions, les établissements d'enseignement et les établissements à mission principalement patrimoniale ont, a priori, vocation à être des établissements publics administratifs.

En revanche, les institutions de création, de production et de diffusion du spectacle vivant telles les orchestres, les maisons d'opéra, les théâtres et lieux de diffusion du spectacle en général ou du cinéma et de l'audiovisuel, peuvent, compte tenu de leur activité et des nécessités de leur gestion, être qualifiées d'établissements publics à caractère industriel et commercial.

En effet, l'activité de production et de diffusion de spectacles, même si elle est exercée dans le cadre d'une mission de service public, suppose une activité commerciale (achat et ventes de spectacles, organisation de concerts, billetterie...) comparable à celle que peut développer un entrepreneur de spectacle privé. Les nécessités de la gestion de ces établissements sont également à prendre en compte pour qualifier ces établissements d'industriels et commerciaux.

Il convient également de rappeler que les personnels artistiques permanents des orchestres, maisons d'opéra et des théâtres, tels les danseurs, choristes, musiciens, comédiens, ne disposent d'aucun cadre d'emplois de la fonction publique territoriale susceptible de les accueillir. La qualification d'industriel et commercial qui implique que les personnels non fonctionnaires de ces établissements relèvent du code du travail permet de recruter ces personnels permanents sur des contrats à durée indéterminée, ce qui est beaucoup plus conforme à la réalité de leur emploi et aux principes du droit du travail comme du statut de la fonction publique. En effet, les contrats à durée déterminée ne sont possibles, en droit privé, que pour assurer des besoins temporaires dans l'entreprise ; quant aux contractuels de droit public, ils n'ont pas non plus vocation à assurer des emplois permanents dans la fonction publique.

En outre, les personnels de nombreux théâtres, orchestres et maisons d'opéra sous statut de droit privé bénéficient d'accords d'entreprises ou de conventions collectives qui, si ces institutions étaient transformées en établissements publics à caractère administratif, ne seraient plus applicables, ce qui ne manquerait pas de

poser un problème social. Enfin, la création d'établissements publics de coopération culturelle peut être l'occasion d'harmoniser, sur la base du droit privé, les règles qui régissent les personnels artistiques permanents, ce qui est de nature à favoriser la stabilisation de ces professions.

Les travaux, rapports et débats parlementaires indiquent clairement que le caractère industriel et commercial est recommandé pour ces activités d'autant plus que les règles applicables aux établissements publics de coopération culturelle écartent en leur faveur la règle de l'équilibre financier.

Le conseil d'administration

J'attire votre attention sur le fait que l'article L.1431-4 du code général des collectivités territoriales relatif au conseil d'administration des établissements publics de coopération culturelle prévoit que les personnes publiques doivent toujours être majoritaires au sein du conseil d'administration.

Par ailleurs, il est expressément prévu que, parmi les représentants des personnes publiques, le nombre des représentants de l'Etat ne peut être supérieur à la moitié du nombre des représentants des collectivités territoriales et de leurs groupements, le maire de la commune siège de l'établissement étant inclus, c'est-à-dire au tiers de l'ensemble des sièges prévus par les statuts pour les représentants des personnes publiques.

Dans le cas où le nombre de sièges réservés aux collectivités publiques par les statuts ne serait pas divisible par trois, le nombre maximum de sièges réservés à l'Etat pourra être au plus égal au nombre entier immédiatement inférieur.

Enfin, il convient de préciser que les représentants des collectivités territoriales sont au plus désignés pour la durée de leur mandat électif.

S'agissant des personnalités qualifiées, il revient aux collectivités territoriales, à leurs groupements et à l'Etat de s'entendre pour les désigner d'un commun accord ou, à défaut, de les nommer séparément, la loi laissant toute liberté aux personnes publiques pour désigner le nombre de personnalités qu'elles souhaitent, dans la limite prévue à l'article L.1431-4. Afin de permettre un fonctionnement satisfaisant du conseil d'administration, il est néanmoins préférable d'éviter une multiplication de ces membres dont le nombre et les modalités de désignation doivent être précisées par les statuts.

Enfin, j'attire votre attention sur la possibilité de nommer des personnalités qualifiées représentant des personnes morales intéressées aux missions de

l'établissement, y compris des représentants des établissements publics nationaux, cette nomination pouvant, le cas échéant, résulter d'une disposition statutaire permanente. Par ailleurs, dans certains établissements d'enseignement, il est souhaitable, en tant que de besoin, de prévoir la participation des représentants des associations locales de parents d'élèves au sein du conseil d'administration.

6/ Les personnels

La situation des personnels dans les établissements publics de coopération culturelle sera différente en fonction d'un certain nombre de critères :

a/ Dans les établissements à caractère administratif, l'ensemble des personnels sont des agents de droit public qu'ils soient agents titulaires ou agents contractuels et sont soumis aux dispositions de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale.

S'agissant des agents titulaires de l'Etat, ils peuvent être détachés ou mis à disposition auprès d'un établissement public de coopération culturelle. Les agents titulaires des collectivités territoriales peuvent être également détachés auprès d'un établissement public de coopération culturelle.

Toutefois il est nécessaire de prévoir, s'agissant notamment du directeur d'un établissement public de coopération culturelle à caractère administratif, les dispositions spécifiques conformes aux règles de la fonction publique territoriale et aux règles statutaires de la filière culturelle. C'est pourquoi un second décret, en cours d'élaboration et qui sera soumis à l'avis du conseil supérieur de la fonction publique territoriale, établira les dispositions nécessaires et fixera les conditions de statut ou de diplômes dont doit relever le directeur d'une des catégories d'établissements mentionnés à l'article R. 1431-13 du code général des collectivités territoriales.

Il s'agit notamment d'établissements ayant une activité patrimoniale ou d'enseignement auxquels s'appliqueront les dispositions du décret relatif aux établissements publics de coopération culturelle après l'intervention du second décret.

En revanche, l'application des dispositions du décret relatif aux établissements publics de coopération culturelle s'appliquera immédiatement aux autres catégories d'établissements.

b/ Dans les établissements publics à caractère industriel et commercial, ainsi que le rappelle la loi, l'ensemble des personnels sont régis par le code du travail, à l'exception du directeur et de l'agent comptable.

Les fonctionnaires de l'Etat et des collectivités territoriales détachés dans un EPCC à caractère industriel et commercial sont soumis aux règles de l'emploi qu'ils occupent qu'ils exercent par l'effet de leur détachement, à l'exception des dispositions des articles L.122-3-5, L.122-3-8 et L.122-9 du code du travail ou de toute disposition législative, réglementaire ou conventionnelle prévoyant le versement d'indemnités de licenciement ou de fin de carrière.

c/ L'article 3 de la loi prévoit par ailleurs trois possibilités de transfert de personnels à leur demande, permettant de garantir le maintien de leur emploi :

- d'une structure de droit public à un établissement public de coopération culturelle à caractère administratif ;

- d'une structure de droit public à un établissement public de coopération culturelle à caractère industriel et commercial ;

- d'une structure de droit privé à un établissement public de coopération culturelle à caractère administratif ; la loi a en l'occurrence prévu des dispositions particulières pour permettre aux personnels employés par une personne morale de droit privé dont l'objet et les moyens sont transférés à un établissement public de coopération culturelle à caractère administratif de conserver le bénéfice d'un contrat de travail à durée indéterminée, lorsqu'ils sont recrutés par cet établissement. Ne sont toutefois concernés que les personnels employés par une personne morale de droit privée créée avant le 4 janvier 2002, date de promulgation de la loi relative à la création des établissements publics de coopération culturelle.

En outre, dans le cas du transfert de l'objet et des moyens d'une personne morale de droit privé à un EPCC à caractère industriel et commercial, les dispositions de l'article L.122-12 du code du travail s'appliquent.

II - LA CREATION D'ETABLISSEMENTS PUBLICS DE COOPERATION CULTURELLE DANS LES DIFFERENTS SECTEURS CULTURELS

Si l'établissement public de coopération culturelle doit répondre aux principes généraux qui ont été rappelés ci-dessus, il doit aussi être un instrument adapté aux exigences des différentes activités culturelles qui méritent d'être rappelées. A cet égard, cette adaptation trouvera sa traduction dans des modèles de statuts-types adaptés à chacun des principaux secteurs d'activités culturelles et que vous pourrez proposer dès lors que vous serez sollicités pour la création d'un établissement.

1/ Le secteur patrimonial

1-1/ Les archives

En prévoyant que les départements et les communes assurent la conservation et la mise en valeur de leurs archives, l'article L. 1421-3 du code général des collectivités territoriales a écarté le recours à la formule de l'établissement public de coopération culturelle associant l'Etat à la gestion des services ayant fait l'objet dans le cadre des lois de décentralisation de transferts de compétence obligatoires aux différents échelons de l'administration territoriale. Cela concerne en particulier les services d'archives départementales.

En revanche, le statut de l'établissement public de coopération culturelle pourrait être retenu dans le cas où plusieurs collectivités entre elles souhaiteraient s'associer pour la gestion d'archives publiques de leur compétence. Il peut également permettre d'associer des collectivités territoriales et l'Etat pour gérer des archives privées dont la conservation présente un intérêt pour les différents partenaires.

La formule de l'établissement public de coopération culturelle pourrait être également utilisée pour la mise en réseau de services d'archives et la gestion en commun de certaines activités, par exemple dans le domaine de la conservation et de la restauration, notamment de documents électroniques, dans celui de la numérisation ou de la valorisation des fonds.

Qu'il s'agisse de projets ayant pour vocation la gestion d'archives ou de projets ayant un objet limité à la gestion de certaines activités, il conviendra de veiller aux garanties données quant à la qualification du directeur au regard des missions de l'établissement.

1-2/ Les bibliothèques

La formule de l'établissement public de coopération culturelle n'a pas vocation à devenir le mode de gestion de droit commun des bibliothèques des collectivités territoriales, dans la mesure où, en l'état actuel du droit, les établissements publics de coopération culturelle ne peuvent pas bénéficier des aides de l'Etat au fonctionnement et à l'investissement ressortissant des concours particuliers en faveur des bibliothèques dans le cadre de la DGD.

Cependant, le statut d'établissement public de coopération culturelle peut trouver une application pour la gestion d'ensembles patrimoniaux impliquant fortement des collectivités territoriales, par exemple sous forme associative, ou de services nouveaux mis en place à l'occasion de la création d'une bibliothèque municipale à vocation régionale (BMVR).

L'établissement public de coopération culturelle pourra également être un mode de gestion envisageable pour les structures régionales du livre et certaines manifestations littéraires :

Structures régionales du livre (centres régionaux du livre et agences de coopération) :

Issues d'une volonté commune de l'Etat et des collectivités territoriales, et mobilisant les professionnels du livre, ces structures régionales ont adopté un statut associatif susceptible de freiner leur développement. La formule de l'établissement public de coopération culturelle peut au contraire leur permettre de conforter leurs missions de coordination et d'animation, notamment dans certains domaines prioritaires (catalogues collectifs, patrimoine, éducation artistique,...) ainsi que de résoudre certains problèmes posés par les statuts des personnels, notamment les personnels issus de la fonction publique.

Manifestations littéraires d'envergure :

Le recours à l'établissement public de coopération culturelle peut être envisagé pour des grandes manifestations inscrites de longue date dans la durée (salons du livre), qui ont pris une importance institutionnelle et s'appuient essentiellement sur le soutien des collectivités et de l'Etat, et développent leur action sur l'ensemble de l'année, notamment avec le milieu scolaire.

Les demandes devront donc être examinées, cas par cas.

1-3/ Architecture et patrimoine

En matière d'architecture et de patrimoine, la formule de l'établissement public de coopération culturelle permet d'institutionnaliser les partenariats existant jusqu'alors sur un mode conventionnel, dès lors que l'importance et la pérennité de l'activité et du soutien de l'Etat le justifient. La formule a ainsi vocation à s'appliquer à deux grands domaines : d'une part, les activités patrimoniales et, d'autre part, les activités de mise en valeur et de développement culturel en matière d'architecture et de patrimoine.

Toutefois, vous éviterez toute création d'établissement public de coopération culturelle portant en tout ou partie sur les missions exercées par les services de l'Etat au niveau régional et départemental (telles les mesures de protection des monuments historiques et les compétences prévues par la loi sur les abords de ces monuments). En effet, l'établissement public de coopération culturelle n'a pas vocation à expérimenter une évolution des compétences des collectivités publiques par rapport aux textes actuels. En revanche,

la formule de l'établissement public de coopération culturelle pourra utilement permettre d'institutionnaliser, ou d'expérimenter, de nouveaux partenariats entre les collectivités territoriales dans les domaines qui auront fait l'objet de mesures de décentralisation dans le cadre de la politique conduite par le gouvernement et dès après la promulgation des textes relatifs à la décentralisation et à la réforme de l'Etat. Vous recevrez en temps utile de nouvelles instructions à cet égard.

Comme cela a été indiqué précédemment, vous privilégiez la formule de l'établissement public administratif pour les activités patrimoniales indiquées ci-après et pour les activités de mise en valeur et de développement culturel en matière d'architecture et de patrimoine mentionnées également ci-après. Vous retiendrez, selon les cas, le caractère administratif ou industriel et commercial, conformément aux critères rappelés par la présente circulaire.

Activités patrimoniales :

La formule de l'établissement public de coopération culturelle a vocation à être utilisée en tout premier lieu en ce qui concerne l'inventaire général. Compte tenu de la diversité des partenariats existants, la formule, selon les circonstances locales, pourra concerner les régions, les départements et même certaines communes importantes.

Ensuite, cette formule pourra présenter un intérêt pour la conduite des opérations de travaux sur les monuments historiques n'appartenant pas à l'Etat, pour lesquelles les collectivités territoriales maîtres d'ouvrage peuvent avoir un intérêt à regrouper ou à fédérer leurs moyens.

J'appelle également votre attention sur l'intérêt que la formule pourrait présenter pour consolider les conservations départementales des objets mobiliers. Dans ce cas, la formule n'aura cependant d'intérêt, compte tenu des effectifs et moyens de ces conservations, que si elle est utilisée conjointement à d'autres activités patrimoniales.

Les activités de mise en valeur et de développement culturel en matière d'architecture et de patrimoine :

La formule de l'établissement public de coopération culturelle pourra concerner la gestion et la mise en valeur de grands sites classés à caractère historique ou la mise en valeur de sites archéologiques qui, d'ores et déjà, impliquent souvent des partenariats entre l'Etat et les collectivités territoriales en matière de conservation, restauration, valorisation de vestiges immobiliers ou mobiliers, conduisant les partenaires à une démarche à caractère muséographique au-delà

de la présentation didactique. Vous pourrez conseiller, lorsque le caractère scientifique prédominera du fait de l'importance des activités de conservation, restauration ou travaux, de retenir un directeur appartenant aux corps mentionnés précédemment, ainsi que la création d'un conseil scientifique.

L'établissement public de coopération culturelle peut également trouver une application pour la gestion des ethnopôles qui allient recherche et action culturelle en région sous une forme associative, l'élaboration de partenariats des villes et pays d'art et d'histoire ou des pôles d'économie du patrimoine ou des centres culturels de rencontre, dont l'intérêt de la transformation en établissement public de coopération culturelle devra être examiné au cas par cas. En effet, la création d'établissements publics de coopération culturelle ne pourra avoir de sens, au regard de l'exigence de dimension minimale de tels établissements, que dans le cadre d'une approche plus globale impliquant l'association d'autres activités patrimoniales, au sein du projet d'établissement.

En matière d'architecture, vous accueillerez favorablement les projets de coopération entre collectivités territoriales ainsi que les structures qui dépendent de certaines d'entre elles, tels les CAUE ou les maisons d'architecture, qui développent une activité de conseil aux particuliers et aux maîtres d'ouvrage publics et privés. Dans un objectif de service public, une telle activité de conseil devra respecter le principe de gratuité.

1-4/ Les musées de France

Avec ou sans la participation de l'Etat, la formule de l'établissement public de coopération culturelle sera encouragée dans tous les cas où l'association de plusieurs collectivités dont le champ territorial de compétences recoupe la zone de rayonnement effectif du musée permettra de favoriser le développement des musées de France.

La participation de l'Etat à des établissements publics de coopération culturelle sera particulièrement justifiée s'agissant d'institutions jouissant d'un rayonnement régional ou national, du fait notamment de l'importance de leurs collections et de leur politique d'expositions temporaires ; c'est notamment le cas des anciens musées classés.

Le directeur sera choisi parmi les professionnels qualifiés au sens de l'article 6 de la loi sur les musées de France.

La transformation d'un musée de France en établissement public de coopération culturelle n'impose ni n'exclut par elle-même que les collections soient la

propriété de l'établissement. D'une part, en effet, l'établissement public de coopération culturelle peut être un outil adapté à la gestion d'un musée dont les collections demeureraient la propriété d'un ou plusieurs de ses membres ; d'autre part, les possibilités de cession des collections sont prévues par la loi sur les musées de France du 4 janvier 2002. Il convient en tout état de cause que les statuts des musées de France érigés en établissement public de coopération culturelle règlent dès le départ la question de la dévolution des collections en cas de dissolution, sachant que la dévolution ne saurait avoir pour effet de faire sortir ces collections du régime applicable aux musées de France.

L'Etat s'abstiendra en revanche de participer à des établissements publics de coopération culturelle chargés de gérer des musées qui n'auraient pas demandé ou obtenu l'appellation «musées de France».

La formule de l'établissement public de coopération culturelle pourra éventuellement aussi être utilisée pour fournir un cadre durable et structuré à des réseaux de musées de France organisés sur des bases territoriales ou thématiques et pourra enfin, le cas échéant, offrir un statut plus adapté aux ateliers du réseau national de restauration qui regroupent aujourd'hui généralement l'Etat et les collectivités territoriales dans un cadre associatif.

1-5/ Les fonds régionaux d'art contemporain (FRAC)

Issus d'une commune volonté de la région et de l'Etat, les FRAC ont adopté le plus souvent un statut associatif permettant de traduire cette convergence de volonté pour la constitution et la diffusion d'un patrimoine contemporain ; l'objet de l'établissement public de coopération culturelle répond donc pleinement à cette situation. Plus fondamentalement, la formule de l'établissement public de coopération culturelle a pour avantage d'apporter enfin une réponse à l'interrogation sur le statut des collections acquises par les FRAC qui, sous régime associatif, ne peuvent avoir le statut de collection publique et ne sont donc pas *de jure* garanties par le statut de domanialité publique avec ses conséquences en termes d'inaliénabilité et d'imprescriptibilité.

La dévolution des collections :

Il convient de veiller à ce que les statuts de l'établissement public de coopération culturelle prévoient la dévolution à son profit de la collection constituée par le FRAC sous régime associatif et que, parallèlement, l'association vote une délibération correspondante, en même temps qu'elle décidera la dissolution du FRAC sous régime associatif.

L'affectation des œuvres ainsi dévolues à l'établissement public de coopération culturelle (de même que pour celles qui seront acquises par celui-ci) à une mission d'intérêt public de constitution et de diffusion d'un patrimoine public leur conférera alors le caractère de domaine public mobilier de l'établissement avec les conséquences qui s'y attachent (inaliénabilité et imprescriptibilité).

Dans le cas d'une collection acquise par un FRAC en régie directe, les œuvres ont en principe déjà le statut de collection publique. Il importe cependant qu'elles soient gérées par le nouvel établissement. Il conviendra donc d'inviter la collectivité à transférer sa collection à l'établissement, ou tout au moins lui confier la gestion des œuvres.

La parité Etat - région :

Le statut des FRAC organise le plus souvent une parité au sein des instances entre la région et l'Etat ; cette parité ne pourra être maintenue dans la composition du conseil d'administration en raison des termes de la loi ; cette circonstance ne doit pas signifier un retrait de l'engagement de l'Etat en faveur du FRAC ni avoir d'effet direct sur la répartition des apports financiers, en fonctionnement et en acquisition.

La participation d'autres collectivités à la gestion du FRAC sous statut d'établissement public de coopération culturelle :

L'ouverture à d'autres partenaires doit être encouragée à partir du moment où ces collectivités sont prêtes à jouer un rôle actif dans la gestion et le développement des activités du FRAC (locaux, diffusion...).

Enfin, pour tout ce qui concerne les missions du FRAC et les conditions de leur exercice, la récente circulaire du 28 février 2002 reste la référence à appliquer dans les relations qu'il conviendra d'entretenir avec un FRAC érigé en établissement public de coopération culturelle.

1-6/ Les centres d'art

Créés le plus souvent autour d'un partenariat associant les collectivités territoriales et l'Etat, et porteurs d'une mission correspondant à l'objet de l'établissement public de coopération culturelle (article L.431-1 du code général des collectivités territoriales), les centres d'art sont également susceptibles de s'inscrire dans la dynamique créée par la loi n° 2002-6 du 4 janvier 2002. Les initiatives qui pourront être prises en ce sens devront être étudiées avec intérêt. Il reste que, sous réserve du respect des principes qui doivent gouverner les relations entre les collectivités publiques et les

associations, la formule associative ne présente pas d'inconvénient majeur dans le cas des centres d'art et offre les avantages de souplesse propres à cette structure. Ainsi la transformation d'un centre d'art en établissement public de coopération culturelle n'est pas une condition nécessaire au bon exercice des missions du centre. Elle peut néanmoins être le moyen de donner à ces institutions de diffusion culturelle une structure plus en rapport avec le caractère d'intérêt public de leur activité. Les demandes devront donc être examinées avec un a priori favorable.

2/ Le secteur du spectacle vivant

Dans le domaine du spectacle vivant, le statut de l'établissement public de coopération culturelle doit pouvoir répondre aux besoins de nombreuses institutions telles les maisons d'opéra, les orchestres permanents, les centres de musique traditionnelle, les scènes de musiques actuelles ou encore les scènes nationales.

En revanche, il vous est recommandé de considérer avec circonspection l'engagement de l'Etat dans la création d'établissements publics de coopération culturelle dès lors qu'il s'agit d'institutions ayant une mission première de création reconnue par l'Etat.

Dans cette perspective, il semble peu souhaitable d'envisager la transformation des centres dramatiques nationaux (CDN), des centres chorégraphiques nationaux (CCN) ainsi que des centres nationaux de création et de recherche musicale en établissements publics de coopération culturelle.

3/ Le secteur du cinéma et de l'audiovisuel

La formule de l'établissement public de coopération culturelle pourrait être utilisée lorsqu'il s'agit de favoriser le fonctionnement et le développement des multiples activités de ce secteur. Il peut s'agir notamment des activités d'enseignement ou de formation, des activités liées à la conservation, à la diffusion et à l'animation du patrimoine cinématographique, des grandes manifestations inscrites dans la durée et des interventions dans le domaine de l'écriture, du développement et de l'aide à la production.

4/ Le secteur des enseignements

Ce secteur concerne notamment les écoles d'art plastique et les établissements d'enseignement de la musique, de la danse et de l'art dramatique.

4-1/ Les écoles territoriales de musique, de danse et d'art dramatique

Le statut d'établissement public de coopération culturelle peut convenir à un certain nombre d'établissements d'enseignement de la musique, de la

danse et de l'art dramatique, comme par exemple les écoles nationales de musique et conservatoires nationaux de région, qui relèvent en application de l'article 63 de la loi 83-663 de décentralisation du 22 juillet 1983 «de l'initiative et de la responsabilité des communes, des départements et des régions»...

Par ailleurs, l'Etat soutient la structuration territoriale de l'enseignement artistique et incite à la mise en réseau des établissements d'enseignement artistique spécialisé. Le rassemblement de plusieurs écoles de musique, de danse et de théâtre au sein d'un même établissement public de coopération culturelle est donc pertinent, et trouve déjà une illustration dans les protocoles d'expérimentation en matière culturelle.

J'attire votre attention sur trois points concernant ces établissements. En premier lieu, il est nécessaire de prévoir expressément dans les statuts que le directeur est nommé sur la base d'un projet pédagogique, artistique et culturel inscrit dans une logique territoriale. En second lieu, ces établissements d'enseignement artistique spécialisé accueillent majoritairement des mineurs ; il conviendra donc de veiller à ce qu'une place soit donnée aux parents d'élèves en dépit du fait que la loi ne permet la représentation au conseil d'administration que des «étudiants», ce qui n'interdit pas la présence parmi les personnalités qualifiées de représentants des parents d'élèves. Enfin, la présence, parmi les représentants qualifiés de personnalités issues du monde de la création d'une part, de la pratique amateur d'autre part paraît utile.

4-2/ Les écoles territoriales d'arts plastiques

L'autonomie apportée par le statut d'établissement public constitue un élément essentiel permettant de conforter la reconnaissance du caractère supérieur de l'enseignement dispensé par le réseau des écoles délivrant les diplômes correspondant au régime des études défini par le décret du 10 novembre 1988. Au-delà de l'autonomie administrative et financière, l'autonomie pédagogique est en effet une caractéristique fondamentale des établissements d'enseignement supérieur. L'obtention de cette autonomie permettra enfin de rapprocher la situation des écoles territoriales de celle des écoles nationales.

S'agissant de la composition du conseil d'administration, compte tenu des termes de la loi du 4 janvier 2002, qui donne la majorité des sièges du conseil aux représentants des collectivités publiques et rend obligatoire la présence de personnalités qualifiées, il conviendra de veiller à la place donnée aux représentants des personnels et des étudiants afin que ceux-ci puissent prendre part à l'administration de l'établissement.

Vous veillerez à cet égard à ce que les règles et les procédures adoptées par les statuts quant à la composition, à la compétence, les conditions de consultation et l'autorité qui s'attachera aux avis de l'organe consulté sur toutes les questions de pédagogie, de recherche et de vie étudiante permettent d'atteindre cet objectif.

Le regroupement de deux ou plusieurs écoles d'art au sein d'un même établissement public de coopération culturelle est une solution envisageable. L'expérimentation des protocoles de décentralisation culturelle a montré l'intérêt qu'il peut y avoir à engager, au niveau régional, une démarche de mise en réseau de plusieurs établissements. L'établissement public de coopération culturelle peut bien évidemment servir de cadre juridique à de telles démarches. Il conviendra cependant de s'assurer, qu'au-delà des avantages procurés par un tel regroupement, cette formule ne risque pas de faire obstacle au développement de l'autonomie pédagogique de chaque école, liée au caractère supérieur de l'enseignement des arts plastiques.

D'une façon générale, et même dans les projets d'établissements publics de coopération culturelle sans présence de l'Etat, vous examinerez attentivement les projets de création et de statuts d'établissements publics de coopération culturelle au regard de l'adéquation de cette formule aux caractéristiques du projet et au regard des réponses qu'elle permet d'apporter aux difficultés, notamment administratives et juridiques, propres à la situation étudiée.

Vous vous assurerez enfin que les statuts de l'établissement public de coopération culturelle ne s'opposent pas à l'exercice du contrôle scientifique, technique et pédagogique de l'Etat. La création d'un établissement public de coopération culturelle dans tous les domaines d'application décrits ci-dessous est en effet sans incidence sur l'exercice des missions de contrôle scientifique de l'Etat prévues par les dispositions législatives et réglementaires.

Vous rappellerez que les statuts peuvent prévoir la constitution d'un conseil scientifique ou pédagogique dans les établissements patrimoniaux et d'enseignement.

Vous voudrez bien nous saisir de toute difficulté dans la mise en œuvre de ces orientations et préconisations.

Enfin, vous veillerez à ce que chaque année le directeur de l'administration générale et le délégué au développement et à l'action territoriale du ministère de la culture et de la communication soient destinataires d'un bilan relatif à la création des établissements publics de coopération culturels.

Vous trouverez ci-joint trois modèles de statuts d'établissement public de coopération culturelle associant l'Etat et les collectivités territoriales et leurs groupements et correspondant aux principaux secteurs d'activité culturelle. Ces modèles n'ont bien sûr pas un caractère impératif mais doivent néanmoins avoir une valeur indicative.

Ils pourront en outre servir de base à l'élaboration des statuts d'établissements publics de coopération culturelle dont l'Etat n'est pas membre.

Le ministre de l'intérieur,
de la sécurité intérieure et des libertés locales,
Nicolas Sarkozy
Le ministre de la culture et de la communication,
Jean-Jacques Aillagon
Le ministre délégué aux libertés locales,
Patrick Devedjian

MODELE DE STATUTS D'UN ETABLISSEMENT PUBLIC DE COOPERATION CULTURELLE GERANT UNE ACTIVITE PATRIMONIALE

TITRE I^{er} - DISPOSITIONS GENERALES

Art. 1^{er}. - Création

Il est créé entre :

- la (les) collectivité(s) territoriale(s) et/ou leurs groupements,
- l'Etat (représenté par le préfet), s'il est membre de l'établissement,

un établissement public de coopération culturelle à caractère administratif régi notamment par les articles L.1431-1 et suivants et les articles R.1431-1 et suivants du code général des collectivités territoriales et par les présents statuts.

Il jouit de la personnalité morale à compter de la date de publication de l'arrêté approuvant les présents statuts.

Art. 2. - Dénomination et siège de l'établissement

L'établissement public de coopération culturelle est dénommé :

Il a son siège à :

Il peut transférer son siège en tout autre lieu par décision du conseil d'administration.

Art. 3. - Missions

L'établissement a pour mission : ...

Art. 4. - Entrée, retrait et dissolution

Les règles d'entrée, de retrait et de dissolution sont fixées par les articles R.1431-3 et R.1431-19 à

R.1431-21 du code général des collectivités territoriales.

TITRE II - ORGANISATION ADMINISTRATIVE

Art. 5. - Organisation générale

L'établissement est administré par un conseil d'administration et dirigé par un directeur, assisté (pour certains établissements) :

- d'une commission technique d'achat ;
- d'une commission consultative des dépôts ;
- d'un conseil d'orientation scientifique.

Art. 6. - Composition du conseil d'administration

Le conseil d'administration comprend :

1° le ou les représentants de la ou des collectivités territoriales X ou leurs groupements ;

le préfet ou son représentant ;

le maire de la commune siège de l'établissement ou son représentant ;

2° X personnalités qualifiées désignées conjointement par les collectivités territoriales, leurs groupements et l'Etat pour une durée de trois ans renouvelable ; en l'absence d'accord sur la nomination conjointe des personnalités qualifiées par les personnes publiques, chacune d'entre elles nomme le nombre de personnalités qualifiées prévu ci-après ;

3° X représentants élus du personnel pour une durée de trois ans renouvelable.

Le directeur assiste avec voix consultative au conseil d'administration.

Le président peut inviter au conseil d'administration pour avis toute personne dont il juge la présence utile au regard de l'ordre du jour.

En cas de vacance, pour quelque cause que ce soit, survenant plus de six mois avant l'expiration du mandat des membres prévus au 2° et 3° ci-dessus, un autre représentant est désigné ou élu dans les mêmes conditions pour la durée du mandat restant à courir.

Pour chacun des représentants élus du personnel, un suppléant est élu dans les mêmes conditions que le titulaire et pour la même durée.

En cas d'indisponibilité de son suppléant, un membre du conseil d'administration peut donner mandat à un autre membre de le représenter à une séance. Chaque membre ne peut recevoir plus d'un mandat.

Les modalités d'élection des représentants élus du personnel sont fixées par le règlement intérieur.

Les membres du conseil d'administration exercent leurs fonctions à titre gratuit. Toutefois, ces fonctions ouvrent droit aux indemnités de déplacement et de séjour prévues par la réglementation en vigueur.

Art. 7. - Réunion du conseil d'administration

Le conseil d'administration se réunit sur convocation de son président qui en fixe l'ordre du jour. Il se réunit au moins deux fois par an. Il se réunit également à la demande d'une des personnes publiques membre de l'établissement ou de la moitié de ses membres.

Le conseil d'administration ne peut valablement délibérer que si la moitié au moins de ses membres sont présents. Si le quorum n'est pas atteint, le conseil est de nouveau convoqué avec le même ordre du jour dans un délai de huit jours. Il délibère alors valablement quel que soit le nombre des membres présents.

Les délibérations sont prises à la majorité des votants. En cas de partage égal des voix, la voix du président est prépondérante.

Art. 8. - Attributions du conseil d'administration

Le conseil d'administration délibère notamment sur :

- 1° les orientations générales de la politique de l'établissement ;
- 2° le programme d'activités et d'investissement de l'établissement ;
- 3° le budget et ses modifications ;
- 4° le compte financier et l'affectation des résultats de l'exercice ;
- 5° le régime du droit d'entrée et les orientations tarifaires des prestations culturelles ;
- 6° les créations, modifications et suppressions d'emplois permanents ;
- 7° les projets d'achat ou de prise à bail d'immeubles et, pour les biens dont l'établissement public est propriétaire, les projets de ventes et de baux d'immeubles ;
- 8° les conditions générales de passation des contrats, conventions et marchés ;
- 9° les projets de concession et de délégation de service public ;
- 10° les emprunts, prises, extensions et cessions de participations financières ;
- 11° les créations de filiales et les participations à des sociétés d'économie mixte ;
- 12° l'acceptation des dons et legs ;
- 13° les actions en justice et les conditions dans lesquelles certaines d'entre elles peuvent être engagées par le directeur ;

- 14° les transactions ;
- 15° le règlement intérieur de l'établissement ;
- 16° les conditions générales d'acquisitions d'œuvres d'art destinées aux collections:
 - sur proposition de la commission technique d'achat (établissements d'art plastique),
 - dans le respect des procédures en vigueur (musées dans le cas où l'établissement public est propriétaire des collections).
- 17° les suites à donner aux observations consécutives aux inspections, contrôles ou évaluations dont l'établissement a fait l'objet.

Il détermine les catégories de contrats, conventions et transactions qui, en raison de leur nature ou du montant financier engagé, doivent lui être soumis pour approbation et celles dont il délègue la responsabilité au directeur. Celui-ci rend compte, lors de la plus prochaine séance du conseil, des décisions qu'il a prises en vertu de cette délégation.

Art. 9. - Le président du conseil d'administration

Le président du conseil d'administration est élu par celui-ci en son sein pour une durée de trois ans renouvelable.

Il convoque le conseil d'administration au moins deux fois par an.

Il préside les séances du conseil.

Il propose au conseil de délibérer sur la nomination et la cessation de fonctions du directeur de l'établissement.

Le président est assisté d'un vice-président désigné dans les mêmes conditions.

Art. 10. - Le directeur

Le directeur est nommé par le conseil d'administration à la majorité des deux tiers de ses membres, après appel à candidatures sur la base des propositions d'orientations scientifiques et culturelles qu'il a proposées, pour une durée de ans.

Il dirige l'établissement et à ce titre :

- 1° il élabore et met en œuvre le projet scientifique et culturel pour lequel il a été nommé et rend compte de l'exécution de ce projet au conseil d'administration ;
- 2° il est l'ordonnateur des recettes et des dépenses de l'établissement ;
- 3° il prépare le budget et ses décisions modificatives et en assure l'exécution ;
- 4° il assure la direction de l'ensemble des services ;
- 5° il est consulté pour avis par le président du conseil

d'administration sur le recrutement et la nomination aux emplois de l'établissement ;

6° il passe tous actes, contrats et marchés, dans les conditions définies par le conseil d'administration ;

7° il représente l'établissement en justice et dans tous les actes de la vie civile.

Pour l'exercice de ses attributions, il peut déléguer sa signature à un ou plusieurs chefs de service placés sous son autorité.

Art. 11. - La commission technique d'achat (pour les fonds régionaux d'art contemporain)

La commission technique d'achat met en œuvre la politique d'acquisition d'œuvres et objets d'art de l'établissement.

Elle comprend :

- le directeur, président ;
- trois à cinq personnalités qualifiées en art contemporain nommées pour une durée de trois ans renouvelable une fois par le conseil d'administration, sur proposition du directeur.

Le conseiller pour les arts plastiques à la direction régionale des affaires culturelles et le conseiller pour les arts plastiques des collectivités territoriales membres de l'établissement assistent aux réunions de la commission avec voix consultative.

Art. 12. - Le conseil d'orientation scientifique (pour les établissements gérant notamment un monument historique)

L'établissement est doté d'un conseil d'orientation scientifique présidé par le directeur de l'établissement et composé de six à dix personnalités qualifiées, dont une représentant le personnel, désignées par moitié par le directeur régional des affaires culturelles et par moitié par les collectivités territoriales membres de l'établissement.

Le conseil d'orientation scientifique assiste le directeur et le conseil d'administration dans la définition de la politique scientifique de l'établissement et assure l'évaluation de sa mise en œuvre. Il délibère notamment sur la programmation annuelle et pluriannuelle des activités scientifiques de l'établissement et formule tous avis et recommandations. Il se réunit à la demande du directeur de l'établissement ou des deux tiers de ses membres, au moins deux fois par an.

Art. 13. - Régime juridique des actes

Les délibérations du conseil d'administration ainsi que les actes à caractère réglementaire de l'établissement font l'objet d'une publicité par voie d'affichage au

siège de l'établissement et par publication au recueil des actes administratifs de la préfecture du département où l'établissement a son siège.

Sous réserve des dispositions qui précèdent, les dispositions du titre III du livre I de la troisième partie du code général des collectivités territoriales relatives au contrôle de légalité et au caractère exécutoire des actes des autorités départementales sont applicables à l'établissement.

TITRE III - REGIME FINANCIER ET COMPTABLE

Art. 14. - Dispositions générales

Les dispositions des chapitres II et VII du titre unique du livre VI de la première partie du code général des collectivités territoriales relatives au contrôle budgétaire et aux comptes publics sont applicables à l'établissement.

Art. 15. - Le budget

Le budget est adopté par le conseil d'administration dans les trois mois qui suivent la création de l'établissement puis, chaque année, avant le 1^{er} janvier de l'exercice auquel il se rapporte.

Art. 16. - Le comptable

Le comptable de l'établissement est un comptable direct du Trésor ayant la qualité de comptable principal. Il est nommé par le préfet, sur avis conforme du trésorier-payeur général.

Il est soumis aux obligations prévues par les articles L.1617-2 à L.1617-5 du code général des collectivités territoriales.

Art. 17. - Régies d'avances et de recettes

Sur avis conforme du comptable, le directeur peut créer des régies d'avances et de recettes.

Art. 18. - Recettes

Les recettes de l'établissement comprennent notamment :

- 1° les subventions de l'Etat, des collectivités territoriales et de toutes autres personnes publiques ou privées ;
- 2° les dons et legs ;
- 3° le produit du droit d'entrée et les tarifs des prestations culturelles ;
- 4° le produit des contrats et des concessions ;
- 5° le produit de la vente de publications et de documents ;
- 6° le produit des manifestations artistiques ou culturelles organisées par l'établissement ;

- 7° les revenus des biens meubles et immeubles ;
- 8° le produit du placement de ses fonds ;
- 9° le produit des aliénations ;

et, d'une manière générale, toutes recettes autorisées par les lois et règlements.

Art. 19. - Charges

Les charges de l'établissement comprennent notamment les frais de personnel qui ne sont pas pris en charge par les personnes publiques partenaires, les frais de fonctionnement et d'équipement et, de manière générale, toutes les dépenses nécessaires à l'accomplissement par l'établissement de ses missions.

IV-DISPOSITIONS TRANSITOIRES ET FINALES

Art. 20. - Dispositions transitoires relatives au conseil d'administration

Jusqu'à la première élection des représentants des salariés, qui devra intervenir dans un délai de six mois à compter de la date de l'arrêté préfectoral portant création de l'établissement, le conseil d'administration siège valablement avec les membres mentionnés au 1° et au 2° de l'article 6. Les représentants élus des salariés siègent dès leur élection ; leur mandat prend fin à la même date que celui des personnalités qualifiées.

Art. 21. - Dispositions relatives aux personnels

L'établissement reprend, à leur demande, les personnels employés par X dont l'objet et les moyens lui ont été intégralement transférés, conformément à l'article 3 de la loi n° 2002-6 du 4 janvier 2002 relative à la création d'établissements publics de coopération culturelle.

Art. 22. - Dévolution des biens

L'établissement est autorisé à recevoir les biens, propriétés de l'association dénommée X, y compris la collection d'œuvres et objets d'art, ainsi que les droits et obligations résultant des contrats et conventions conclus par la dite association, et notamment les droits de propriété intellectuelle issus des cessions de droits d'exploitation par les artistes auteurs des œuvres de la collection, après délibération de l'assemblée générale de dissolution de l'association donnant son accord à cette dévolution et aux modalités des opérations de liquidation correspondantes.

La reprise par l'EPCC de la trésorerie, des valeurs dettes et créances de l'association X ne devient effective qu'après délibération de l'assemblée générale de l'association, organisant les modalités de cette reprise.

Les contrats de travaux, fournitures et services passés par l'association et en cours d'exécution à la date du..... sont transférés de plein droit à l'EPCC.

Art. 23. - Dispositions relatives aux apports et aux contributions

Les apports et, le cas échéant, les contributions nécessaires au fonctionnement de l'établissement sont les suivants :

- Collectivité X :
- Etat :

MODELE DE STATUTS D'UN ETABLISSEMENT PUBLIC DE COOPERATION CULTURELLE GERANT UNE ACTIVITE D'ENSEIGNEMENT

TITRE I^{er} - DISPOSITIONS GENERALES

Art. 1^{er}. - Création

Il est créé entre :

- la (les) collectivité(s) territoriale(s) et/ou leurs groupements,
- l'Etat (représenté par le préfet), s'il est membre de l'établissement,

un établissement public de coopération culturelle à caractère administratif régi notamment par les articles L.1431-1 et suivants et les articles R.1431-1 et suivants du code général des collectivités territoriales et par les présents statuts.

Il jouit de la personnalité morale à compter de la date de publication de l'arrêté approuvant les présents statuts.

Art. 2. - Dénomination et siège de l'établissement

L'établissement public de coopération culturelle est dénommé :

Il a son siège à :

Il peut transférer son siège en tout autre lieu par décision du conseil d'administration.

Art. 3. - Missions

L'établissement a pour mission : ...

Art. 4. - Entrée, retrait et dissolution

Les règles d'entrée, de retrait et de dissolution sont fixées par les articles R. 1431-3 et R.1431-19 à R.1431-21 du code général des collectivités territoriales.

TITRE II - ORGANISATION ADMINISTRATIVE

Art. 5. - Organisation générale

L'établissement est administré par un conseil d'administration et dirigé par un directeur assisté par un conseil d'orientation pédagogique.

Art. 6. - Composition du conseil d'administration

Le conseil d'administration comprend :

1° le ou les représentants de la ou des collectivités territoriales X ou leurs groupements désignés en leur sein par leurs conseils ou leurs organes délibérants ;
le préfet ou son représentant ;

le maire de la commune siège de l'établissement ou son représentant ;

2° X personnalités qualifiées désignées conjointement par les collectivités territoriales, leurs groupements et l'Etat pour une durée de trois ans renouvelable ; en absence d'accord sur la nomination conjointe des personnalités qualifiées par les personnes publiques, chacune d'entre elles nomme le nombre de personnalités qualifiées prévu ci-après :

3° X représentants élus du personnel pour une durée de trois ans renouvelable.

4° X représentants élus des étudiants ou des élèves pour une durée de

Le directeur de l'établissement assiste avec voix consultative au conseil d'administration.

Le président peut inviter au conseil d'administration pour avis toute personne dont il juge la présence utile au regard de l'ordre du jour.

En cas de vacance, pour quelque cause que ce soit, survenant plus de six mois avant l'expiration du mandat des membres prévus au 2°, 3° et 4° ci-dessus, un autre représentant est désigné ou élu dans les mêmes conditions pour la durée du mandat restant à courir.

Pour chacun des représentants élus ou désignés, un suppléant est élu dans les mêmes conditions que le titulaire et pour la même durée.

En cas d'indisponibilité de son suppléant, un membre du conseil d'administration peut donner mandat à un autre membre de le représenter à une séance. Chaque membre ne peut recevoir plus d'un mandat.

Les modalités d'élection des représentants élus du conseil d'administration sont fixées par le règlement intérieur.

Les membres du conseil d'administration exercent leurs fonctions à titre gratuit. Toutefois, ces fonctions ouvrent droit aux indemnités de déplacement et de séjour prévues par la réglementation en vigueur.

Art. 7 - Réunion du conseil d'administration

Le conseil d'administration se réunit sur convocation de son président qui en fixe l'ordre du jour. Il se réunit au moins deux fois par an. Il se réunit également à la demande d'une des personnes publiques membre de l'établissement ou de la moitié de ses membres.

Le conseil d'administration ne peut valablement délibérer que si la moitié au moins de ses membres sont présents. Si le quorum n'est pas atteint, le conseil est de nouveau convoqué avec le même ordre du jour dans un délai de huit jours. Il délibère alors valablement quel que soit le nombre des membres présents.

Les délibérations sont prises à la majorité des votants. En cas de partage égal des voix, la voix du président est prépondérante.

Art. 8 - Attributions du conseil d'administration

Le conseil d'administration délibère notamment sur :

- 1° les orientations générales de la politique de l'établissement ;
- 2° l'organisation de la scolarité et des études, après avis du conseil d'orientation pédagogique ;
- 3° le budget et ses modifications ;
- 4° le compte financier et l'affectation des résultats de l'exercice ;
- 5° les droits de scolarité ;
- 6° les créations, modifications et suppressions d'emplois permanents ;
- 7° les projets d'achat ou de prise à bail d'immeubles et, pour les biens dont l'établissement public est propriétaire, les projets de ventes et de baux d'immeubles ;
- 8° les conditions générales de passation des contrats, conventions et marchés ;
- 9° les projets de concession et de délégation de service public ;
- 10° les emprunts, prises, extensions et cessions de participations financières ;
- 11° l'acceptation des dons et legs ;
- 12° les actions en justice et les conditions dans lesquelles certaines d'entre elles peuvent être engagées par le directeur ;
- 13° les transactions ;
- 14° le règlement intérieur de l'établissement ;
- 15° les suites à donner aux observations consécutives aux inspections, contrôles ou évaluations dont l'établissement a fait l'objet.

Il détermine les catégories de contrats, conventions et transactions qui, en raison de leur nature ou du montant

financier engagé, doivent lui être soumis pour approbation et celles dont il délègue la responsabilité au directeur. Celui-ci rend compte, lors de la plus prochaine séance du conseil, des décisions qu'il a prises en vertu de cette délégation.

Art. 9 - Le président du conseil d'administration

Le président du conseil d'administration est élu par celui-ci en son sein pour une durée de trois ans renouvelable.

Il convoque le conseil d'administration au moins deux fois par an.

Il préside les séances du conseil.

Il propose au conseil de délibérer sur la nomination et la cessation de fonctions du directeur de l'établissement.

Le président est assisté d'un vice-président désigné dans les mêmes conditions.

Art. 10 - Le directeur

Le directeur est nommé par le conseil d'administration à la majorité des deux tiers de ses membres, après appel à candidatures, sur la base des propositions d'orientations pédagogiques et culturelles qu'il a présentées, pour une durée de ans.

Il dirige l'établissement et à ce titre :

- 1° il élabore et met en œuvre le projet pédagogique et culturel pour lequel il a été nommé et rend compte de l'exécution de ce projet au conseil d'administration ;
- 2° il s'assure de l'exécution des programmes d'enseignement de l'établissement ;
- 3° il assure le bon fonctionnement de l'établissement, le respect de l'ordre et de la discipline ;
- 4° il est l'ordonnateur des recettes et des dépenses de l'établissement ;
- 5° il prépare le budget et ses décisions modificatives et en assure l'exécution ;
- 6° il assure la direction de l'ensemble des services ;
- 7° il est consulté pour avis par le président du conseil d'administration sur le recrutement et la nomination aux emplois de l'établissement ;
- 8° il passe tous actes, contrats et marchés, dans les conditions définies par le conseil d'administration ;
- 9° il représente l'établissement en justice et dans tous les actes de la vie civile.

Pour l'exercice de ses attributions, il peut déléguer sa signature à un ou plusieurs chefs de service placés sous son autorité.

Art. 11. - Régime juridique des actes

Les délibérations du conseil d'administration ainsi que les actes à caractère réglementaire de l'établissement font l'objet d'une publicité par voie d'affichage au siège de l'établissement et par publication au recueil des actes administratifs de la préfecture du département où l'établissement a son siège.

Sous réserve des dispositions qui précèdent, les dispositions du titre III du livre I de la troisième partie du code général des collectivités territoriales relatives au contrôle de légalité et au caractère exécutoire des actes des autorités départementales sont applicables à l'établissement.

Art. 12. - Sanctions disciplinaires

Les sanctions disciplinaires applicables aux élèves sont l'avertissement, le blâme, l'exclusion de l'établissement pour une durée déterminée et l'exclusion définitive de l'établissement. Elles sont prononcées par le directeur de l'établissement après avis d'un conseil de discipline dont la composition est fixée par le règlement intérieur de l'établissement. L'exclusion temporaire ou définitive ne peut être prononcée qu'après que l'élève a été entendu par le conseil de discipline.

Art. 13. - Le conseil d'orientation pédagogique

Le conseil d'orientation pédagogique de l'établissement est composé des membres suivants :

- 1° le directeur, président ;
- 2° X représentant des enseignants ou des autres catégories de personnels pédagogiques élus pour une période de trois ans renouvelable ;
- 3° X représentants des étudiants ou des élèves élus pour une période d'un an renouvelable ;
- 4° le cas échéant, X personnalités qualifiées appartenant au milieu professionnel concerné, désignées pour une période de trois ans par les personnes publiques partenaires.

Le directeur peut inviter à participer aux séances du conseil, avec voix consultative, toute personne dont il juge la présence utile.

Le règlement intérieur de l'établissement détermine les modalités d'élection des membres élus du conseil d'orientation pédagogique.

Les fonctions de membre du conseil sont exercées à titre gratuit.

Art. 14. - Attributions du conseil d'orientation pédagogique

Le conseil d'orientation pédagogique est consulté sur toutes les questions touchant aux activités culturelles, scientifiques et pédagogiques de l'établissement.

Il se réunit au moins deux fois par an à l'initiative du directeur ou à la demande de la moitié de ses membres.

Le directeur présente le rapport des travaux du conseil d'orientation pédagogique devant le conseil d'administration.

TITRE III-REGIME FINANCIER ET COMPTABLE**Art. 15. - Dispositions générales**

Les dispositions des chapitres II et VII du titre unique du livre VI de la première partie du code général des collectivités territoriales relatives au contrôle budgétaire et aux comptes publics sont applicables à l'établissement.

Art. 16. - Le budget

Le budget est adopté par le conseil d'administration dans les trois mois qui suivent la création de l'établissement puis, chaque année, avant le 1^{er} janvier de l'exercice auquel il se rapporte

Art. 17. - Le comptable

Le comptable de l'établissement est un comptable direct du trésor ayant la qualité de comptable principal. Il est nommé par le préfet, sur avis conforme du trésorier-payeur général.

Art. 18. - Régies d'avances et de recettes

Sur avis conforme du comptable, le directeur peut créer des régies d'avances et de recettes.

Art. 19. - Recettes

Les recettes de l'établissement comprennent notamment :

- 1° les subventions de l'Etat, des collectivités territoriales et de toutes autres personnes publiques ou privées ;
- 2° les dons et legs ;
- 3° le produit des droits d'inscription des élèves ;
- 4° le produit des contrats et des concessions ;
- 5° le produit de la vente de publications et de documents ;
- 6° le produit des manifestations artistiques ou culturelles organisées par l'établissement ;
- 7° les revenus des biens meubles et immeubles ;
- 8° le produit du placement de ses fonds ;
- 9° le produit des aliénations ;

et, d'une manière générale, toutes recettes autorisées par les lois et règlements.

Art. 20. - Charges

Les charges de l'établissement comprennent notamment les frais de personnel qui ne sont pas pris

en charge par les personnes publiques partenaires, les frais de fonctionnement et d'équipement et, de manière générale, toutes les dépenses nécessaires à l'accomplissement par l'établissement de ses missions.

IV-DISPOSITIONS TRANSITOIRES ET FINALES

Art. 21. - Dispositions transitoires relatives au conseil d'administration

Jusqu'à la première élection des représentants des salariés, qui devra intervenir dans un délai de six mois à compter de la date de l'arrêté préfectoral portant création de l'établissement, le conseil d'administration siège valablement avec les membres mentionnés au 1° et au 2° de l'article 6. Les représentants élus des salariés et des élèves siègent dès leur élection ; leur mandat prend fin à la même date que celui des personnalités qualifiées.

Art. 22. - Dispositions relatives aux personnels

L'établissement reprend, à leur demande, les personnels employés par X dont l'objet et les moyens lui ont été intégralement transférés, conformément à l'article 3 de la loi n° 2002-6 du 4 janvier 2002 relative à la création d'établissements publics de coopération culturelle.

Art. 23. - Dispositions relatives aux apports et aux contributions

Les apports et, le cas échéant, les contributions nécessaires au fonctionnement de l'établissement sont les suivants :

- Collectivité X :
- Etat :

MODELE DE STATUTS D'UN ETABLISSEMENT PUBLIC DE COOPERATION CULTURELLE GERANT UNE ACTIVITE DE SPECTACLE VIVANT (*)

(*) lorsqu'il s'agit d'un établissement public à caractère industriel et commercial

TITRE I^{er} - DISPOSITIONS GENERALES

Art. 1^{er}. - Création

Il est créé entre :

- la (les) collectivité(s) territoriale(s) et/ou leurs groupements,
- l'Etat (représenté par le préfet), s'il est membre de l'établissement,

un établissement public de coopération culturelle à caractère industriel et commercial régi notamment par

les articles L.1431-1 et suivants et les articles R. 1431-1 et suivants du code général des collectivités territoriales et par les présents statuts.

Il jouit de la personnalité morale à compter de la date de publication de l'arrêté approuvant les présents statuts.

Art. 2. - Dénomination et siège de l'établissement

L'établissement public de coopération culturelle est dénommé :

Il a son siège à :

Il peut transférer son siège en tout autre lieu par décision du conseil d'administration.

Art. 3. - Missions

L'établissement a pour mission :

Art. 4. - Entrée, retrait et dissolution

Les règles d'entrée, de retrait et de dissolution sont fixées par les articles R. 1431-3 et R.1431-19 à R.1431-21 du code général des collectivités territoriales.

TITRE II - ORGANISATION ADMINISTRATIVE

Art. 5. - Organisation générale

L'établissement est administré par un conseil d'administration et dirigé par un directeur.

Art. 6. - Composition du conseil d'administration

Le conseil d'administration comprend :

1° le ou les représentants de la ou des collectivités territoriales X ou leurs groupements ;

le préfet ou son représentant ;

le maire de la commune siège de l'établissement ou son représentant ;

2° X personnalités qualifiées désignées conjointement par les collectivités territoriales, leurs groupements et l'Etat pour une durée de trois ans renouvelable ; en l'absence d'accord sur la nomination conjointe des personnalités qualifiées par les personnes publiques, chacune d'entre elles nomme le nombre de personnalités qualifiées prévu ci-après :

3° X représentants élus du personnel pour une durée de trois ans renouvelable.

Le directeur assiste avec voix consultative au conseil d'administration.

Le président peut inviter au conseil d'administration pour avis toute personne dont il juge la présence utile au regard de l'ordre du jour.

En cas de vacance, pour quelque cause que ce soit, survenant plus de six mois avant l'expiration du mandat des membres prévus au 2° et 3° ci-dessus, un autre représentant est désigné ou élu dans les mêmes conditions pour la durée du mandat restant à courir.

Pour chacun des représentants élus du personnel, un suppléant est élu dans les mêmes conditions que le titulaire et pour la même durée.

En cas d'indisponibilité de son suppléant, un membre du conseil d'administration peut donner mandat à un autre membre de le représenter à une séance. Chaque membre ne peut recevoir plus d'un mandat.

Les modalités d'élection des représentants élus du personnel sont fixées par le règlement intérieur.

Les membres du conseil d'administration exercent leurs fonctions à titre gratuit. Toutefois, ces fonctions ouvrent droit aux indemnités de déplacement et de séjour prévues par la réglementation en vigueur.

Art. 7. - Réunion du conseil d'administration

Le conseil d'administration se réunit sur convocation de son président qui en fixe l'ordre du jour. Il se réunit au moins deux fois par an. Il se réunit également à la demande d'une des personnes publiques membre de l'établissement ou de la moitié de ses membres.

Le conseil d'administration ne peut valablement délibérer que si la moitié au moins de ses membres sont présents. Si le quorum n'est pas atteint, le conseil est de nouveau convoqué avec le même ordre du jour dans un délai de huit jours. Il délibère alors valablement quel que soit le nombre des membres présents.

Les délibérations sont prises à la majorité des votants. En cas de partage égal des voix, la voix du président est prépondérante.

Art. 8. - Attributions du conseil d'administration

Le conseil d'administration délibère sur :

- 1° les orientations générales de la politique de l'établissement ;
- 2° l'état prévisionnel des recettes et des dépenses et ses modifications ;
- 3° le compte financier et l'affectation des résultats de l'exercice ;
- 4° les créations, modifications et suppressions d'emplois permanents ;
- 5° les projets d'achat ou de prise à bail d'immeubles et, pour les biens dont l'établissement public est propriétaire, les projets de ventes et de baux d'immeubles ;
- 6° les conditions générales de passation des contrats, conventions et marchés ;

7° les projets de concession et de délégation de service public ;

8° les emprunts, prises, extensions et cessions de participations financières ;

9° les créations de filiales et les participations à des sociétés d'économie mixte ;

10° l'acceptation des dons et legs ;

11° les actions en justice et les conditions dans lesquelles certaines d'entre elles peuvent être engagées par le directeur ;

12° les transactions ;

13° le règlement intérieur de l'établissement ;

14° les suites à donner aux observations consécutives aux inspections, contrôles ou évaluations dont l'établissement a fait l'objet.

Il détermine les catégories de contrats, conventions et transactions qui, en raison de leur nature ou du montant financier engagé, doivent lui être soumis pour approbation et celles dont il délègue la responsabilité au directeur. Celui-ci rend compte, lors de la plus prochaine séance du conseil, des décisions qu'il a prises en vertu de cette délégation.

Art. 9. - Le président du conseil d'administration

Le président du conseil d'administration est élu par celui-ci en son sein pour une durée de trois ans renouvelable.

Il convoque le conseil d'administration au moins deux fois par an.

Il préside les séances du conseil.

Il propose au conseil de délibérer sur la nomination et la cessation de fonctions du directeur de l'établissement.

Le président est assisté d'un vice-président désigné dans les mêmes conditions.

Art. 10. - Le directeur

Le directeur est nommé par le conseil d'administration à la majorité des deux tiers de ses membres, après appel à candidatures, sur la base des propositions d'orientations artistiques et culturelles qu'il a présentées, pour une durée de ans. Il peut être révoqué pour faute grave à la majorité des deux tiers des membres du conseil d'administration.

Il dirige l'établissement et à ce titre :

- 1° il élabore et met en œuvre le projet artistique et culturel de l'établissement et rend compte de l'exécution de ce projet au conseil d'administration ;
- 2° il assure la programmation de l'activité artistique et culturelle de l'établissement ;

3° il est l'ordonnateur des recettes et des dépenses de l'établissement ;

4° il prépare l'état prévisionnel des recettes et des dépenses et ses modifications et en assure l'exécution ;

5° il assure la direction de l'ensemble des services ;

6° il a autorité sur l'ensemble du personnel, recrute et nomme aux emplois de l'établissement ;

7° il passe tous actes, contrats et marchés, dans les conditions définies par le conseil d'administration ;

8° il représente l'établissement en justice et dans tous les actes de la vie civile.

Pour l'exercice de ses attributions, il peut déléguer sa signature à un ou plusieurs chefs de service placés sous son autorité.

Art. 11. - Régime juridique des actes

Les délibérations du conseil d'administration ainsi que les actes à caractère réglementaire de l'établissement font l'objet d'une publicité par voie d'affichage au siège de l'établissement et par publication au recueil des actes administratifs de la préfecture du département où l'établissement a son siège.

Sous réserve des dispositions qui précèdent, les dispositions du titre III du livre I de la troisième partie du code général des collectivités territoriales relatives au contrôle de légalité et au caractère exécutoire des actes des autorités départementales sont applicables à l'établissement.

TITRE III - REGIME FINANCIER ET COMPTABLE

Art. 12. - Dispositions générales

Les dispositions des chapitres II et VII du titre unique du livre VI de la première partie du code général des collectivités territoriales relatives au contrôle budgétaire et aux comptes publics sont applicables à l'établissement.

Art. 13. - L'état prévisionnel de recettes et de dépenses

L'état prévisionnel de recettes et de dépenses est adopté par le conseil d'administration dans les trois mois qui suivent la création de l'établissement puis, chaque année, avant le 1^{er} janvier de l'exercice auquel il se rapporte.

Art. 14. - Le comptable

Le comptable de l'établissement est :

- soit un comptable direct du trésor,
- soit un agent comptable.

Il est nommé par le préfet sur proposition du conseil d'administration, après avis du trésorier-payeur

général. Il ne peut être remplacé ou révoqué que dans les mêmes formes.

Art. 15. - Régies d'avances et de recettes

Sur avis conforme du comptable, le directeur peut créer des régies d'avances et de recettes.

Art. 16. - Recettes

Les recettes de l'établissement comprennent notamment :

1° le produit des spectacles et de toutes autres manifestations artistiques ou culturelles ;

2° le produit des opérations commerciales de l'établissement ;

3° le produit de la location d'espaces et de matériels ;

4° les dons et legs ;

5° le revenu des biens et placements ;

6° les subventions de l'Etat, des collectivités territoriales et de toutes autres personnes publiques ou privées.

Art. 17. - Charges

Les charges de l'établissement comprennent notamment :

1° les frais de personnel ;

2° les frais de fonctionnement, d'exploitation et de production ;

3° les dépenses d'équipement ;

4° les impôts et contributions de toute nature ;

et, de manière générale, toutes les dépenses nécessaires à l'accomplissement par l'établissement de ses missions.

IV - DISPOSITIONS TRANSITOIRES ET FINALES

Art. 18. - Réunion du conseil d'administration

Jusqu'à la première élection des représentants des salariés, qui devra intervenir dans un délai de six mois à compter de la date de l'arrêté préfectoral portant création de l'établissement, le conseil d'administration siège valablement avec les membres mentionnés au 1° et au 2° de l'article 6. Les représentants élus des salariés siègent dès leur élection ; leur mandat prend fin à la même date que celui des personnalités qualifiées.

Art. 19. - Dispositions relatives aux personnels

L'établissement reprend, à leur demande, les personnels employés par X dont l'objet et les moyens lui ont été intégralement transférés, conformément à l'article 3 de la loi n° 2002-6 du 4 janvier 2002 relative à la création d'établissements publics de coopération culturelle.

Art. 20. - Dispositions relatives aux apports et aux contributions

Les apports et, le cas échéant, les contributions nécessaires au fonctionnement de l'établissement sont les suivants :

- Collectivité X :
- Etat :

DIRECTION DES ARCHIVES DE FRANCE

Décision du 18 avril 2003 portant nomination des personnalités qualifiées siégeant à la commission nationale d'héraldique.

Le ministre de la culture et de la communication,

Vu la circulaire CN/AD 3883/999 du 4 mars 1985 du ministère de la culture relative à la commission nationale d'héraldique ;

Vu la décision relative à la commission nationale d'héraldique du 14 décembre 1999 et notamment, son article 2c ;

Sur la proposition de la direction des archives de France,

Décide :

Art. 1^{er}. - Sont désignés, pour siéger à la commission nationale d'héraldique, au titre des personnalités qualifiées :

M. Hubert Collin, conservateur général du patrimoine,
M. Jean Delaube, administrateur honoraire de la monnaie,

M. Michel Pastoureau, directeur d'études à l'école pratique des hautes études,

M. Michel Popoff, conservateur au département des monnaies et médailles de la bibliothèque nationale de France,

M. Edouard Secrétan, président de la société française d'héraldique et de sigillographie.

Art. 2. - La direction des archives de France est chargée de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au bulletin officiel du ministère de la culture et de la communication.

Le ministre de la culture et de la communication,
Jean-Jacques Aillagon

DIRECTION DES MUSEES DE FRANCE

Circulaire n° 2003/003 du 5 mars 2003 relative aux procédures relatives aux acquisitions d'objets de collection ou de déclassement de tels objets dans le cadre de l'application de la loi n° 2002-5 du 4 janvier 2002, relative aux musées de France (articles 10 et 11) et du décret n° 2002-628 du 25 avril 2002 pris pour l'application de ladite loi (articles 15 à 25).

La directrice des musées de France

à

Mesdames et messieurs les directeurs régionaux des affaires culturelles

(à l'attention des conseillers pour les musées)

s/c de madame et messieurs les préfets de région

Le législateur a souhaité que tout projet d'acquisition, à titre onéreux ou gratuit, d'un bien destiné à enrichir les collections d'un musée de France soit soumis pour avis à une commission scientifique (article 10 de la loi n° 2002-5 du 4 janvier 2002 relative aux musées de France).

En application de ce principe, ces projets sont examinés, soit par une commission scientifique régionale des collections des musées de France (article 18 du décret n° 2002-628 du 25 avril 2002), soit par une commission interrégionale (article 20). Pour les régions d'outre-mer, les dispositions applicables résultent de l'article 21.

Dans les cas énumérés à l'article 16, il peut être fait recours à une commission scientifique nationale des collections des musées de France.

Ces dispositions, applicables à compter du 1^{er} février 2003, se substituent aux règles relatives à l'examen des projets d'acquisition des musées classés et contrôlés, fixées par le décret n° 82-107 du 28 janvier 1982 portant création du conseil artistique des musées classés et contrôlés.

Pour les musées de France relevant de l'Etat, le décret précité du 25 avril 2002 (article 14) renvoie aux instances scientifiques prévues par les dispositions particulières à ces musées.

La vocation exclusivement scientifique des instances voulues par le législateur m'incite à appeler votre attention sur la nécessité impérieuse de respecter ce caractère.

Il conviendra donc que les séances des commissions scientifiques régionales ou interrégionales des collections des musées de France se tiennent séparément de celles des comités des FRAM. Ces derniers continueront à se réunir comme précédemment, le dispositif défini dans la lettre du ministre de la culture n° 206-23 du 23 juin 1982, précisé à nouveau par circulaire du directeur des musées de France n° 1056 du 29 avril 1983, en ce qui concerne le fonctionnement des fonds régionaux d'acquisition des musées, demeurant inchangé.

Seuls les biens dont l'entrée dans les collections d'un musée au sens du §2 de l'article 1^{er} de la loi n° 2002-5 du 4 janvier 2002 aura recueilli l'aval des commissions scientifiques compétentes seront susceptibles de bénéficier de l'aide de l'Etat au titre des acquisitions des musées de France, et notamment des subventions attribuées sur le budget de l'Etat dans le cadre des FRAM.

Il sera, en revanche, souhaitable que le calendrier des réunions successives des commissions scientifiques et des comités des FRAM permette la présentation à ceux-ci, dans toute la mesure du possible, non seulement de la documentation nécessaire, mais aussi des œuvres à l'égard desquelles une subvention est demandée.

Les règles posées par le législateur doivent permettre de déterminer que le bien dont l'acquisition, à quelque titre que ce soit, est envisagée revêt un intérêt public.

Pour ce faire, l'avis de spécialistes doit être obligatoirement recueilli, ce qui n'était pas systématiquement le cas dans le système précédemment appliqué. Une fois recueilli l'avis des commissions scientifiques compétentes, les biens destinés à enrichir les collections d'un musée de France deviennent imprescriptibles et inaliénables (cf. article 11 I et II de la loi du 4 janvier 2002), et sont dès lors considérés comme des trésors nationaux au sens de la loi n° 92-1477 du 31 décembre 1992 modifiée, c'est-à-dire des biens présentant un intérêt majeur pour le patrimoine national du point de vue de l'histoire, de l'art ou de l'archéologie.

La présente circulaire a pour objet de préciser les modalités d'instruction et d'examen, par les commissions compétentes, des projets d'acquisition de tels biens (§2 de l'article 1^{er} de la loi du 4 janvier 2002).

Il est particulièrement rappelé que ces projets doivent être examinés en fonction du lien entre l'objet à acquérir et la nature du fonds qu'il est destiné à enrichir, de l'authenticité de cet objet, de la justesse du prix qui en est demandé et de l'état de conservation de l'objet.

La bonne constitution des dossiers à examiner par les différentes commissions est la condition même d'une véritable instruction des projets d'acquisition (cf. ch. I. 1. A ci-après) et je vous demande instamment d'y veiller. Les formulaires types tels que vous les connaissez ont été adaptés aux nouvelles dispositions réglementaires (cf. annexe 1 à 3).

Je souhaite également appeler votre attention sur le rôle important que sera amenée à jouer la délégation permanente de la commission scientifique régionale ou interrégionale, prévue à l'article 20 II du décret, dans les cas d'urgence précisés au ch. I § 3 ci-après (achats simples en vente publique, sans recours au droit de préemption, et autres cas d'acquisition à titre onéreux ou gratuit). Afin de permettre à la délégation permanente de rendre son avis en toute connaissance de cause, il conviendra que le professionnel du musée intéressé communique au secrétariat de la commission tous les éléments indispensables à la bonne instruction du projet d'acquisition.

Ainsi, pour les projets d'achat en vente publique, il est indispensable de disposer de tous les renseignements figurant à l'annexe 2 III de la présente circulaire (voir encadré), afin de pouvoir donner suite à la demande. Il convient à ce titre de souligner le caractère strictement confidentiel de ces renseignements à tous les stades d'instruction de la demande.

Dans les autres cas où la délégation permanente doit se prononcer, le dossier à lui soumettre sera constitué conformément à l'annexe 1 de la présente circulaire.

Les domaines de compétence de la commission scientifique nationale des collections des musées de France sont précisés à l'article 16 du décret (cf. ch. II. 1 ci-après).

La commission nationale est compétente en lieu et place des commissions régionales ou interrégionales pour procéder à l'examen des demandes d'exercice par l'Etat du droit de préemption pour le compte de personnes morales propriétaires de collections d'un musée de France (cf. ch. II. 3. A ci-après).

Afin de pouvoir procéder à l'instruction de ces demandes dans les meilleures conditions, je tiens à ce que le délai de huit jours mentionné dans la présente circulaire soit impérativement respecté. Dans la mesure où ces demandes transiteront obligatoirement par les directions régionales des affaires culturelles, je vous serais très obligée d'y veiller.

Par ailleurs, il convient de relever que l'article 27 IX de la loi relative aux musées de France a ouvert la possibilité pour l'Etat de recourir au droit de préemption

au bénéfice des personnes morales de droit privé sans but lucratif propriétaires de collections affectées à un musée de France. L'instruction de ces demandes obéira aux mêmes principes que ceux énoncés ci-dessus.

Enfin, le législateur a prévu la possibilité de procéder au déclassement d'un bien faisant partie des collections d'un musée de France après avis de la commission scientifique nationale, sauf en ce qui concerne les objets de collection donnés, légués ou acquis avec l'aide de l'Etat (cf. 2^e alinéa du II de l'article 11 de la loi du 4 janvier 2002, ainsi que l'article 16 3^o du décret). La procédure à suivre en la matière fait l'objet du ch. IV ci-après.

Le fonctionnement des commissions scientifiques régionales ou interrégionales en matière de conservation et de restauration de biens des musées de France a été précisé par la circulaire n° 2002/020 du 10 décembre 2002.

Je vous remercie des dispositions que vous voudrez bien prendre à l'appui des présentes instructions pour faciliter le travail de chacun et vous prie de me faire part des éventuelles difficultés que vous pourriez rencontrer dans leur application.

I. Commission scientifique régionale ou interrégionale des collections des musées de France : instruction et examen des projets d'acquisition

1) Conditions générales

A) Constitution de la demande

Tout projet à présenter à la commission doit comporter :

- la demande d'avis émanant de la personne morale propriétaire des collections du musée ;
- un dossier comportant tous les éléments indispensables à une bonne instruction, établi selon le formulaire joint en annexe 1.

Ces documents seront adressés à la direction régionale des affaires culturelles dans des délais permettant de vérifier la composition du dossier pour garantir la qualité de l'instruction.

B) Critères d'examen de la demande

Afin de permettre de déterminer l'intérêt public qu'ils revêtent au sens du § 2 de l'article 1^{er} de la loi du 4 janvier 2002, les projets d'acquisition soumis aux commissions scientifiques régionales ou interrégionales sont à examiner selon les critères suivants :

- lien entre l'objet ou l'ensemble à acquérir et la vocation du musée qui souhaite faire entrer cet objet dans ses collections, telle qu'elle résulte du projet scientifique et culturel ;

- authenticité de l'objet ou ensemble ;
- appréciation du prix de cet objet ou ensemble ;
- état de l'objet ou ensemble (et, en tant que de besoin, résultat d'un examen scientifique).

2) Déroulement des travaux de la commission régionale ou interrégionale

La commission établira son règlement intérieur dès sa première séance. Ce document précisera notamment :

- le mode de désignation et la durée du mandat des membres, et les modalités de représentation des membres empêchés ;
- la périodicité des séances de la commission ;
- les conditions de transmission aux membres des convocations et des ordres du jour des séances ;
- les règles relatives à l'instruction des dossiers à soumettre à la commission ;
- les modalités de vote ;
- les modalités pratiques de fonctionnement de la délégation permanente ;
- les conditions de diffusion des avis rendus par la commission et du procès-verbal des séances.

A) Instruction des dossiers

Afin de permettre aux membres de la commission d'appréhender dans les meilleures conditions possibles les dossiers soumis pour avis, le secrétariat de la commission pourra :

- soit adresser copie des dossiers à l'ensemble des membres avant la tenue des réunions ;
- soit désigner au sein de la commission un ou plusieurs rapporteurs destinataires des dossiers et chargés d'analyser le projet en fonction des critères d'évaluation énoncés ci-dessus et de présenter cette analyse lors de la réunion ;
- soit utiliser tout moyen permettant aux membres ou à certains d'entre eux de prendre connaissance des dossiers préalablement à la tenue des réunions.

L'ordre du jour des séances est arrêté par le président et adressé aux membres de la commission un mois avant chaque réunion, ainsi qu'au directeur des musées de France (département des collections) (cf. article 25 alinéa 1^{er} du décret n° 2002-628 du 25 avril 2002).

B) Organisation des séances de la commission régionale ou interrégionale

a) Préparation des séances

La présentation effective de l'objet ou ensemble d'objets est nécessaire lorsqu'elle permet de juger de leur authenticité et de leur état. En cas de présentation sur photographie ou sur tout autre type de support, on

s'assurera de la qualité technique des documents produits.

Les séances doivent se tenir dans un lieu répondant aux normes de sécurité, de sûreté et d'équipements conformes aux conditions habituellement requises pour la présentation et la conservation d'objets appartenant aux collections des musées de France. Ils devront être manipulés par un personnel qualifié.

Les objets ou ensembles à examiner devront être couverts par une assurance dès leur prise en charge en vue de leur examen par la commission.

b) Déroulement des séances

La présentation du projet d'acquisition est assurée par le professionnel responsable du musée intéressé ou son représentant. Celui-ci devra faire part de l'avis qu'il aura préalablement recueilli auprès du grand département compétent et de l'inspection générale des musées de France.

Le président peut demander à tout expert scientifique dont il juge la présence utile (notamment les chefs de service et les conseillers de la direction régionale des affaires culturelles) de participer aux débats. Les experts ainsi invités ne prennent pas part au vote (cf. article 25 3^e alinéa du décret).

S'il l'estime nécessaire, le président peut demander au professionnel responsable du musée intéressé de présenter sa politique d'acquisition.

A l'issue des débats, le vote est rendu à bulletin secret à la majorité simple des membres présents ou représentés. En cas de partage égal des voix, celle du président est prépondérante (cf. article 25 2^e alinéa du décret). En ce qui concerne le quorum, ainsi que le précise l'article 12 du ch. III du décret n° 83-1025 du 28 novembre 1983 relatif aux relations entre l'administration et les usagers, il est égal à la moitié du nombre des membres composant l'organisme dont l'avis est sollicité, sauf dispositions réglementaires contraires. Si le quorum n'est pas atteint, l'organisme délibère valablement sans condition de quorum après une nouvelle convocation portant sur le même ordre du jour et spécifiant qu'aucun quorum ne sera exigé.

C) Diffusion des décisions de la commission

L'avis de la commission est notifié dans les meilleurs délais par la direction régionale des affaires culturelles aux personnes morales propriétaires des collections du musée et à la direction des musées de France (département des collections).

Un procès-verbal est établi par le secrétariat de la commission dans le mois suivant la réunion. Il est

diffusé à tous les membres de la commission et au directeur des musées de France (département des collections), ainsi que, le cas échéant, au directeur chargé des musées au ministère chargé de la recherche (cf. article 25 4^e alinéa du décret).

3) Procédures d'urgence (cf. article 20 II du décret)

A) Achats en vente publique

La procédure d'urgence devra se limiter principalement, autant que possible, aux interventions nécessitées par les projets d'achat en vente publique en France et à l'étranger dès lors qu'il n'y a pas recours au droit de préemption de l'Etat (en ce qui concerne l'exercice du droit de préemption cf. ch. II, § 3 A, ainsi que l'annexe 2 III ci-après).

Dans ce cas, le président sollicite, dans les délais les plus rapides, l'avis des membres de la délégation permanente après examen de la demande formulée impérativement par la personne morale propriétaire de la collection du musée.

La direction des musées de France (département des collections) doit en être informée sans délai, afin d'étudier les difficultés qui pourraient être soulevées par la concurrence éventuelle de deux ou de plusieurs institutions sur le même projet d'acquisition.

L'avis définitif de la délégation permanente est immédiatement notifié par la direction régionale des affaires culturelles aux personnes morales propriétaires des collections du musée, ainsi qu'au directeur des musées de France (département des collections).

Le résultat de la vente est communiqué à la commission lors de la réunion plénière suivante.

Tous les renseignements échangés dans le cadre de projets d'achat en vente publique sont strictement confidentiels.

B) Autres cas d'acquisition à titre onéreux ou gratuit (donations, donations sous réserve d'usufruit, legs)

La délégation permanente peut également être consultée à titre exceptionnel lorsque la décision d'acquérir un objet ou ensemble d'objets doit intervenir dans un délai bref sous peine de faire échouer la transaction projetée.

De même, la délégation permanente peut être consultée si une libéralité doit être acceptée dans un délai bref par l'instance délibérante de la personne morale à laquelle la libéralité est consentie. Dans ce cas, le projet d'acte doit être soumis à la délégation permanente avant acceptation de l'instance délibérante, afin notamment de pouvoir examiner les clauses éventuelles dont la libéralité pourrait être assortie.

La commission régionale ou interrégionale est informée de l'avis rendu dans les cas A et B par la délégation permanente lors de la réunion plénière suivante.

II. Commission scientifique nationale des collections des musées de France : instruction et examen des projets d'acquisition

Toute demande d'avis adressée par la personne morale propriétaire des collections d'un musée ou par le président d'une commission régionale ou interrégionale à la commission scientifique nationale des collections des musées de France doit être transmise à la direction des musées de France par la direction régionale des affaires culturelles concernée.

1) Critères de compétence (cf. article 16 du décret)

En matière d'acquisitions, la commission scientifique nationale des collections des musées de France est compétente pour examiner :

- toute demande présentée par la personne morale propriétaire des collections du musée en cas d'avis défavorable rendu par la commission régionale ou interrégionale ;
- toute demande formulée par le président d'une commission régionale ou interrégionale ;
- toute demande émanant du directeur des musées de France ou du directeur chargé des musées au ministère chargé de la recherche ;
- tout projet d'acquisition d'un musée de France situé à Saint-Pierre-et-Miquelon ou à Mayotte ;
- toute demande d'exercice du droit de préemption.

Dans les trois premiers cas énumérés ci-dessus, la décision de la commission nationale se substitue à l'avis précédemment émis par la commission régionale ou interrégionale (cf. article 16 3° 2° alinéa du décret).

Dans le cas où le concours financier de l'Etat est sollicité au titre du fonds du patrimoine pour aider à l'acquisition d'un objet ou d'un ensemble d'objets de collection, le dossier correspondant pourra être évoqué par le directeur des musées de France en application des dispositions du § 1 c de l'article 16 du décret, après avis de la commission régionale ou interrégionale.

En cas d'urgence, le projet est examiné par la délégation permanente de la commission nationale (cf. article 22 II du décret).

2) Déroulement des travaux de la commission nationale

Toute demande soumise à la commission scientifique nationale doit comporter le dossier présenté à la commission scientifique régionale ou interrégionale

dans les cas énumérés à l'article 16 1° a à c du décret du 25 avril 2002, accompagné d'une note expliquant, le cas échéant, les motivations de l'avis rendu par la commission scientifique régionale ou interrégionale ou celles invoquées à l'appui du recours présenté à la commission scientifique nationale dans le cas où la demande est formulée par le président d'une commission scientifique régionale ou interrégionale.

A) Présentation des projets d'acquisition à la commission scientifique nationale des collections des musées de France

Tous les objets ou ensembles pour lesquels l'avis de la commission scientifique nationale des collections est sollicité, dans les cas énumérés à l'article 16 1° a à c et 3° du décret, doivent être présentés physiquement, afin que les examens scientifiques complémentaires puissent être menés à bien, sauf si leur encombrement, leur poids ou leur état de conservation l'interdisent.

Le professionnel du musée responsable d'une acquisition ou son représentant doit venir présenter lui-même son dossier (article 23 du décret). Il doit avoir adressé au préalable au grand département compétent et à la direction des musées de France (département des collections), le dossier qu'il présente à la commission nationale.

Les critères d'examen sont les mêmes que ceux mentionnés au § I.1.B.

B) Diffusion des décisions de la commission

L'avis de la commission est notifié dans les meilleurs délais à la personne morale propriétaire des collections du musée concerné, ainsi qu'au président de la commission régionale ou interrégionale intéressé (cf. article 23 2° alinéa du décret).

Un procès verbal est établi par le secrétariat de la commission nationale dans un délai d'un mois et diffusé aux membres de la commission.

3) Procédure d'urgence

Exercice du droit de préemption de l'Etat pour le compte de personnes morales propriétaires de collections d'un musée de France (cf. article 22 II du décret)

A) Formulation de la demande

Il est impératif que la direction des musées de France (département des collections) soit saisie, au plus tard huit jours avant la date de la vente, par lettre de la personne morale propriétaire des collections d'un musée de France, préalablement habilitée par son instance délibérative.

La demande motivée sera adressée à la direction des musées de France (département des collections) par la personne morale propriétaire des collections d'un musée de France, sous couvert de la direction régionale des affaires culturelles. Il conviendra de compléter les rubriques correspondantes à l'annexe 2.

Le détail du financement prévu devra être mentionné. A ce titre, la personne morale propriétaire des collections devra s'assurer au préalable de la possibilité d'obtenir d'éventuelles subventions.

En aucun cas le droit de préemption ne saurait être exercé sans l'accord écrit du directeur des musées de France.

B) Procédure à suivre

Lorsque le professionnel du musée chargé de l'acquisition par voie de préemption n'est pas membre d'un corps d'Etat, il doit être en possession d'une attestation établie par la direction des musées de France l'autorisant à exercer la préemption. La direction des musées de France (département des collections) doit être informée systématiquement et sans délai du résultat de la vente.

Dans le cas où la préemption est effectivement exercée, la demande de maintien de celle-ci doit être adressée sans délai par télécopie (au département des collections : 01.40.05.34.50), par la personne morale propriétaire des collections, dans les huit jours suivant la vente, afin que la décision de préemption puisse être prise dans le délai légal de quinze jours. L'original de la demande sera adressé par les voies habituelles.

III. Demande d'attribution de l'appellation «musée de France» (article 16 2° du décret)

A la demande du directeur des musées de France, la commission scientifique nationale des collections des musées de France peut être amenée à donner un avis sur les collections présentées par les personnes morales

propriétaires qui souhaitent obtenir l'appellation «musée de France», avant avis du haut conseil des musées de France.

IV. Demandes de déclassement (article 16 3° du décret)

La commission scientifique nationale des acquisitions des musées de France est compétente pour toute demande de déclassement de biens constituant les collections des musées de France (cf. 2° alinéa du II de l'article 11 de la loi n° 2002-5 du 4 janvier 2002 relative aux musées de France).

Pour les demandes de déclassement d'un objet de collection ou ensemble, il conviendra d'adresser à la direction des musées de France (département des collections), sous couvert de la direction régionale des affaires culturelles, un dossier établi conformément au formulaire figurant en annexe 3, auquel seront joints la demande de la personne morale propriétaire, les motifs invoqués à l'appui de la demande de déclassement, accompagnés de l'avis motivé de la direction régionale des affaires culturelles et de la commission régionale ou interrégionale.

L'avis de la commission nationale est notifié dans les meilleurs délais à la personne morale propriétaire des collections du musée concerné, ainsi qu'au président de la commission régionale ou interrégionale intéressé.

Transmission des dossiers par voie électronique

En cas de transmission électronique des dossiers, les fichiers texte devront l'être au format rtf.

Les images des objets devront être fournies sous forme numérique au format suivant :

Résolution 72 dpi

Définition : 600 x 800

Extension du fichier : JPG

La directrice des musées de France,
Francine Mariani-Ducray

ANNEXE 1**REGION ou INTERREGION :**

**DEMANDE D'AVIS
DE LA COMMISSION SCIENTIFIQUE REGIONALE OU INTERREGIONALE
DES COLLECTIONS DES MUSEES DE FRANCE**

ACQUISITION D'UN OBJET DE COLLECTION**Date d'envoi :****I - RENSEIGNEMENTS GENERAUX**

Personne morale qui sollicite l'avis de la commission :

Nom :

Adresse :

Nom et adresse du musée :

N° de téléphone : N° de télécopie :

Adresse électronique :

Nom du responsable scientifique :

II - RENSEIGNEMENTS RELATIFS A L'OBJET OU A L'ENSEMBLE A ACQUERIR*(joindre obligatoirement une bonne photographie)*

Coût d'acquisition :

*(- inclure les frais en cas d'achat en vente publique ;**- en cas d'achat à l'étranger, préciser le prix dans la devise du pays où se fait la transaction et sa conversion en euros)*

Domaine :

Nom de l'artiste ou école *(ou collecteur)* :

.....

Titre ou désignation *(ou identification)* :

.....

Espèce ou genre :Techniques *(ou mode de conservation)* :Matières *(ou complément d'identification)* :

Mesures : H. L. Prof. Poids

Datation *(ou date de collecte)* :

Marques :

Signatures :

Etat de l'objet :

Historique :

Lieu de fabrication :

Lieu d'utilisation ou de découverte :

En cas d'acquisition dans un pays étranger, fournir l'autorisation de sortie de ce pays :

Archéologie : Date de la découverte et/ou de la fouille / Date de l'autorisation de la fouille / Nom du propriétaire ou du fouilleur s'il est différent / S'il existe une documentation des fouilles, le préciser / Préciser également si cette documentation est comprise dans l'acquisition

III - MODE D'ACQUISITION

A) Achat :

Nom du vendeur ou du responsable de la transaction :

a) Particulier :

.....

b) Galerie :

.....

(préciser obligatoirement l'adresse et le numéro de téléphone du vendeur)

c) Vente publique - Achat ferme :

(préciser le lieu et la date de la vente)

* En cas de demande de subvention du Fonds du patrimoine indiquer le montant sollicité :

..... •

B) Don manuel :

(préciser l'identité du donateur)

C) Donation :

(préciser l'identité du donateur et joindre le projet d'acte de donation, à défaut, préciser les éventuelles conditions de la donation)

D) Legs :

(préciser l'identité du testateur et joindre l'extrait du testament)

E) Fouilles :

a) Statut de propriété des objets avant l'acquisition :

b) Conditions d'entrée :

(Vente, don, donation, legs, dépôt. Préciser l'identité du vendeur(s), du donateur(s), du testateur ou du déposant(s))

c) Avis préalable du Service régional de d'archéologie :

F) Demande de certificat de sortie du territoire français en cours :

IV – INTERET DE L'ACQUISITION PAR RAPPORT AUX COLLECTIONS

(joindre une note d'opportunité scientifique détaillée)

V – JUSTIFICATION DU PRIX

VI – BIBLIOGRAPHIE SPECIFIQUE

(indiquer les références précises et joindre la copie du ou des articles concernant l'acquisition)

VII – AVIS SCIENTIFIQUE DU GRAND DEPARTEMENT

VIII – AVIS DE L'INSPECTION GENERALE DES MUSEES

Remarque : La transmission des images des objets sous forme numérique obéira aux recommandations suivantes :

Résolution 72 dpi

Définition : 600 x 800

Extension du fichier : JPG

La transmission du texte se fera au format rtf.

ANNEXE 2

**DEMANDE D'AVIS
DE LA COMMISSION SCIENTIFIQUE NATIONALE
DES COLLECTIONS DES MUSEES DE FRANCE**

ACQUISITION D'UN OBJET DE COLLECTION

REGION ou INTERREGION :**Date d'envoi :****I - RENSEIGNEMENTS GENERAUX**

Personne morale qui sollicite l'avis de la commission :

Nom :

Adresse :

Nom et adresse du musée :

N° de téléphone : N° de télécopie :

Adresse électronique :

Nom du responsable scientifique :

II - RENSEIGNEMENTS RELATIFS A L'OBJET OU A L'ENSEMBLE A ACQUERIR*(joindre obligatoirement une bonne photographie)*

Coût d'acquisition :

*(- inclure les frais en cas d'achat en vente publique par voie de préemption ;**- en cas d'achat à l'étranger, préciser le prix dans la devise du pays où se fait la transaction et sa conversion en euros)*

Domaine :

Nom de l'artiste ou école *(ou collecteur)* :

.....

*Espèce ou genre :*Titre ou désignation *(ou identification)* :

.....

Techniques *(ou mode de conservation)* :Matières *(ou complément d'identification)* :

Mesures : H. L. Prof. Poids

Datation *(ou date de collecte)* :

Marques :

Signatures :

Etat de l'objet :

Historique :

Lieu de fabrication :

Lieu d'utilisation ou de découverte :

En cas d'acquisition dans un pays étranger, fournir l'autorisation de sortie de ce pays :

Archéologie : Date de la découverte et/ou de la fouille / Date de l'autorisation de la fouille / Nom du propriétaire ou du fouilleur s'il est différent / S'il existe une documentation des fouilles, le préciser / Préciser également si cette documentation est comprise dans l'acquisition

III - MODE D'ACQUISITION

A) Achat :

Nom du vendeur ou du responsable de la transaction :

a) Particulier :

b) Galerie :

.....
(préciser obligatoirement l'adresse et le numéro de téléphone du vendeur)

c) Vente publique - Achat ferme :

(préciser le lieu et la date de la vente)

d) **Préemption** (préciser le lieu et la date de la vente) :

- numéro au catalogue de l'objet ou ensemble d'objets à acquérir :

- nom, adresse, n° de téléphone et de fax de la société de vente agréée par le conseil des ventes volontaires de meubles aux enchères publiques, chargée de la vente :

.....
- indiquer l'enchère maximale au-delà de laquelle la personne morale propriétaire des collections du musée ne souhaite pas s'engager : •

- calcul des frais sur la base de cette enchère maximale : % •

Joindre une note du responsable scientifique des collections justifiant le projet d'acquisition (lien avec les collections du musée, authenticité de l'objet, appréciation du prix, état de l'objet)

* En cas de demande de subvention du Fonds du patrimoine indiquer le montant sollicité :

..... •

B) Don manuel :

(préciser l'identité du donateur)

C) Donation :

(préciser l'identité du donateur et joindre le projet d'acte de donation, à défaut, préciser les éventuelles conditions de la donation)

D) Legs :

(préciser l'identité du testateur et joindre l'extrait du testament)

E) Fouilles :

a) Statut de propriété des objets avant l'acquisition :

b) Conditions d'entrée :

(Vente, don, donation, legs, dépôt. Préciser l'identité du vendeur (s), du donateur(s), du testateur ou du déposant (s))

c) Avis préalable du Service régional de d'archéologie :

F) Demande de certificat de sortie du territoire français en cours :

IV – INTERET DE L'ACQUISITION PAR RAPPORT AUX COLLECTIONS

(joindre une note d'opportunité scientifique détaillée)

V – JUSTIFICATION DU PRIX

VI – BIBLIOGRAPHIE SPECIFIQUE

(indiquer les références précises et joindre la copie du ou des articles concernant l'acquisition)

VII – EXTRAIT DU PROCES-VERBAL DE LA COMMISSION REGIONALE, INTERREGIONALE (à joindre)

VIII – AVIS SCIENTIFIQUE DU GRAND DEPARTEMENT

IX - AVIS DE L'INSPECTION GENERALE DES MUSEES

Remarque : La transmission des images des objets sous forme numérique obéira aux recommandations suivantes :

Résolution 72 dpi

Définition : 600 x 800

Extension du fichier : JPG

La transmission du texte se fera au format rtf.

ANNEXE 3

**DEMANDE D'AVIS
DE LA COMMISSION SCIENTIFIQUE NATIONALE
DES COLLECTIONS DES MUSEES DE FRANCE**

DECLASSEMENT**REGION ou INTERREGION :****Date d'envoi :****I - RENSEIGNEMENTS GENERAUX**

Personne morale qui sollicite l'avis de la commission :

Nom :

Adresse :

Nom et adresse du musée affectataire :

N° de téléphone : N° de télécopie :

Adresse électronique :

Nom du responsable scientifique :

II - RENSEIGNEMENTS RELATIFS A L'OBJET OU A L'ENSEMBLE A DECLASSER
(joindre obligatoirement une bonne photographie)

Domaine :

Nom de l'artiste ou école (ou collecteur) :

Espèce ou genre :

Titre ou désignation (ou identification) :

Techniques (ou mode de conservation) :

Matières (ou complément d'identification) :

Mesures : H. L. Prof. Poids

Datation (ou date de collecte) :

Marques :

Signatures :

Etat de l'objet :

Historique :

Lieu de fabrication :

Lieu d'utilisation ou de découverte :

Archéologie : Date de la découverte et/ou de la fouille / Date de l'autorisation de la fouille / Nom du propriétaire ou du fouilleur s'il est différent / S'il existe une documentation des fouilles, le préciser / Préciser également si cette documentation était comprise dans l'acquisition

III - MODE D'ACQUISITION**A) Achat :**

Nom du vendeur ou du responsable de la transaction :

-Particulier

.....

- Galerie :

.....

- Date d'entrée dans les collections :

Vente publique :

(préciser le lieu et la date de la vente)

Numéro d'inventaire :

Fournir une attestation certifiant que l'objet ou l'ensemble d'objets de collection à déclasser n'a bénéficié d'aucun concours financier d'une collectivité publique

B) Fouilles :

a) Statut de propriété des objets avant l'acquisition :

b) Conditions d'entrée :

(Vente, don, donation, legs, dépôt. Préciser l'identité du vendeur(s), du donateur(s), du testateur ou du déposant(s))

c) Numéro d'inventaire :

d) Avis du Service régional de d'archéologie sur la demande de déclassement :

.....

.....

IV – BIBLIOGRAPHIE SPECIFIQUE

(indiquer les références précises et joindre la copie du ou des articles concernant l'acquisition)

**V - EXTRAIT DU PROCES-VERBAL DE L'INSTANCE DELIBERANTE DE LA
PERSONNE MORALE PROPRIETAIRE DE L'OBJET OU DE L'ENSEMBLE D'OBJETS
DE COLLECTION CONCERNES (à joindre)**

VI – JUSTIFICATION DE LA DEMANDE DE DECLASSEMENT

(joindre une note détaillant les raisons invoquées à l'appui du déclassement)

**VII – EXTRAIT DU PROCES-VERBAL DE LA COMMISSION REGIONALE,
INTERREGIONALE OU NATIONALE (à joindre)**

VIII – AVIS MOTIVE DE LA DRAC SUR LA DEMANDE DE DECLASSEMENT

(joindre une note détaillée)

IX – AVIS DU GRAND DEPARTEMENT

(joindre une note scientifique détaillée)

X – AVIS DE L'INSPECTION GENERALE DES MUSEES

(joindre une note détaillée)

Remarque : La transmission des images des objets sous forme numérique obéira aux recommandations suivantes :

Résolution 72 dpi

Définition : 600 x 800

Extension du fichier : JPG

La transmission du texte se fera au format rtf.

CORRESPONDANTS A LA DIRECTION DES MUSEES DE FRANCE

6, rue des Pyramides
75041 PARIS CEDEX 01

DEPARTEMENT DES COLLECTIONS - Bureau des acquisitions

(télécopie : 01.40.15.34.50)

- **Secrétariat du service** 01.40.15.34.43
christine.cauneau@culture.gouv.fr
- **Michel ERAL** : secrétariat de la commission scientifique nationale
des collections des musées de France 01.40.15.34.42
michel.eral@culture.gouv.fr
- **Françoise MEYER** : procédures concernant les ventes publiques
(préemptions ou achats fermes) 01.40.15.34.64
francoise.meyer@culture.gouv.fr
- **Katia MOLLET** : gestion de la réserve des œuvres d'art 01.40.15.34.40
katia.mollet@culture.gouv.fr
- **Ailbhe O'ROURKE** : procédures relatives aux libéralités
(legs, donations) – questions juridiques 01.40.15.34.61
ailbhe.o'rourke@culture.gouv.fr

INSPECTION GENERALE DES MUSEES :

(télécopie : 01.40.15.34.80)

- **Secrétariat du chef de l'IGM** 01.40.15.34.81
patricia.cohen-tannugi@culture.gouv.fr ou 82
- **Secrétariat des conservateurs** 01.40.15.34.75
laurence.cornet@culture.gouv.fr ou 76
- **Danielle HEUDE** : archéologie 01.40.15.34.83
danielle.heude@culture.gouv.fr
- **Michel RUTCHOWSKY** : préhistoire (et art byzantin) 01.40.15.34.84
michel.rutchowsky@culture.gouv.fr
- **Isabelle BALSAMO** : histoire 01.40.15.34.87
isabelle.balsamo@culture.gouv.fr
- **Françoise de FRANCLIEU** : sculptures 01.40.15.34.86
francoise.de-franclicieu@culture.gouv.fr
- **Isabelle JULIA** : peintures et dessins 01.40.15.34.79
isabelle.julia@culture.gouv.fr
- **Béatrice SARRAZIN** : peintures et dessins 01.40.15.35.50
beatrice.sarrazin@culture.gouv.fr
- **Nicole de REYNIES** : arts décoratifs 01.40.15.34.85
nicole.de-reynies@culture.gouv.fr
- **Blanche GRINBAUM-SALGAS** : art contemporain 01.40.15.36.52
blanche.grinbaum-salgas@culture.gouv.fr
- **Nadine LEHNI** : art moderne 01.40.15.35.11
nadine.lehni@culture.gouv.fr
- **Denis-Michel BOËLL** : ethnologie - sciences et techniques 01.40.15.35.73
denis-michel.boell@culture.gouv.fr
- **Claudine CARTIER** : ethnologie - sciences et techniques 01.40.15.34.56
claudine.cartier@culture.gouv.fr
- **Bénédicte ROLLAND- VILLEMOT** : ethnologie - sciences
et techniques – collections extra-européennes 01.40.15.34.49
benedicte.rolland-villemot@culture.gouv.fr

Décision du 2 avril 2003 portant nomination d'une personnalité qualifiée au comité consultatif du musée national Fernand Léger.

La directrice des musées de France,

Vu l'article 3 de l'ordonnance n° 45-1546 du 13 juillet 1945 modifiée relative à l'organisation provisoire des musées des beaux-arts ;

Vu la loi n° 2002-5 du 4 janvier 2002 relative aux musées de France ;

Vu l'arrêté du ministre de la culture du 27 janvier 1969 portant acceptation de la donation d'œuvres de Fernand Léger consentie à l'Etat par acte notarié en date du 11 octobre 1967 par Nadia et G. Bauquier ;

Vu le protocole d'accord portant révision des conditions de la donation du 11 octobre 1967, ayant reçu force exécutoire par jugement du tribunal de grande instance de Grasse du 11 juin 1996 ;

Vu la décision du 17 avril 2001 portant nomination des cinq personnalités qualifiées au comité consultatif du musée Fernand Léger,

Décide :

Art. 1^{er}. - Mme Sophie Aurand est nommée membre du comité consultatif du musée national Fernand Léger, en qualité de personnalité qualifiée, en remplacement de monsieur Philippe Durey, démissionnaire, pour la durée du mandat restant à courir, soit jusqu'au 16 avril 2004.

Art. 2. - La présente décision sera publiée au bulletin officiel du ministère de la culture et de la communication.

La directrice des musées de France,
Francine Mariani-Ducray

Décision du 22 avril 2003 relative au traitement automatisé d'informations nominatives ayant pour finalité la gestion des répertoires d'interlocuteurs et de contacts.

Le conseil d'administration de l'établissement public du musée et du domaine national de Versailles,

Vu la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée, relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés,

Vu le décret n° 78-774 du 17 juillet 1978 modifié, pris pour l'application de la loi susvisée,

Vu la lettre de la commission nationale de l'informatique et des libertés faisant état de l'avis n° 025097 réputé favorable à la date du 16 janvier 2003, conformément à l'article 15 alinéa 2 de la loi relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés susvisée,

Vu la délibération n° 2003-I-6 du conseil

d'administration en date du 1^{er} avril 2003,

Décide :

Art. 1^{er}. - Il est créé à l'établissement public du musée et du domaine national de Versailles, château de Versailles, RP 834, 78008 Versailles Cedex, un traitement automatisé d'informations nominatives qui a pour objet la gestion des répertoires d'interlocuteurs et de contacts.

Art. 2. - Les catégories d'informations nominatives enregistrées sont : les nom, prénom du contact ou de l'interlocuteur, l'âge, la nationalité, la profession, les numéros de téléphone, de fax, d'e-mail, les adresses, le code contact ou interlocuteur, la fonction, le type d'activité, la raison sociale, la dénomination sociale et la forme de l'organisme concerné, le nom de son ou de ses représentant(s), les demandes du contact ou de l'interlocuteur, l'origine et l'historique des contacts, les actions prévues ou effectuées, avec leurs dates, résultats, et documentations adressées.

Les informations nominatives enregistrées sont conservées pendant la durée des relations et mises à jour régulièrement, puis archivées pour conservation conformément aux obligations légales.

Art. 3. - Les destinataires de ces informations sont, en fonction des informations concernées et conformément à leurs missions les personnes habilitées au sein de l'établissement public du musée et du domaine national de Versailles.

Art. 4. - le droit d'accès et de rectification prévu par les articles 34 et suivants de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, s'exerce auprès du secrétaire général de l'établissement public.

Art. 5. - le président de l'établissement public est chargé de l'exécution du présent acte réglementaire qui sera publié au bulletin officiel du ministère de la culture.

Pour le conseil d'administration de l'établissement public du musée et du domaine national de Versailles :

Le président,
Hubert Astier

Décision du 22 avril 2003 relative au traitement automatisé d'informations nominatives ayant pour finalité la gestion d'un intranet associé à une messagerie électronique interne et externe.

Le conseil d'administration de l'établissement public du musée et du domaine national de Versailles,

Vu la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée, relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés,

Vu le décret n° 78-774 du 17 juillet 1978 modifié, pris pour l'application de la loi susvisée,

Vu la lettre de la commission nationale de l'informatique et des libertés faisant état de l'avis n° 025385 réputé favorable à la date du 16 janvier 2003, conformément à l'article 15 alinéa 2 de la loi relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés susvisée,

Vu la délibération n° 2003-I-6 du conseil d'administration en date du 1^{er} avril 2003,

Décide :

Art. 1^{er}. - Il est créé à l'établissement public du musée et du domaine national de Versailles, château de Versailles, RP 834, 78008 Versailles Cedex, un traitement automatisé d'informations nominatives, dont la finalité est de permettre la gestion d'un intranet associé à une messagerie électronique interne et externe.

Art. 2. - Les catégories d'informations nominatives enregistrées sont : l'identité des utilisateurs (nom, prénom, adresse, adresse e-mail, numéros de téléphone et de fax, fonction, service ...), l'identité du diffuseur et/ou de l'auteur du message ou du document consultable, les photographies (événements, reportages, interviews), les répertoires de correspondants, ainsi que les informations relatives aux libellés du message ou du document, et à leur date de consultation.

Les informations nominatives enregistrées relatives à l'identité et aux coordonnées des collaborateurs de l'établissement public seront conservées pendant la durée de leur fonction.

Les messages ou les documents seront conservés jusqu'à leur suppression par leur auteur, diffuseur ou son destinataire, puis seront archivés.

Par ailleurs, il s'opérera un contrôle des connexions dont les données seront conservées pendant 24 mois.

Art. 3. - Les destinataires de ces informations sont : le service informatique et le service de la communication, en ce qui concerne l'ensemble de ces données, notamment pour la gestion de la liste des utilisateurs ainsi que pour la gestion des habilitations, pour la consultation des messages et des documents ; l'ensemble des utilisateurs de l'intranet et/ou de la messagerie ou le ou les destinataires spécifiques, lorsqu'il s'agit d'un message ou d'un document destiné à plusieurs destinataires spécifiques.

Art. 4. - Le droit d'accès et de rectification prévu par les articles 34 et suivants de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, s'exerce auprès du service de la communication.

Art. 5. - Le président de l'établissement public est chargé de l'exécution du présent acte réglementaire qui sera publié au bulletin officiel du ministère de la culture et affiché à l'attention du personnel concerné.

Pour le conseil d'administration de l'établissement public du musée et du domaine national de Versailles :

Le président,
Hubert Astier

Décision du 22 avril 2003 relative au traitement automatisé d'informations nominatives ayant pour finalité la paie et la gestion du personnel titulaire et non titulaire et des intermittents du spectacle.

Le conseil d'administration de l'établissement public du musée et du domaine national de Versailles,

Vu la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée, relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés,

Vu le décret n° 78-774 du 17 juillet 1978 modifié, pris pour l'application de la loi susvisée,

Vu l'écoulement du délai de deux mois à compter du dépôt de la demande d'avis, l'avis de la commission nationale de l'informatique et des libertés n° 031266 est réputé favorable en date du 18 janvier 2003 conformément à l'article 15 alinéa 2 de la loi relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés susvisée

Vu la délibération n° 2003-I-6 du conseil d'administration en date du 1^{er} avril 2003,

Décide :

Art. 1^{er}. - Il est créé à l'établissement public du musée et du domaine national de Versailles, château de Versailles, RP 834, 78008 Versailles Cedex, un traitement automatisé d'informations nominatives, dont la finalité est de permettre la paie et la gestion du personnel titulaire et non titulaire et des intermittents du spectacle.

Les opérations de traitement portent sur l'entretien d'une documentation relatives aux membres du personnel titulaire et non titulaire et des intermittents du spectacle, la constitution et la gestion de l'annuaire du personnel, la gestion des bulletins de paie, l'édition des états de cotisations, la déclaration annuelle des salaires, les établissements de budgets prévisionnels, la gestion des fournitures et des matériels qui leur sont attribués, la gestion de la formation et de l'évaluation, la gestion des candidatures et du recrutement, l'établissement de statistiques.

Art. 2. - Les catégories d'informations nominatives enregistrées sont relatives à l'identité, la situation familiale, la formation, les diplômes, la situation professionnelle, les congés et absences, ainsi que les informations permettant l'attribution d'un logement de fonction ou d'un véhicule de service.

Les informations nominatives enregistrées sont conservées pendant la durée du contrat avec la personne concernée, puis conservées pendant la durée correspondant aux obligations légales en vue de la préservation de ses droits, notamment de ses droits à la retraite.

Art. 3. - Les destinataires de ces informations sont : les services internes habilités, les organismes de protection sociale de retraite et de prévoyance, les organismes financiers et comptables intervenant dans la gestion des comptes de l'établissement et de la personne concernée ; les nom, prénom et service sont communiqués à l'association sportive et culturelle du domaine de Versailles pour permettre la gestion des œuvres sociales et culturelles ainsi qu'à chaque syndicat représentatif.

Des informations sont également fournies au ministère de tutelle conformément aux textes applicables.

Art. 4. - Le droit d'accès et de rectification prévu par les articles 34 et suivants de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, s'exerce auprès du chef du département des ressources humaines de l'établissement public.

Art. 5. - Le président de l'établissement public est chargé de l'exécution du présent acte réglementaire qui sera publié au bulletin officiel du ministère de la culture et affiché à l'attention du personnel concerné.

Pour le conseil d'administration de l'établissement public
du musée et du domaine national de Versailles :

Le président,
Hubert Astier

Décision du 22 avril 2003 relative au traitement automatisé d'informations nominatives ayant pour finalité la gestion des réservations et des abonnements relatifs aux visites du domaine national de Versailles et aux manifestations proposées.

Le conseil d'administration de l'établissement public du musée et du domaine national de Versailles

Vu la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée, relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés,

Vu le décret n° 78-774 du 17 juillet 1978 modifié, pris pour l'application de la loi susvisée,

Vu la lettre de la commission nationale de l'informatique et des libertés faisant état de l'avis n° 025096 réputé favorable à la date du 16 janvier 2003, conformément à l'article 15 alinéa 2 de la loi relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés susvisée,

Vu la délibération n° 2003-I-6 du conseil d'administration en date du 1^{er} avril 2003,

Décide :

Art. 1^{er}. - Il est créé à l'établissement public du musée et du domaine national de Versailles, château de Versailles, RP 834, 78008 Versailles Cedex, un traitement automatisé d'informations nominatives, dont la finalité est de permettre la gestion des réservations et des abonnements relatifs aux visites du domaine national de Versailles et aux manifestations proposées.

Art. 2. - Les catégories d'informations nominatives enregistrées sont : l'identité et les coordonnées (n° de téléphone, de fax, adresse postale et électronique), la fonction des acheteurs et des intermédiaires le cas échéant, ainsi que les nom et prénom de la personne en charge du dossier, les produits ou services concernés ainsi que les autres informations nécessaires à la gestion, à l'envoi et à la facturation des commandes, ainsi qu'à la gestion des impayés.

Les informations nominatives enregistrées sont conservées jusqu'au paiement des sommes dues, puis archivées pendant la durée des prescriptions légales applicables.

Art. 3. - Les destinataires de ces informations sont : les personnes habilitées en interne ainsi que les partenaires (autres établissements publics ou culturels, réunion des musées nationaux...), les intervenants chargés du recouvrement.

Art. 4. - Le droit d'accès et de rectification prévu par les articles 34 et suivants de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers, et aux libertés, s'exerce auprès de la direction des publics et des services culturels.

Art. 5. - Le président de l'établissement public est chargé de l'exécution du présent acte réglementaire qui sera publié au bulletin officiel du ministère de la culture.

Pour le conseil d'administration de l'établissement public
du musée et du domaine national de Versailles :

Le président,
Hubert Astier

Décision du 22 avril 2003 portant déclaration d'un site internet et de traitements automatisés d'informations nominatives mis en œuvre dans le cadre d'un site internet.

Le conseil d'administration de l'établissement public du musée et du domaine national de Versailles

Vu la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée, relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés,

Vu le décret n° 78-774 du 17 juillet 1978 modifié, pris

pour l'application de la loi susvisée,

Vu la lettre de la commission nationale de l'informatique et des libertés faisant état de l'avis n° 025095 réputé favorable à la date du 16 janvier 2003, conformément à l'article 15 alinéa 2 de la loi relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés susvisée,

Vu la délibération n° 2003-I-6 du conseil d'administration en date du 1^{er} avril 2003,

Décide :

Art. 1^{er}. - Il est créé à l'établissement public du musée et du domaine national de Versailles, château de Versailles, RP 834, 78008 Versailles Cedex, un site internet dans le cadre duquel sont mis en œuvre les traitements automatisés d'informations nominatives suivants :

- présentation du musée et du domaine national du château de Versailles et de son histoire,
- diffusion d'informations relatives à des personnes appartenant à l'établissement public,
- mise en œuvre d'une messagerie électronique du site permettant aux personnes de prendre contact avec les services de l'établissement public,
- collecte de données personnelles par le biais de formulaires notamment à l'occasion de collecte de fonds ou de souscriptions.

Art. 2. - Les catégories d'informations nominatives traitées sont :

- les informations relatives aux membres de l'établissement public,
- les informations collectées par le biais de formulaires notamment de collecte de fonds : les nom, prénom, adresses postale et électronique de l'internaute, ainsi que ses références bancaires en cas de paiement en ligne,
- les informations relatives aux connexions des internautes (adresse IP, durée de connexion, etc...),
- les informations collectées dans le cadre de la mise en œuvre de la messagerie électronique du site : l'adresse électronique de l'expéditeur du message, la date, l'heure, le contenu du message, ainsi que son ou ses destinataires.

Art. 3. - Les destinataires de ces informations sont : les membres du personnel de la société concessionnaire de la boutique en ligne pour la gestion et l'acheminement des commandes, les membres des services chargés du traitement des questionnaires en ligne, ainsi que les destinataires des messages au sein de l'établissement public.

Art. 4. - Le droit d'accès et de rectification prévu par les articles 34 et suivants de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux

libertés, s'exerce auprès de la direction des publics et des services culturels.

Art. 5. - Le président de l'établissement public est chargé de l'exécution du présent acte réglementaire qui sera publié au bulletin officiel du ministère de la culture.

Pour le conseil d'administration de l'établissement public du musée et du domaine national de Versailles :

Le président,
Hubert Astier

Décision du 22 avril 2003 relative au traitement automatisé d'informations nominatives ayant pour finalité la gestion des opérations de communication (manifestations et opérations promotionnelles).

Le conseil d'administration de l'établissement public du musée et du domaine national de Versailles,

Vu la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée, relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés,

Vu le décret n° 78-774 du 17 juillet 1978 modifié, pris pour l'application de la loi susvisée,

Vu la lettre de la commission nationale de l'informatique et des libertés faisant état de l'avis n° 025094 réputé favorable à la date du 16 janvier 2003 conformément à l'article 15 alinéa 2 de la loi relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés susvisée, Vu la délibération n° 2003-I-6 du conseil d'administration en date du 1^{er} avril 2003,

Décide :

Art. 1^{er}. - Il est créé à l'établissement public du musée et du domaine national de Versailles, château de Versailles, RP 834, 78008 Versailles Cedex, un traitement automatisé d'informations nominatives dont la finalité est de permettre la gestion des opérations de communication (manifestations et opérations promotionnelles) destinées à faire connaître aux professionnels, aux journalistes ainsi qu'aux membres d'autres organismes, notamment associations et mécènes concernés, le domaine du château de Versailles, ses produits, manifestations, et spectacles.

Art. 2. - Les catégories d'informations nominatives enregistrées sont : l'identité et les coordonnées des personnes (journalistes, donateurs...) ou des interlocuteurs et contacts au sein des organismes concernés (professionnels du voyage, de la culture, associations de donateurs, fondations, sociétés d'amis des musées, mécènes ou établissements culturels...), ainsi que les informations relatives à l'historique des contacts, aux actions prévues ou effectuées et à leurs résultats.

Les informations nominatives relatives au contact ou à l'interlocuteur sont mises à jour suivant l'évolution de sa fonction au sein de l'organisme concerné.

Art. 3. - Les destinataires de ces informations sont : les personnes habilitées en interne.

Art. 4. - Le droit d'accès et de rectification prévue par les articles 34 et suivants de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, s'exerce auprès du service de la communication.

Art. 5. - Le président de l'établissement public est chargé de l'exécution du présent acte réglementaire qui sera publié au bulletin officiel du ministère de la culture.

Pour le conseil d'administration de l'établissement public
du musée et du domaine national de Versailles :

Le président,
Hubert Astier

Décision du 22 avril 2003 relative au traitement automatisé d'informations nominatives ayant pour finalité la mise en place d'un autocommutateur téléphonique.

Le conseil d'administration de l'établissement public du musée et du domaine national de Versailles,

Vu la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée, relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés,

Vu le décret n° 78-774 du 17 juillet 1978 modifié, pris pour l'application de la loi susvisée,

Vu l'écoulement du délai de deux mois à compter du dépôt de la demande d'avis, l'avis de la commission nationale de l'informatique et des libertés n° 031452 est réputé favorable en date du 18 janvier 2003, conformément à l'article 15 alinéa 2 de la loi relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés susvisée

Vu la délibération n° 2003-I-6 du conseil d'administration en date du 1^{er} avril 2003,

Décide :

Art. 1^{er}. - Il est créé à l'établissement public du musée et du domaine national de Versailles, château de Versailles, RP 834, 78008 Versailles Cedex, un traitement automatisé d'informations nominatives qui a pour objet la mise en place d'un autocommutateur téléphonique.

Ce traitement a pour objet d'assurer la gestion de la réception et du passage des appels téléphoniques, la tenue d'un annuaire téléphonique interne, ainsi qu'un meilleur contrôle de l'utilisation du téléphone, du télécopieur et des coûts de production ; il permet

également de refacturer les appels aux occupants des logements, ainsi qu'aux concessionnaires présents sur le site.

Art. 2. - Les catégories d'informations nominatives enregistrées sont : le numéro de poste téléphonique de la personne concernée, le numéro de téléphone appelé, les nom, prénom, coordonnées, et société d'appartenance des occupants des logements et des concessionnaires, le nombre de taxes (unités de facturation), les date, heure et durée de la communication, de la télécopie, la destination de l'appel (international, national ou local).

Les informations nominatives enregistrées relatives à l'identité et au numéro de poste sont enregistrées pendant la durée d'attribution du numéro, les autres informations enregistrées dans le cadre de ce traitement sont conservées pendant un an.

Art. 3. - Les destinataires de ces informations sont les personnes habilitées au sein de l'établissement public du musée et du domaine national de Versailles.

Art. 4. - Le droit d'accès et de rectification prévu par les articles 34 et suivants de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, s'exerce auprès du secrétaire général.

Art. 5. - Le président de l'établissement public est chargé de l'exécution du présent acte réglementaire qui sera publié au bulletin officiel du ministère de la culture et affiché à l'attention des personnes concernées.

Pour le conseil d'administration de l'établissement public
du musée et du domaine national de Versailles :

Le président,
Hubert Astier

DELEGATION AUX ARTS PLASTIQUES

Arrêté du 7 avril 2003 portant nomination des membres qualifiés du conseil consultatif pour la création artistique dans le domaine de la céramique.

Le ministre de la culture et de la communication

Vu le décret n° 82-883 du 15 octobre 1982 relatif à la création du centre national des arts plastiques,

Vu l'arrêté du 28 mai 1997 portant modification de l'arrêté du 22 novembre 1985 portant création du conseil consultatif pour la création artistique dans le domaine de la céramique,

Vu l'arrêté du 28 mai 1997 portant nomination des membres du conseil consultatif pour la création

artistique dans le domaine de la céramique,

Vu l'arrêté du 23 décembre 2002 érigeant la manufacture nationale de Sèvres en service à compétence nationale,

Arrête :

Art. 1^{er}. - Sont nommés membres du conseil consultatif en tant que membres qualifiés sur proposition du conseil d'administration du centre national des arts plastiques :

- Monsieur Henri Claude Cousseau, directeur de l'école nationale supérieure des beaux-arts,
- Madame Béatrice Salmon, conservateur général du patrimoine, directrice des musées de l'union centrale des arts décoratifs,
- Monsieur Philippe Favier, artiste plasticien.

Art. 2. - Le délégué aux arts plastiques est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au bulletin officiel du ministère de la culture et de la communication.

Pour le ministre et par délégation :
Le délégué aux arts plastiques,
Martin Béthenod

CENTRE NATIONAL DE LA CINÉMATOGRAPHIE

Décision du 18 mars 2003 relative à l'agrément de la formule d'accès au cinéma donnant droit à des entrées multiples sollicité par les exploitants d'établissements cinématographiques regroupés au sein du GIE «carte LP».

Le directeur général du centre national de la cinématographie,

Vu le code de l'industrie cinématographique, notamment son article 13 et son article 27 dans la rédaction issue de la loi n° 2001-420 du 15 mai 2001 relative aux nouvelles régulations économiques et de la loi n° 2001-624 du 17 juillet 2001 portant diverses dispositions d'ordre social, éducatif et culturel ;

Vu la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations, notamment ses articles 22 et 24 ;

Vu le décret n° 2002-1285 du 24 octobre 2002 portant application des dispositions de l'article 27 du code de l'industrie cinématographique et relatif aux formules d'accès au cinéma donnant droit à des entrées multiples, et notamment ses articles 12 et 13 ;

Vu l'arrêté du 31 décembre 2002 portant application des dispositions de l'article 3 du décret n° 2002-1285

du 24 octobre 2002 relatif aux formules d'accès au cinéma donnant droit à des entrées multiples ;

Vu l'instruction du ministre de la culture et de la communication du 25 octobre 2002 relative à l'agrément des formules d'accès au cinéma donnant droit à des entrées multiples ;

Vu la décision du directeur général du CNC du 20 janvier 2003 portant nomination à la commission d'agrément des formules d'accès au cinéma donnant droit à des entrées multiples prévue à l'article 3 du décret n° 2002-1285 du 24 octobre 2002 ;

Vu la demande présentée le 14 novembre 2002 par le GIE «carte LP» au nom des exploitants qui en sont membres et dont la liste est jointe en annexe, enregistrée le 19 décembre 2002 ;

Vu les pièces jointes à la demande du 14 novembre 2002 et celles qui ont été ultérieurement communiquées ;

Vu l'avis du 14 mars 2003 de la commission d'agrément des formules d'accès au cinéma donnant droit à des entrées multiples prévue à l'article 3 du décret n° 2002-1285 du 24 octobre 2002, annexé à la présente décision ;

Considérant que les demandeurs représentés par le GIE ont souscrit vis à vis de leurs distributeurs les engagements prévus par l'article 27 du code de l'industrie cinématographique en ce qui concerne d'une part la fixation d'un prix de référence par place et d'autre part celle d'un taux de location ;

Considérant que les mêmes demandeurs ont présenté à la commission les conditions générales d'une offre susceptible d'être faite aux exploitants intéressés d'adhérer à la formule «carte LP» ;

Considérant que, suite aux observations de la commission susvisée, le projet de contrat type d'association avec les exploitants pouvant bénéficier de la garantie prévue par l'article 27 du code susvisé a fait l'objet de plusieurs modifications touchant notamment à la réduction des délais de paiement de la garantie, à la suppression des clauses visant à imposer à l'exploitant-adhérent, préalablement au versement de la garantie, le règlement de la part destinée au distributeur ainsi que celles relatives aux frais de formation initiale du personnel de l'exploitant-adhérent pour l'utilisation du système informatique ;

Considérant que le montant de la redevance prévu initialement dans le contrat type d'association a été réduit conformément à l'avis de la commission ;

Considérant néanmoins que dans son avis susvisé la commission a estimé qu'au regard de la nécessité de mettre en place un contrôle strict portant sur les conditions à l'adhésion et l'utilisation des cartes, il reste toutefois des clauses qui traduisent encore un certain déséquilibre dans les obligations des parties,

Décide :

Art. 1^{er}. - L'agrément de la formule d'accès au cinéma donnant droit à des entrées multiples sollicité par les exploitants d'établissement cinématographiques regroupés au sein du GIE «carte LP» et dont la liste est jointe en annexe est accordé sous les réserves suivantes :

Les contrats d'association proposés aux exploitants d'établissements de spectacles cinématographiques concernés doivent prendre en compte les observations formulées dans son avis du 14 mars 2003 par la commission prévue à l'article 3 du décret du 24 octobre 2002 susvisé ;

La formule doit être proposée dans un délai maximum de deux mois aux exploitants ayant déjà manifesté une volonté d'adhérer à la formule précitée et le cas échéant de bénéficier de la garantie prévue à l'article 27-2° du code de l'industrie cinématographique.

Cet agrément est délivré pour l'ensemble des salles proposées et annexées à la présente décision .

Art. 2. - La présente décision sera notifiée au président du GIE «carte LP» et à la présidente de la commission précitée, et fera l'objet d'une publication sur le site internet du centre national de la cinématographie.

Le directeur général du centre national de la cinématographie,
David Kessler

(Les pièces jointes sont consultables au CNC)

Décision du 18 mars 2003 relative à l'agrément de la formule d'accès au cinéma donnant droit à des entrées multiples sollicité par la société UGC Ciné Cité.

Le directeur général du centre national de la cinématographie,

Vu le code de l'industrie cinématographique, notamment son article 13 et son article 27 dans la rédaction issue de la loi n° 2001-420 du 15 mai 2001 relative aux nouvelles régulations économiques et de la loi n° 2001-624 du 17 juillet 2001 portant diverses dispositions d'ordre social, éducatif et culturel ;

Vu la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations, notamment ses articles 22 et 24 ;

Vu le décret n° 2002-1285 du 24 octobre 2002 portant application des dispositions de l'article 27 du code de l'industrie cinématographique et relatif aux formules d'accès au cinéma donnant droit à des entrées multiples, et notamment ses articles 12 et 13 ;

Vu l'arrêté du 31 décembre 2002 portant application des dispositions de l'article 3 du décret n° 2002-1285 du 24 octobre 2002 relatif aux formules d'accès au

cinéma donnant droit à des entrées multiples ;

Vu l'instruction du ministre de la culture et de la communication du 25 octobre 2002 relative à l'agrément des formules d'accès au cinéma donnant droit à des entrées multiples ;

Vu la décision du directeur général du CNC du 20 janvier 2003 portant nomination à la commission d'agrément des formules d'accès au cinéma donnant droit à des entrées multiples prévue à l'article 3 du décret n° 2002-1285 du 24 octobre 2002 ;

Vu la demande présentée le 14 novembre 2002 par la SA UGC Ciné Cité, enregistrée le 19 décembre 2002, les pièces qui lui sont jointes et celles qui lui ont été ultérieurement communiquées ;

Vu l'avis du 14 mars 2003 de la commission d'agrément des formules d'accès au cinéma donnant droit à des entrées multiples prévue à l'article 3 du décret n° 2002-1285 du 24 octobre 2002, annexé à la présente décision ;

Considérant que la société UGC Ciné Cité a souscrit vis à vis de ses distributeurs les engagements prévus par l'article 27 du code de l'industrie cinématographique en ce qui concerne d'une part la fixation d'un prix de référence par place et d'autre part celle d'un taux de location ;

Considérant que le même demandeur a présenté à la commission les conditions générales d'une offre susceptible d'être faite aux exploitants intéressés d'adhérer à la formule «UGC illimité» ;

Considérant que, suite aux observations de la commission susvisée, le projet de contrat type d'association avec les exploitants pouvant bénéficier de la garantie prévue par l'article 27 du code de l'industrie cinématographique a fait l'objet de modifications touchant d'une part aux justificatifs à fournir par l'exploitant garanti et d'autre part à la responsabilité de celui-ci ;

Considérant néanmoins que dans son avis susvisé la commission a estimé qu'au regard de la nécessité de mettre en place un contrôle strict portant sur les conditions à l'adhésion et l'utilisation des cartes, il reste toutefois des clauses qui traduisent encore un certain déséquilibre dans les obligations des parties ;

Décide :

Art. 1^{er}. - L'agrément de la formule d'accès au cinéma donnant droit à des entrées multiples sollicité par la société UGC Ciné Cité est accordé sous les réserves suivantes :

Les contrats d'association proposés aux exploitants d'établissements de spectacles cinématographiques concernés doivent prendre en compte les observations formulées dans son avis du 14 mars 2003 par la

commission prévue à l'article 3 du décret du 24 octobre 2002 susvisé ;

La formule doit être proposée dans un délai maximum de deux mois aux exploitants ayant déjà manifesté une volonté d'adhérer à la formule précitée et le cas échéant de bénéficier de la garantie prévue à l'article 27-2° du code de l'industrie cinématographique.

Cet agrément est délivré pour l'ensemble des salles proposées et annexées à la présente décision.

Art. 2. - La présente décision sera notifiée au directeur général d'UGC Ciné Cité et à la présidente de la commission précitée, et fera l'objet d'une publication sur le site internet du centre national de la cinématographie.

Le directeur général du centre national de la cinématographie,
David Kessler

(Les pièces jointes sont consultables au CNC)

REUNION DES MUSEES NATIONAUX

Décision du 3 mars 2003 relative à l'opération «La clef des Yvelines».

La directrice des musées de France, président du conseil d'administration de la réunion des musées nationaux,

Vu le décret n° 90-1026 du 14 novembre 1990 modifié, relatif à la réunion des musées nationaux,

Vu la décision de la directrice des musées de France, président du conseil d'administration de la réunion des musées nationaux, relative à la délégation de certaines décisions par le conseil d'administration à son président, du 1^{er} juillet 1999,

Décide :

Article unique

A l'occasion d'un partenariat conclu avec le comité départemental des Yvelines dans le cadre de l'opération «La clef des Yvelines» qui se déroule du 1^{er} février au 31 décembre 2003, le tarif réduit est accordé, à l'entrée du musée des antiquités nationales de Saint Germain-en-Laye et du musée national des granges de Port-Royal, aux possesseurs de la carte «La clef des Yvelines», revêtue du cachet du comité départemental des Yvelines.

Pour la directrice des musées de France, Président du conseil d'administration de la réunion des musées nationaux :
La directrice administrative et financière,
Sophie Kuntz

Décision du 3 mars 2003 relative au jour de fermeture des musées napoléonien et africain de l'Ile d'Aix.

La directrice des musées de France, président du conseil d'administration de la réunion des musées nationaux,

Vu le décret n° 90-1026 du 14 novembre 1990 modifié, relatif à la réunion des musées nationaux,

Vu la décision de la directrice des musées de France, président du conseil d'administration de la réunion des musées nationaux, relative à la délégation de certaines décisions par le conseil d'administration à son président, du 1^{er} juillet 1999,

Décide :

Article unique

Compte tenu de la réorganisation du service de surveillance des musées napoléonien et africain de l'Ile d'Aix, le jour de fermeture hebdomadaire commun aux deux sites sera le mardi, pour la période du 1^{er} octobre au 31 mai 2003.

Du 1^{er} juin au 30 septembre 2003, les deux sites seront ouverts 7 jours sur 7.

Pour la directrice des musées de France, Président du conseil d'administration de la réunion des musées nationaux :
La directrice administrative et financière,
Sophie Kuntz

Décision du 6 mars 2003 relative au partenariat entre le magazine Zurban et le musée Guimet.

La directrice des musées de France, président du conseil d'administration de la réunion des musées nationaux,

Vu le décret n° 90-1026 du 14 novembre 1990 modifié, relatif à la réunion des musées nationaux,

Vu la décision de la directrice des musées de France, président du conseil d'administration de la réunion des musées nationaux, relative à la délégation de certaines décisions par le conseil d'administration à son président, du 1^{er} juillet 1999,

Décide :

Article unique

A l'occasion du partenariat entre le magazine Zurban et le musée Guimet, les lecteurs de Zurban bénéficient du 19 au 26 mars 2003, inclus, d'une place offerte pour une place achetée, durant l'exposition *Ming, âge d'or du mobilier chinois*.

Pour la directrice des musées de France, Président du conseil d'administration de la réunion des musées nationaux :
La directrice administrative et financière,
Sophie Kuntz

Décision du 21 mars 2003 relative à l'exposition Chagall, connu et inconnu, aux galeries nationales du Grand Palais, du 11 mars au 23 juin 2003 et au théâtre du Rond Point.

La directrice des musées de France, président du conseil d'administration de la réunion des musées nationaux,
Vu le décret n° 90-1026 du 14 novembre 1990 modifié, relatif à la réunion des musées nationaux,

Vu la décision de la directrice des musées de France, président du conseil d'administration de la réunion des musées nationaux, relative à la délégation de certaines décisions par le conseil d'administration à son président, du 1^{er} juillet 1999,

Décide :

Article unique

Dans le cadre d'un accord de partenariat entre les galeries nationales du Grand Palais et le théâtre du Rond Point, les abonnés du théâtre bénéficient du tarif réduit à l'exposition Chagall, connu et inconnu, du 11 mars au 23 juin 2003.

Pour la directrice des musées de France, Président du conseil d'administration de la réunion des musées nationaux :
La directrice administrative et financière,
Sophie Kuntz

Décision du 29 avril 2003 relative à l'opération Batobus.

La directrice des musées de France, président du conseil d'administration de la réunion des musées nationaux,
Vu le décret n° 90-1026 du 14 novembre 1990 modifié, relatif à la réunion des musées nationaux,

Vu la décision de la directrice des musées de France, président du conseil d'administration de la réunion des musées nationaux, relative à la délégation de certaines décisions par le conseil d'administration à son président, du 1^{er} juillet 1999,

Décide :

Article unique

Dans la cadre d'un accord bilatéral entre la société Batobus et la réunion des musées nationaux, les personnes munies d'un billet Batobus bénéficieront, du 1^{er} juin au 30 septembre 2003, du tarif réduit aux collections permanentes des musées Guimet, Delacroix, Cluny, Orsay et Picasso. En contrepartie, durant cette même période, les personnes empruntant la ligne Batobus, justifiant d'un billet d'entrée dans l'un des musées partenaires, voyageront à tarif réduit.

Pour la directrice des musées de France, Président du conseil d'administration de la réunion des musées nationaux :
La directrice administrative et financière,
Sophie Kuntz

Décision du 29 avril 2003 relative à la fermeture du musée Eugène Delacroix.

La directrice des musées de France, président du conseil d'administration de la réunion des musées nationaux,
Vu le décret n° 90-1026 du 14 novembre 1990 modifié, relatif à la réunion des musées nationaux,

Vu la décision de la directrice des musées de France, président du conseil d'administration de la réunion des musées nationaux, relative à la délégation de certaines décisions par le conseil d'administration à son président, du 1^{er} juillet 1999,

Décide :

Article unique

Compte tenu du montage de l'exposition *Hommage aux amis du musée Delacroix* qui a lieu au musée national Eugène Delacroix, du 6 juin au 15 septembre 2003, le musée est fermé au public du 26 mai au 5 juin 2003, inclus.

Pour la directrice des musées de France, Président du conseil d'administration de la réunion des musées nationaux :
La directrice administrative et financière,
Sophie Kuntz

CENTRE DES MONUMENTS NATIONAUX

Décision n° 5-2002 du 22 avril 2002 portant délégation de signature.

Le président du centre des monuments nationaux,

Vu le décret n° 65-515 du 30 juin 1965 modifiant certaines dispositions de la loi du 10 juillet 1914 sur la caisse nationale des monuments historiques et des sites,

Vu le décret n° 95-462 du 26 avril 1995 portant statut de la caisse nationale des monuments historiques et des sites modifié par le décret n° 2000-357 du 21 avril 2000 relatif au centre des monuments nationaux,

Vu le décret du 19 avril 2002 nommant M. Christophe Vallet, président du centre des monuments nationaux,

Vu l'arrêté du 4 septembre 2000 nommant M. Alain Loiseau, directeur du centre des monuments nationaux,

Décide :

Art. 1^{er}. - En cas d'absence ou d'empêchement du président, délégation générale et permanente est donnée à M. Alain Loiseau, directeur, dans les limites posées par l'article 12, 2^{ème} alinéa du décret n° 95-461 du 26 avril 1995, modifié par décret n° 2000-357 du 21 avril 2000.

Art. 2. - La présente décision prend effet à compter de sa date de signature.

Le président du centre des monuments nationaux,
Christophe Vallet

Décision n° 7-2002 du 22 avril 2002 portant délégation de signature.

Le président du centre des monuments nationaux,
Vu le décret n° 65-515 du 30 juin 1965 modifiant certaines dispositions de la loi du 10 juillet 1914 sur la caisse nationale des monuments historiques et des sites,
Vu le décret n° 95-462 du 26 avril 1995 portant statut de la caisse nationale des monuments historiques et des sites modifié par le décret n° 2000-357 du 21 avril 2000 relatif au centre des monuments nationaux,
Vu le décret du 19 avril 2002 nommant M. Christophe Vallet, président du centre des monuments nationaux,
Vu l'arrêté du 4 septembre 2000 nommant M. Alain Loiseau, directeur du centre des monuments nationaux,
Vu la décision n° 5-2002 du 22 avril 2002 portant délégation de signature à M. Alain Loiseau

Décide :

Art. 1^{er}. - En cas d'absence ou d'empêchement de M. Christophe Vallet et de M. Alain Loiseau délégation de signature est donnée à :

Mme Sophie-Caroline Maningue de Chanaud, chef de la mission des collections du monument par intérim, dans la limite de ses attributions, à l'effet de signer :

- les pré-engagements,
- les certifications de service fait et liquidations sur les factures, les procès-verbaux de réception de prestations ainsi que les certificats administratifs en cas de paiement sur duplicata.

Art. 2. - La présente décision annule et remplace la décision de délégation n° 2-2002 du 20 mars 2002. Elle prend effet à compter de sa date de signature.

Le président du centre des monuments nationaux,
Christophe Vallet

Décision n° 8 bis-02 du 26 septembre 2002 portant délégation de signature.

Le président du centre des monuments nationaux,
Vu le décret n° 65-515 du 30 juin 1965 modifiant certaines dispositions de la loi du 10 juillet 1914 sur la caisse nationale des monuments historiques et des sites,
Vu le décret n° 95-462 du 26 avril 1995 portant statut de la caisse nationale des monuments historiques et

des sites modifié par le décret n° 2000-357 du 21 avril 2000 relatif au centre des monuments nationaux,
Vu le décret du 19 avril 2002 nommant M. Christophe Vallet, président du centre des monuments nationaux,
Vu l'arrêté du 4 septembre 2000 nommant M. Alain Loiseau, directeur du centre des monuments nationaux,
Vu la décision du 20 février 2002 nommant M. Denis Feignier, sous-directeur des affaires financières et administratives,

Décide :

Art. 1^{er}. - En cas d'absence ou d'empêchement de M. Christophe Vallet et de M. Alain Loiseau, délégation de signature est donnée à :

M. Denis Feignier, sous-directeur des affaires financières et administratives, à l'effet de signer :

- les engagements juridiques à l'exclusion des marchés et contrats de plus de 90 000 • TTC et des contrats concernant les études des décisions dérogatoires,
- les ordres de mission, à l'exclusion des ordres de mission à l'étranger,
- les autorisations de conduire les véhicules,
- les décisions de prise en charge de frais de déplacement de personnes extérieures à l'établissement,
- les actes et courriers relatifs à la procédure de passation des marchés,
- les pré-engagements,
- les engagements comptables et les actes de liquidation et d'ordonnancement des dépenses (mandats, ordres de reversement, ordre de paiement, certificats administratifs, procès-verbaux et états liquidatifs...),
- les actes de liquidation et d'ordonnancement des recettes,
- les notes au contrôleur financier.

Art. 2. - En cas d'absence ou d'empêchement de M. Denis Feignier, délégation de signature est donnée à : Mme Anne-Claire Morisot, chef du département des affaires juridiques et des marchés à l'effet de signer dans la limite de ses attributions :

- les pré-engagements,
- les bons et lettres de commande d'un montant inférieur à 23 000 • TTC à l'exclusion des études,
- les certifications de service fait et liquidation sur les factures, les procès-verbaux de réception de prestations ainsi que les certificats administratifs en cas de paiement sur duplicata,
- les courriers adressés aux candidats à des marchés et aux titulaires de marchés ainsi que les courriers concernant les prêts bonifiés.

Art. 3. - En cas d'absence ou d'empêchement de M. Denis Feignier, délégation de signature est donnée à : M. Denis Guédon, chef du département des finances, à l'effet de signer dans la limite de ses attributions :

- les engagements juridiques à l'exclusion des contrats de plus de 23 000 • TTC et des contrats concernant les études des décisions dérogatoires,
- les ordres de mission à l'exclusion des ordres de mission à l'étranger,
- les pré-engagements concernant son département et ceux relatifs aux crédits non déconcentrés dans les monuments,
- les engagements comptables et les actes de liquidations et d'ordonnancement des dépenses (mandats, ordres de reversement, ordres de paiement, certificats administratifs, procès-verbaux de liquidation et états liquidatifs...),
- les actes de liquidation et d'ordonnancement des recettes,
- pour ce qui concerne les crédits gérés directement par le département des finances ou en cas d'absence ou d'empêchement d'un administrateur ou d'un architecte des bâtiments de France chargé de la gestion de monuments les documents et actes suivants :
 - . les bons et lettres de commandes, les contrats en dépenses et les ordres de service sur marchés notifiés d'un montant inférieur à 23 000 • TTC à l'exclusion des commandes et contrats d'études,
 - . les certifications de service fait et liquidation sur les factures, les procès-verbaux de réception des prestations ainsi que les certificats administratifs en cas de paiement sur duplicata,
- les notes au contrôleur financier,
- les actes de liquidation et d'ordonnancement des recettes,
- les autorisations de conduire les véhicules.

Art. 4. - En cas d'absence ou d'empêchement de M. Denis Guédon, délégation de signature est donnée à :

4.1 - Mme Graziella Iaria, adjointe au chef du département finances, chef du bureau du suivi de l'exécution budgétaire et du droit d'entrée à l'effet de signer dans la limite de ses attributions :

- les actes de liquidation et d'ordonnancement des recettes,
- les pré-engagements,
- les engagements comptables,
- les actes de liquidations et d'ordonnancement des dépenses : mandats, ordres de paiement, ordres de reversement, certificats administratifs, procès-verbaux et états liquidatifs,

- les bons de commande d'un montant inférieur à 23 000 • TTC à l'exclusion des études,

- pour ce qui concerne les crédits gérés directement par le département des finances ou en cas d'absence ou d'empêchement d'un administrateur ou d'un architecte des bâtiments de France chargé de la gestion de monuments les documents et actes suivants :

- . les bons et lettres de commandes, les contrats en dépenses et les ordres de service sur marchés notifiés d'un montant inférieur à 23 000 • TTC à l'exclusion des commandes et contrats d'études,

- . les certifications de service fait et liquidation sur les factures, les procès-verbaux de réception des prestations ainsi que les certificats administratifs en cas de paiement sur duplicata,

- les certifications de service fait et liquidations sur les factures, ainsi que les certificats administratifs en cas de paiement sur duplicata.

4.2 - Mme Christelle Vallet, chef du bureau de contrôle-évaluation des ordonnancements à l'effet de signer dans la limite de ses attributions :

- les pré-engagements,

- les engagements comptables,

- les actes de liquidations et d'ordonnancement des dépenses : mandats, ordres de paiement, ordre de reversement, certificats administratifs, procès-verbaux et états liquidatifs,

- les bons de commande d'un montant inférieur à 23 000 • TTC à l'exclusion des études,

- pour ce qui concerne les crédits gérés directement par le département des finances ou en cas d'absence ou d'empêchement d'un administrateur ou d'un architecte des bâtiments de France chargé de la gestion de monuments les documents et actes suivants :

- . les bons et lettres de commandes, les contrats en dépenses et les ordres de service sur marchés notifiés d'un montant inférieur à 23 000 • TTC à l'exclusion des commandes et contrats d'études,

- . les certifications de service fait et liquidation sur les factures, les procès-verbaux de réception des prestations ainsi que les certificats administratifs en cas de paiement sur duplicata,

- les certifications de service fait et liquidations sur les factures, ainsi que les certificats administratifs en cas de paiement sur duplicata.

Art. 5. - En cas d'absence ou d'empêchement de M. Denis Feignier, délégation de signature est donnée à : Mme Farida Laidaoui, chef du service intérieur à l'effet de signer dans la limite de ses attributions :

- les pré-engagements,
- les bons ou lettres de commandes, les contrats en dépenses et les ordres de service sur marchés notifiés d'un montant inférieur à 23 000 • TTC à l'exclusion des commandes ou contrats d'études,
- les bordereaux de dépenses sans ordonnancement préalable, dans la limite de 230 • TTC par opération concernant le service intérieur,
- les certifications de service fait et liquidations sur les factures, les procès-verbaux de réception de prestations ainsi que les certificats administratifs en cas de paiement sur duplicata.

Art. 6. - la présente délégation annule et remplace la décision n° 8-2002 du 22 avril 2002 et prend effet à compter de sa date de signature.

Le président du centre des monuments nationaux
Christophe Vallet

Décision n° 9-2002 du 22 avril 2002 portant délégation de signature.

Le président du centre des monuments nationaux,
Vu le décret n° 65-515 du 30 juin 1965 modifiant certaines dispositions de la loi du 10 juillet 1914 sur la caisse nationale des monuments historiques et des sites,
Vu le décret n° 95-462 du 26 avril 1995 portant statut de la caisse nationale des monuments historiques et des sites modifié par le décret n° 2000-357 du 21 avril 2000 relatif au centre des monuments nationaux,
Vu le décret du 19 avril 2002 nommant M. Christophe Vallet, président du centre des monuments nationaux,
Vu l'arrêté du 4 septembre 2000 nommant M. Alain Loiseau, directeur du centre des monuments nationaux,
Vu la décision du 1^{er} juillet 2001 nommant M. André Canas, inspecteur général,

Décide :

Art. 1^{er}. - En cas d'absence ou d'empêchement de M. Christophe Vallet et de M. Alain Loiseau, délégation de signature est donnée à :

M. André Canas, inspecteur général, à l'effet de signer dans la limite de ses attributions :

- les pré-engagements,
- les bons et lettres de commandes, les contrats en dépenses et les ordres de service sur marchés notifiés d'un montant inférieur à 45 000 • TTC à l'exclusion des commandes ou contrats d'études,
- les certifications de service fait et liquidations sur les factures, les procès-verbaux de réception de prestations ainsi que les certificats administratifs en cas de paiement sur duplicata,

- les ordres de missions concernant les personnels relevant de son autorité.

Art. 2. - La présente décision annule et remplace la décision n° 227-2001 en date du 3 septembre 2001 et prend effet à compter de sa date de signature.

Le président du centre des monuments nationaux,
Christophe Vallet

Décision n° 11-2002 du 22 avril 2002 portant délégation de signature.

Le président du centre des monuments nationaux,
Vu le décret n° 65-515 du 30 juin 1965 modifiant certaines dispositions de la loi du 10 juillet 1914 sur la caisse nationale des monuments historiques et des sites,
Vu le décret n° 95-462 du 26 avril 1995 portant statut de la caisse nationale des monuments historiques et des sites modifié par le décret n° 2000-357 du 21 avril 2000 relatif au centre des monuments nationaux,
Vu le décret du 19 avril 2002 nommant M. Christophe Vallet, président du centre des monuments nationaux,
Vu l'arrêté du 4 septembre 2000 nommant M. Alain Loiseau, directeur du centre des monuments nationaux,
Vu la nomination de M. Patrick Arnould, sous-directeur des travaux et des affaires patrimoniales.

Décide :

Art. 1^{er}. - En cas d'absence ou d'empêchement de M. Christophe Vallet et de M. Alain Loiseau, délégation de signature est donnée à :

M. Patrick Arnould, sous-directeur des travaux et des affaires patrimoniales à l'effet de signer dans la limite de ses attributions :

- les pré-engagements,
- les bons et lettres de commandes, les contrats en dépenses et les ordres de service sur marchés notifiés d'un montant inférieur à 45 000 • TTC à l'exclusion des commandes ou contrats d'études,
- les certifications de service fait et liquidations sur les factures, les procès-verbaux de réception de prestations ainsi que les certificats administratifs en cas de paiement sur duplicata,
- les ordres de missions concernant les personnels relevant de son autorité,
- les actes de liquidations et d'ordonnancement des recettes.
- en cas d'absence ou d'empêchement d'un administrateur ou d'un architecte des bâtiments de France faisant fonction d'administrateur, les autorisations d'occupations pour les locations ou les tournages : dans la limite de 40 % de dérogation aux tarifs en vigueur, à

l'exclusion des autorisations correspondant à des demandes émanant d'organismes de la presse écrite, audio et télévisuelle de niveau national.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Patrick Arnould, délégation de signature est donnée à Mme Yolande Gaïor, chef de la mission des aménagements à l'effet de signer dans la limite de ses attributions :

- les pré-engagements,
- les bons et lettres de commandes, les contrats en dépenses et les ordres de service sur marchés notifiés d'un montant inférieur à 22 000 • TTC à l'exclusion des commandes ou contrats d'études,
- les certifications de service fait et liquidations sur les factures, les procès-verbaux de réception de prestations ainsi que les certificats administratifs en cas de paiement sur duplicata.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Patrick Arnould, délégation de signature est donnée à :

Mme Dominique Daura, chef de la mission des affaires économiques et patrimoniales dans la limite de ses attributions à l'effet de signer :

- en cas d'absence ou d'empêchement d'un administrateur ou d'un architecte des bâtiments de France faisant fonction d'administrateur, les autorisations d'occupations pour les locations ou les tournages : dans la limite de 40 % de dérogation aux tarifs en vigueur, à l'exclusion des autorisations correspondant à des demandes émanant d'organismes de la presse écrite, audio et télévisuelle de niveau national,
- les pré-engagements,
- les certifications de service fait et liquidations sur les factures, les procès-verbaux de réception de prestations ainsi que les certificats administratifs en cas de paiement sur duplicata,
- les actes de liquidations et d'ordonnancement des recettes.

Art. 2. - La présente décision annule et remplace la décision de délégation n° 45-2001 du 15 juin 2001. Elle prend effet à compter de sa date de signature.

Le président du centre des monuments nationaux,
Christophe Vallet

Décision n° 12-2002 du 22 avril 2002 portant délégation de signature.

Le président du centre des monuments nationaux,

Vu le décret n° 65-515 du 30 juin 1965 modifiant certaines dispositions de la loi du 10 juillet 1914 sur la caisse nationale des monuments historiques et des sites,
Vu le décret n° 95-462 du 26 avril 1995 portant statut

de la caisse nationale des monuments historiques et des sites modifié par le décret n° 2000-357 du 21 avril 2000 relatif au centre des monuments nationaux,

Vu le décret du 19 avril 2002 nommant M. Christophe Vallet, président du centre des monuments nationaux,

Vu l'arrêté du 4 septembre 2000 nommant M. Alain Loiseau, directeur du centre des monuments nationaux,

Vu la nomination de Mme Joëlle Claverie, sous-directrice des ressources humaines.

Décide :

Art. 1^{er}. - En cas d'absence ou d'empêchement de M. Christophe Vallet et de M. Alain Loiseau, délégation de signature est donnée à :

Mme Joëlle Claverie, sous-directrice des ressources humaines à l'effet de signer dans la limite de ses attributions :

- tous les actes concernant la gestion des personnels à l'exclusion des contrats de personnels, sur postes budgétaires en contrat à durée indéterminée, de décisions d'affectation des dits personnels, des licenciements et des sanctions disciplinaires,
- les pré-engagements,
- les bons et lettres de commandes, les contrats en dépenses et les ordres de service sur marchés notifiés d'un montant inférieur à 45 000 • HT à l'exclusion des commandes ou contrats d'études,
- les certifications de service fait et liquidations sur les factures, les procès-verbaux de réception de prestations ainsi que les certificats administratifs en cas de paiement sur duplicata,
- les notes au contrôleur financier concernant la gestion du personnel,
- les ordres de missions concernant les personnels relevant de son autorité ainsi que les ordres de mission et documents annexes (autorisation d'utilisation du véhicule personnel, certificat administratif) concernant les déplacements effectués par les personnels dans le cadre de la formation professionnelle,
- les décisions d'attribution d'indemnités de secours dans le cadre des œuvres sociales,
- les actes de liquidation et d'ordonnancement des dépenses et des recettes relatives aux opérations de paie du personnel, aux indemnités de secours dans le cadre des œuvres sociales et aux concessions de logements : mandats, ordres de reversement, ordres de paiement pour avances sur salaires, ordres de recettes, certificats administratifs.

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Joëlle Claverie, délégation de signature est donnée à Mme Chantal Saulière, responsable de l'administration du personnel et à Mme Monique Molliex, responsable

de la formation dans la limite de leurs attributions à l'exclusion des :

- bons et lettres de commandes, contrats en dépenses et ordres de service sur marchés notifiés d'un montant compris entre 23 000 • et 45 000 • TTC,
- commandes ou contrats d'études.

Art. 2. - La présente décision annule et remplace la décision de délégation n° 49-2001 du 18 juin 2001. Elle prend effet à compter de sa date de signature.

Le président du centre des monuments nationaux,
Christophe Vallet

Décision n° 13-2002 du 22 avril 2002 portant délégation de signature.

Le président du centre des monuments nationaux,

Vu le décret n° 65-515 du 30 juin 1965 modifiant certaines dispositions de la loi du 10 juillet 1914 sur la caisse nationale des monuments historiques et des sites,

Vu le décret n° 95-462 du 26 avril 1995 portant statut de la caisse nationale des monuments historiques et des sites modifié par le décret n° 2000-357 du 21 avril 2000 relatif au centre des monuments nationaux,

Vu le décret du 19 avril 2002 nommant M. Christophe Vallet, président du centre des monuments nationaux,

Vu l'arrêté du 4 septembre 2000 nommant M. Alain Loiseau, directeur du centre des monuments nationaux,

Vu la nomination de M. Olivier Chailloux, chef du service informatique.

Décide :

Art. 1^{er}. - En cas d'absence ou d'empêchement de M. Christophe Vallet et de M. Alain Loiseau, délégation de signature est donnée à :

M. Olivier Chailloux, chef du service informatique, à l'effet de signer dans la limite de ses attributions :

- les pré-engagements,
- les bons et lettres de commandes, les contrats en dépenses et les ordres de service sur marchés notifiés d'un montant inférieur à 45 000 • HT à l'exclusion des commandes ou contrats d'études,
- les certifications de service fait et liquidations sur les factures, les procès-verbaux de réception de prestations ainsi que les certificats administratifs en cas de paiement sur duplicata.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Olivier Chailloux, délégation de signature est donnée à M. Jean-Michel Merchadier, responsable bureautique réseau, M. Pascal Jacques, chef du projet informatique et à M. Xavier Revaireau, ingénieur système à l'effet de signer dans la limite de leurs attributions :

- les pré-engagements,

- les bons et lettres de commandes, les contrats en dépenses et les ordres de service sur marchés notifiés d'un montant inférieur à 22 000 • TTC à l'exclusion des commandes ou contrats d'études,

- les certifications de service fait et liquidations sur les factures, les procès-verbaux de réception de prestations ainsi que les certificats administratifs en cas de paiement sur duplicata.

Art. 2. - La présente décision annule et remplace la décision de délégation n° 48-2001 du 15 juin 2001. Elle prend effet à compter de sa date de signature.

Le président du centre des monuments nationaux,
Christophe Vallet

Décision n° 14-2002 du 22 avril 2002 portant délégation de signature.

Le président du centre des monuments nationaux,

Vu le décret n° 65-515 du 30 juin 1965 modifiant certaines dispositions de la loi du 10 juillet 1914 sur la caisse nationale des monuments historiques et des sites,

Vu le décret n° 95-462 du 26 avril 1995 portant statut de la caisse nationale des monuments historiques et des sites modifié par le décret n° 2000-357 du 21 avril 2000 relatif au centre des monuments nationaux,

Vu le décret du 19 avril 2002 nommant M. Christophe Vallet, président du centre des monuments nationaux,

Vu l'arrêté du 4 septembre 2000 nommant M. Alain Loiseau, directeur du centre des monuments nationaux,

Vu la décision du 13 mai 2002 nommant Mme Catherine Vergriete, sous-directrice de la communication et du mécénat.

Décide :

Art. 1^{er}. - En cas d'absence ou d'empêchement de M. Christophe Vallet et de M. Alain Loiseau, délégation de signature est donnée à :

Mme Catherine Vergriete, sous-directrice de la communication et du mécénat dans la limite de ses attributions à l'effet de signer :

- les pré-engagements,
- les bons ou lettres de commandes, les contrats en dépenses et les ordres de service sur marchés notifiés d'un montant inférieur à 45 000 • TTC à l'exclusion des commandes ou contrats d'études,
- les certifications de service fait et liquidations sur les factures, les procès-verbaux de réception de prestations ainsi que les certificats administratifs en cas de paiement sur duplicata,

- les ordres de missions concernant les personnels relevant de son autorité.

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Catherine Vergiete délégation de signature est donnée à Mme Karine Moulin, adjointe à la sous-directrice à l'effet de signer dans la limite de ses attributions :

- les pré-engagements,
- les bons ou lettres de commandes, les contrats en dépenses et les ordres de service sur marchés notifiés d'un montant inférieur à 22 000 • TTC à l'exclusion des commandes ou contrats d'études,
- les certifications de service fait et liquidations sur les factures, les procès-verbaux de réception de prestations ainsi que les certificats administratifs en cas de paiement sur duplicata.

Art. 2. - La présente décision annule et remplace la décision n° 10^{bis}-2002 du 14 mai 2002 et prend effet à compter de sa date de signature.

Le président du centre des monuments nationaux,
Christophe Vallet

Décision n° 06-2003 du 1^{er} janvier 2003 portant délégation de signature.

Le président du centre des monuments nationaux,

Vu le décret n° 65-515 du 30 juin 1965 modifiant certaines dispositions de la loi du 10 juillet 1914 sur la caisse nationale des monuments historiques et des sites,

Vu le décret n° 95-462 du 26 avril 1995 portant statut de la caisse nationale des monuments historiques et des sites modifié par le décret n° 2000-357 du 21 avril 2000 relatif au centre des monuments nationaux,

Vu le décret du 19 avril 2002 nommant M. Christophe Vallet, président du centre des monuments nationaux,

Vu l'arrêté du 4 septembre 2000 nommant M. Alain Loiseau, directeur du centre des monuments nationaux,

Vu la décision du 25 avril 2001 nommant Mme Dominique Seridji, sous-directrice des éditions et de la diffusion,

Décide :

Art. 1^{er}. - En cas d'absence ou d'empêchement de M. Christophe Vallet et de M. Alain Loiseau, délégation de signature est donnée à :

Mme Dominique Seridji, sous-directrice des éditions et de la diffusion à l'effet de signer dans la limite de ses attributions :

- les pré-engagements,
- les bons et lettres de commandes, les contrats en dépenses et les ordres de service sur marchés notifiés

d'un montant inférieur à 45 000 • HT à l'exclusion des commandes ou contrats d'études,

- les certifications de service fait et liquidations sur les factures, les procès-verbaux de réception de prestations ainsi que les certificats administratifs en cas de paiement sur duplicata,

- les décomptes de coédition et tout certificat à produire à l'appui des titres de recettes,

- les formulaires d'enregistrement au dépôt légal de la bibliothèque nationale de France et du ministère de l'intérieur,

- les ordres de missions concernant les personnels relevant de son autorité,

- les actes de liquidations et d'ordonnancement des recettes.

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Dominique Seridji délégation de signature est donnée à :

M. Denis Picard, chef du département des éditions du patrimoine et à Mme Karin Franques, adjointe au chef du département des éditions dans la limite de leurs attributions à l'effet de signer :

- les pré-engagements,

- les bons et lettres de commandes, les contrats en dépenses et les ordres de service sur marchés notifiés d'un montant inférieur à 22 000 • HT à l'exclusion des commandes ou contrats d'études,

- les certifications de service fait et liquidations sur les factures, les procès-verbaux de réception de prestations ainsi que les certificats administratifs en cas de paiement sur duplicata,

- les décomptes de coédition et tout certificat à produire à l'appui des titres de recettes,

- les formulaires d'enregistrement au dépôt légal de la bibliothèque nationale de France et du ministère de l'intérieur,

- les ordres de missions concernant les personnels relevant de leur autorité,

- les actes de liquidations et d'ordonnancement des recettes.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Dominique Carré et Mme Christine Richet délégation de signature est donnée à :

Mme Emmanuelle Peret, chef du bureau administratif, budgétaire et juridique des éditions dans la limite de ses attributions à l'effet de signer :

- les pré-engagements,

- les bons et lettres de commandes, les contrats en dépenses et les ordres de service sur marchés notifiés d'un montant inférieur à 11 000 • HT à l'exclusion des commandes ou contrats d'études,

- les certifications de service fait et liquidations sur les factures, les procès-verbaux de réception de prestations ainsi que les certificats administratifs en cas de paiement sur duplicata,
- les décomptes de coédition et tout certificat à produire à l'appui des titres de recettes,
- les formulaires d'enregistrement au dépôt légal de la bibliothèque nationale de France et du ministère de l'intérieur.

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Dominique Seridji délégation de signature est donnée à :

M. Régis Louvet, responsable du département diffusion dans la limite de ses attributions, à l'effet de signer :

- les pré-engagements,
- les bons ou lettres de commandes, les contrats en dépenses et les ordres de service sur marchés notifiés d'un montant inférieur à 22 000 • HT à l'exclusion des commandes ou contrats d'études,
- les certifications de service fait et liquidations sur les factures, les procès-verbaux de réception de prestations ainsi que les certificats administratifs en cas de paiement sur duplicata,
- les ordres de missions concernant les personnels relevant de son autorité,
- les actes de liquidations et d'ordonnancement des recettes.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Régis Louvet, délégation de signature est donnée à Mme Nathalie Jacquet, chef du secteur gestion, à l'effet de signer dans la limite de ses attributions :

- les pré-engagements,
- les bons de commandes, les contrats en dépenses et les ordres de service sur marchés notifiés d'un montant inférieur à 11 000 • HT à l'exclusion des commandes ou contrats d'études,
- les certifications de service fait et liquidations sur les factures, les procès-verbaux de réception de prestations ainsi que les certificats administratifs en cas de paiement sur duplicata,
- les actes de liquidations et d'ordonnancement des recettes.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Régis Louvet, délégation de signature est donnée à :

M. Patrick Elsensohn, responsable du pôle gestion logistique, à l'effet de signer dans la limite de ses attributions :

- les bons de commandes d'un montant inférieur à 11 000 • HT.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Régis

Louvet, délégation de signature est donnée à Mme Marie Odile Rigaud, responsable de la librairie du patrimoine Sully, à Mme Françoise Simon, responsable de la librairie des Tuileries, à l'effet de signer dans la limite de leurs attributions :

- les pré-engagements,
- les bons de commandes, les contrats en dépenses et les ordres de service sur marchés notifiés d'un montant inférieur à 11 000 • HT à l'exclusion des commandes ou contrats d'études,
- les certifications de service fait et liquidations sur les factures, les procès-verbaux de réception de prestations ainsi que les certificats administratifs en cas de paiement sur duplicata.

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Dominique Seridji délégation de signature est donnée à :

Mme Josiane de Bouter, attachée d'études, à l'effet de signer dans la limite de ses attributions :

- les bons et lettres de commandes, les contrats en dépenses et les ordres de service sur marchés notifiés d'un montant inférieur à 5 000 • HT à l'exclusion des commandes ou contrats d'études,
- les certifications de service fait et liquidations sur les factures, les procès-verbaux de réception de prestations ainsi que les certificats administratifs en cas de paiement sur duplicata.

Art. 2. - la présente décision annule et remplace la décision de délégation n° 06-2002 du 1^{er} août 2002. Elle prend effet à compter de sa date de signature.

Le président du centre des monuments nationaux
Christophe Vallet

Décision n° 1-2003 du 19 mars 2003 portant délégation de signature.

Le président du centre des monuments nationaux,

Vu le décret n° 65-515 du 30 juin 1965 modifiant certaines dispositions de la loi du 10 juillet 1914 sur la caisse nationale des monuments historiques et des sites,

Vu le décret n° 95-462 du 26 avril 1995 portant statut de la caisse nationale des monuments historiques et des sites modifié par le décret n° 2000-357 du 21 avril 2000 relatif au centre des monuments nationaux,

Vu le décret du 19 avril 2002 nommant M. Christophe Vallet, président du centre des monuments nationaux,

Vu l'arrêté du 4 septembre 2000 nommant M. Alain Loiseau, directeur du centre des monuments nationaux,

Vu la décision n° 5-2002 du 22 avril 2002 portant délégation de signature à M. Alain Loiseau.

Décide :

Art. 1^{er}. - En cas d'absence ou d'empêchement de M. Christophe Vallet et de M. Alain Loiseau délégation de signature est donnée à :

Mme Luisella Majewski, adjointe à la sous-direction de l'action culturelle et du développement, dans la limite de ses attributions à l'effet de signer :

- les pré-engagements,
- les certifications de service fait et liquidations sur les factures, les procès-verbaux de réception de prestations ainsi que les certificats administratifs en cas de paiement sur duplicata,
- les bons ou lettres de commandes, les contrats en dépenses et les ordres de service sur marchés notifiés d'un montant inférieur à 22 K• TTC,
- les ordres de mission concernant les personnels relevant de son autorité.

M. Régis Lépany, chef de la mission des visites-conférences, M. Jean-Luc Meslet, chef de la mission de la visite du monument, dans la limite de leurs attributions respectives, à l'effet de signer :

- les pré-engagements,
- les certifications de service fait et liquidations sur les factures, les procès-verbaux de réception de prestations ainsi que les certificats administratifs en cas de paiement sur duplicata.

Mme Marina Santelli, chef de la mission du développement et de l'observatoire des publics, dans la limite de leurs attributions respectives, à l'effet de signer :

- les pré-engagements,
- les certifications de service fait et liquidations sur les factures, les procès-verbaux de réception de prestations ainsi que les certificats administratifs en cas de paiement sur duplicata,
- les bons de commandes et les contrats en dépenses d'un montant inférieur à 7,5 K• TTC dans la limite des crédits ouverts pour les missions interrégionales ou régionales au titre de la dotation globalisée (chapitre 0656),
- les ordres de mission concernant les personnels relevant de son autorité.

Art. 2. - la présente délégation annule et remplace la décision en date du 22 avril 2002 n° 1-2002. Elle prend effet à compter de sa date de signature.

Le président du centre des monuments nationaux
Christophe Vallet

Décision n° 2-2003 du 21 mars 2003 portant délégation de signature.

Le président du centre des monuments nationaux,

Vu le décret n° 65-515 du 30 juin 1965 modifiant certaines dispositions de la loi du 10 juillet 1914 sur la caisse nationale des monuments historiques et des sites,

Vu le décret n° 95-462 du 26 avril 1995 portant statut de la caisse nationale des monuments historiques et des sites modifié par le décret n° 2000-357 du 21 avril 2000 relatif au centre des monuments nationaux,

Vu le décret du 19 avril 2002 nommant M. Christophe Vallet, président du centre des monuments nationaux,

Vu l'arrêté du 4 septembre 2000 nommant M. Alain Loiseau, directeur du centre des monuments nationaux,

Vu la note du directeur n° 1402/174/AL/CS/SA/ en date du 29 janvier 2001, relative à la gestion des agents non titulaires rémunérés sur crédits,

Vu la décision du 26 février 2002 nommant M. Jean-Louis Charpentier, administrateur du domaine national de Champs-sur-Marne,

Vu la décision du 29 mars 2002 nommant M. Jean-Louis Charpentier, administrateur du domaine de Jossigny,

Décide :

Art. 1^{er}. - Délégation de signature est donnée à M. Jean-Louis Charpentier, dans la limite de ses attributions, à l'effet de signer :

- les bons de commande, les contrats en dépenses et les ordres de service sur marchés d'un montant inférieur à 23 000 • T.T.C. dans la limite des crédits ouverts :

. au titre de la dotation globale de fonctionnement déconcentrée (chapitre 0656)

. et au titre des crédits d'investissement déconcentrés (chapitre 0695)

à l'exclusion des commandes ou contrats d'études,

- les certifications de service fait et liquidations sur les factures relatives aux dépenses des monuments dont il a la responsabilité ainsi que les certificats administratifs en cas de paiement sur duplicata,

- les ordres de mission, les autorisations et les certificats relatifs aux déplacements des personnels placés sous son autorité quel que soit leur statut à l'exclusion des ordres de mission liés à la formation continue des personnels placés sous son autorité,

- les autorisations d'occupation pour les locations ou les tournages dès lors que celles-ci ne dérogent ni aux catégories d'occupation, ni aux tarifs y afférents en vigueur, à l'exclusion des autorisations correspondant à des demandes émanant d'organismes de la presse écrite, audio et télévisuelle de niveau national,

- les factures correspondant aux autorisations d'occupation et aux droits d'entrée lorsqu'il s'avère nécessaire de donner un justificatif au client préalablement à l'émission du titre de recettes,
- les fiches de prêts de documents, œuvres ou objets d'art empruntés à des personnes publiques ou privées à l'occasion d'expositions dans les monuments.

Art. 2. - La présente décision prend effet à compter de sa date de signature.

Le président du centre des monuments nationaux,
Christophe Vallet
L'administrateur,
Jean-Louis Charpentier

Décision n° 4-2003 du 21 mars 2003 portant délégation de signature.

Le président du centre des monuments nationaux,
Vu le décret n° 65-515 du 30 juin 1965 modifiant certaines dispositions de la loi du 10 juillet 1914 sur la caisse nationale des monuments historiques et des sites,
Vu le décret n° 95-462 du 26 avril 1995 portant statut de la caisse nationale des monuments historiques et des sites modifié par le décret n° 2000-357 du 21 avril 2000 relatif au centre des monuments nationaux,
Vu le décret du 19 avril 2002 nommant M. Christophe Vallet, président du centre des monuments nationaux,
Vu l'arrêté du 4 septembre 2000 nommant M. Alain Loiseau, directeur du centre des monuments nationaux,
Vu la note du directeur n° 1402/174/AL/CS/SA/ en date du 29 janvier 2001, relative à la gestion des agents non titulaires rémunérés sur crédits,
Vu la décision du 28 février 2002 nommant M. Laurent Heulot, administrateur du Cairn de Barnenez et du site mégalithique de Carnac,
Vu la décision du 13 juin 2002 nommant M. Laurent Heulot, administrateur du site mégalithique de Locmariaquer,

Décide :

Art. 1^{er}. - Délégation de signature est donnée à M. Laurent Heulot, dans la limite de ses attributions, à l'effet de signer :

- les bons de commande, les contrats en dépenses et les ordres de service sur marchés d'un montant inférieur à 23 000 • T.T.C. dans la limite des crédits ouverts :
- . au titre de la dotation globale de fonctionnement déconcentrée (chapitre 0656)
- . et au titre des crédits d'investissement déconcentrés (chapitre 0695)

- à l'exclusion des commandes ou contrats d'études,
- les certifications de service fait et liquidations sur les factures relatives aux dépenses des monuments dont il a la responsabilité ainsi que les certificats administratifs en cas de paiement sur duplicata,
- les ordres de mission, les autorisations et les certificats relatifs aux déplacements des personnels placés sous son autorité quel que soit leur statut à l'exclusion des ordres de mission liés à la formation continue des personnels placés sous son autorité,
- les autorisations d'occupation pour les locations ou les tournages dès lors que celles-ci ne dérogent ni aux catégories d'occupation, ni aux tarifs y afférents en vigueur, à l'exclusion des autorisations correspondant à des demandes émanant d'organismes de la presse écrite, audio et télévisuelle de niveau national,
- les factures correspondant aux autorisations d'occupation et aux droits d'entrée lorsqu'il s'avère nécessaire de donner un justificatif au client préalablement à l'émission du titre de recettes,
- les fiches de prêts de documents, œuvres ou objets d'art empruntés à des personnes publiques ou privées à l'occasion d'expositions dans les monuments.

Art. 2. - La présente décision prend effet à compter de sa date de signature.

Le président du centre des monuments nationaux,
Christophe Vallet
L'administrateur,
Laurent Heulot

Décision n° 5-2003 du 21 mars 2003 portant délégation de signature.

Le président du centre des monuments nationaux,
Vu le décret n° 65-515 du 30 juin 1965 modifiant certaines dispositions de la loi du 10 juillet 1914 sur la caisse nationale des monuments historiques et des sites,
Vu le décret n° 95-462 du 26 avril 1995 portant statut de la caisse nationale des monuments historiques et des sites modifié par le décret n° 2000-357 du 21 avril 2000 relatif au centre des monuments nationaux,
Vu le décret du 19 avril 2002 nommant M. Christophe Vallet, président du centre des monuments nationaux,
Vu l'arrêté du 4 septembre 2000 nommant M. Alain Loiseau, directeur du centre des monuments nationaux,
Vu la note du directeur n° 1402/174/AL/CS/SA/ en date du 29 janvier 2001, relative à la gestion des agents non titulaires rémunérés sur crédits,
Vu la décision du 14 février 2002 nommant Mme Patricia Corbett, administratrice de la cité de Carcassonne,

Décide :

Art. 1^{er}. - Délégation de signature est donnée à Mme Patricia Corbett, dans la limite de ses attributions, à l'effet de signer :

- les bons de commande, les contrats en dépenses et les ordres de service sur marchés d'un montant inférieur à 23 000 • T.T.C. dans la limite des crédits ouverts :

- . au titre de la dotation globale de fonctionnement déconcentrée (chapitre 0656)

- . et au titre des crédits d'investissement déconcentrés (chapitre 0695)

à l'exclusion des commandes ou contrats d'études,

- les certifications de service fait et liquidations sur les factures relatives aux dépenses du monument dont elle a la responsabilité ainsi que les certificats administratifs en cas de paiement sur duplicata,

- les ordres de mission, les autorisations et les certificats relatifs aux déplacements des personnels placés sous son autorité quel que soit leur statut à l'exclusion des ordres de mission liés à la formation continue des personnels placés sous son autorité,

- les autorisations d'occupation pour les locations ou les tournages dès lors que celles-ci ne dérogent ni aux catégories d'occupation, ni aux tarifs y afférents en vigueur, à l'exclusion des autorisations correspondant à des demandes émanant d'organismes de la presse écrite, audio et télévisuelle de niveau national,

- les factures correspondant aux autorisations d'occupation et aux droits d'entrée lorsqu'il s'avère nécessaire de donner un justificatif au client préalablement à l'émission du titre de recettes,

- les fiches de prêts de documents, œuvres ou objets d'art empruntés à des personnes publiques ou privées à l'occasion d'expositions dans le monument.

Art. 2. - La présente décision prend effet à compter de sa date de signature.

Le président du centre des monuments nationaux,
Christophe Vallet
L'administratrice,
Patricia Corbett

Décision n° 6-2003 du 21 mars 2003 portant délégation de signature.

Le président du centre des monuments nationaux,

Vu le décret n° 65-515 du 30 juin 1965 modifiant certaines dispositions de la loi du 10 juillet 1914 sur la caisse nationale des monuments historiques et des sites,

Vu le décret n° 95-462 du 26 avril 1995 portant statut de la caisse nationale des monuments historiques et des sites modifié par le décret n° 2000-357 du 21 avril 2000 relatif au centre des monuments nationaux,

Vu le décret du 19 avril 2002 nommant M. Christophe Vallet, président du centre des monuments nationaux,

Vu l'arrêté du 4 septembre 2000 nommant M. Alain Loiseau, directeur du centre des monuments nationaux,

Vu la note du directeur n° 1402/174/AL/CS/SA/ en date du 29 janvier 2001, relative à la gestion des agents non titulaires rémunérés sur crédits,

Vu la décision du 14 février 2002 nommant Mme Christine Langrand, administratrice des domaines nationaux des Tuileries et du Palais-Royal,

Décide :

Art. 1^{er}. - Délégation de signature est donnée à madame Christine Langrand, dans la limite de ses attributions, à l'effet de signer :

- les bons de commande, les contrats en dépenses et les ordres de service sur marchés d'un montant inférieur à 23 000 • T.T.C. dans la limite des crédits ouverts :

- . au titre de la dotation globale de fonctionnement déconcentrée (chapitre 0656)

- . et au titre des crédits d'investissement déconcentrés (chapitre 0695)

à l'exclusion des commandes ou contrats d'études,

- les certifications de service fait et liquidations sur les factures relatives aux dépenses des monuments dont elle a la responsabilité ainsi que les certificats administratifs en cas de paiement sur duplicata,

- les ordres de mission, les autorisations et les certificats relatifs aux déplacements des personnels placés sous son autorité quel que soit leur statut à l'exclusion des ordres de mission liés à la formation continue des personnels placés sous son autorité,

- les autorisations d'occupation pour les locations ou les tournages dès lors que celles-ci ne dérogent ni aux catégories d'occupation, ni aux tarifs y afférents en vigueur, à l'exclusion des autorisations correspondant à des demandes émanant d'organismes de la presse écrite, audio et télévisuelle de niveau national,

- les factures correspondant aux autorisations d'occupation et aux droits d'entrée lorsqu'il s'avère nécessaire de donner un justificatif au client préalablement à l'émission du titre de recettes,

- les fiches de prêts de documents, œuvres ou objets d'art empruntés à des personnes publiques ou privées à l'occasion d'expositions dans les monuments.

Art. 2. - La présente décision prend effet à compter de sa date de signature.

Le président du centre des monuments nationaux,
Christophe Vallet
L'administratrice,
Christine Langrand

Décision n° 7-2003 du 21 mars 2003 portant délégation de signature.

Le président du centre des monuments nationaux,

Vu le décret n° 65-515 du 30 juin 1965 modifiant certaines dispositions de la loi du 10 juillet 1914 sur la caisse nationale des monuments historiques et des sites,

Vu le décret n° 95-462 du 26 avril 1995 portant statut de la caisse nationale des monuments historiques et des sites modifié par le décret n° 2000-357 du 21 avril 2000 relatif au centre des monuments nationaux,

Vu le décret du 19 avril 2002 nommant M. Christophe Vallet, président du centre des monuments nationaux,

Vu l'arrêté du 4 septembre 2000 nommant M. Alain Loiseau, directeur du centre des monuments nationaux,

Vu la note du directeur n° 1402/174/AL/CS/SA/ en date du 29 janvier 2001, relative à la gestion des agents non titulaires rémunérés sur crédits,

Vu la décision du 25 mars 2002 nommant Mme Véronique Legrand, administratrice du site archéologique de Glanum, de l'hôtel de Sade et du château de Tarascon,

Décide :

Art. 1^{er}. - Délégation de signature est donnée à Mme Véronique Legrand, dans la limite de ses attributions, à l'effet de signer :

- les bons de commande, les contrats en dépenses et les ordres de service sur marchés d'un montant inférieur à 23 000 • T.T.C. dans la limite des crédits ouverts :

- . au titre de la dotation globale de fonctionnement déconcentrée (chapitre 0656)

- . et au titre des crédits d'investissement déconcentrés (chapitre 0695)

à l'exclusion des commandes ou contrats d'études,

- les certifications de service fait et liquidations sur les factures relatives aux dépenses des monuments dont elle a la responsabilité ainsi que les certificats administratifs en cas de paiement sur duplicata,

- les ordres de mission, les autorisations et les certificats relatifs aux déplacements des personnels placés sous son autorité quel que soit leur statut à l'exclusion des ordres de mission liés à la formation continue des personnels placés sous son autorité,

- les autorisations d'occupation pour les locations ou les tournages dès lors que celles-ci ne dérogent ni aux catégories d'occupation, ni aux tarifs y afférents en vigueur, à l'exclusion des autorisations correspondant à des demandes émanant d'organismes de la presse écrite, audio et télévisuelle de niveau national,

- les factures correspondant aux autorisations d'occupation et aux droits d'entrée lorsqu'il s'avère nécessaire de donner un justificatif au client préalablement à l'émission du titre de recettes,

- les fiches de prêts de documents, œuvres ou objets d'art empruntés à des personnes publiques ou privées à l'occasion d'expositions dans les monuments.

Art. 2. - La présente décision prend effet à compter de sa date de signature.

Le président du centre des monuments nationaux,
Christophe Vallet
L'administratrice,
Véronique Legrand

Décision n° 8-2003 du 21 mars 2003 portant délégation de signature.

Le président du centre des monuments nationaux,

Vu le décret n° 65-515 du 30 juin 1965 modifiant certaines dispositions de la loi du 10 juillet 1914 sur la caisse nationale des monuments historiques et des sites,

Vu le décret n° 95-462 du 26 avril 1995 portant statut de la caisse nationale des monuments historiques et des sites modifié par le décret n° 2000-357 du 21 avril 2000 relatif au centre des monuments nationaux,

Vu le décret du 19 avril 2002 nommant M. Christophe Vallet, président du centre des monuments nationaux,

Vu l'arrêté du 4 septembre 2000 nommant M. Alain Loiseau, directeur du centre des monuments nationaux,

Vu la note du directeur n° 1402/174/AL/CS/SA/ en date du 29 janvier 2001, relative à la gestion des agents non titulaires rémunérés sur crédits,

Vu la décision du 31 décembre 2001 nommant M. Gilles Bonneville, administrateur du domaine national de Saint-Cloud,

Décide :

Art. 1^{er}. - Délégation de signature est donnée à M. Gilles Bonneville, dans la limite de ses attributions, à l'effet de signer :

- les bons de commande, les contrats en dépenses et les ordres de service sur marchés d'un montant inférieur à 23 000 • T.T.C. dans la limite des crédits ouverts :

- . au titre de la dotation globale de fonctionnement déconcentrée (chapitre 0656)

. et au titre des crédits d'investissement déconcentrés (chapitre 0695)

à l'exclusion des commandes ou contrats d'études,

- les certifications de service fait et liquidations sur les factures relatives aux dépenses du monument dont il a la responsabilité ainsi que les certificats administratifs en cas de paiement sur duplicata,
- les ordres de mission, les autorisations et les certificats relatifs aux déplacements des personnels placés sous son autorité quel que soit leur statut à l'exclusion des ordres de mission liés à la formation continue des personnels placés sous son autorité,
- les autorisations d'occupation pour les locations ou les tournages dès lors que celles-ci ne dérogent ni aux catégories d'occupation, ni aux tarifs y afférents en vigueur, à l'exclusion des autorisations correspondant à des demandes émanant d'organismes de la presse écrite, audio et télévisuelle de niveau national,
- les factures correspondant aux autorisations d'occupation et aux droits d'entrée lorsqu'il s'avère nécessaire de donner un justificatif au client préalablement à l'émission du titre de recettes,
- les fiches de prêts de documents, œuvres ou objets d'art empruntés à des personnes publiques ou privées à l'occasion d'expositions dans le monument.

Art. 2. - La présente décision prend effet à compter de sa date de signature.

Le président du centre des monuments nationaux,
Christophe Vallet
L'administrateur,
Gilles Bonnevalle

Décision n° 10-2003 du 21 mars 2003 portant délégation de signature.

Le président du centre des monuments nationaux,

Vu le décret n° 65-515 du 30 juin 1965 modifiant certaines dispositions de la loi du 10 juillet 1914 sur la caisse nationale des monuments historiques et des sites,

Vu le décret n° 95-462 du 26 avril 1995 portant statut de la caisse nationale des monuments historiques et des sites modifié par le décret n° 2000-357 du 21 avril 2000 relatif au centre des monuments nationaux,

Vu le décret du 19 avril 2002 nommant M. Christophe Vallet, président du centre des monuments nationaux,

Vu l'arrêté du 4 septembre 2000 nommant M. Alain Loiseau, directeur du centre des monuments nationaux,

Vu la note du directeur n° 1402/174/AL/CS/SA/ en date du 29 janvier 2001, relative à la gestion des agents non titulaires rémunérés sur crédits,

Vu la décision du 1^{er} septembre 2001 nommant Mme Lise Grenier, administrateur de l'abbaye de Cluny,

Décide :

Art. 1^{er}. - Délégation de signature est donnée à Mme Lise Grenier, dans la limite de ses attributions, à l'effet de signer :

- les bons de commande, les contrats en dépenses et les ordres de service sur marchés d'un montant inférieur à 23 000 • T.T.C. dans la limite des crédits ouverts :

. au titre de la dotation globale de fonctionnement déconcentrée (chapitre 0656)

. et au titre des crédits d'investissement déconcentrés (chapitre 0695)

à l'exclusion des commandes ou contrats d'études,

- les certifications de service fait et liquidations sur les factures relatives aux dépenses du monument dont elle a la responsabilité ainsi que les certificats administratifs en cas de paiement sur duplicata,
- les ordres de mission, les autorisations et les certificats relatifs aux déplacements des personnels placés sous son autorité quel que soit leur statut à l'exclusion des ordres de mission liés à la formation continue des personnels placés sous son autorité,
- les autorisations d'occupation pour les locations ou les tournages dès lors que celles-ci ne dérogent ni aux catégories d'occupation, ni aux tarifs y afférents en vigueur, à l'exclusion des autorisations correspondant à des demandes émanant d'organismes de la presse écrite, audio et télévisuelle de niveau national,
- les factures correspondant aux autorisations d'occupation et aux droits d'entrée lorsqu'il s'avère nécessaire de donner un justificatif au client préalablement à l'émission du titre de recettes,
- les fiches de prêts de documents, œuvres ou objets d'art empruntés à des personnes publiques ou privées à l'occasion d'expositions dans le monument.

Art. 2. - La présente décision prend effet à compter de sa date de signature.

Le président du centre des monuments nationaux,
Christophe Vallet
L'administratrice,
Lise Grenier

Décision n° 10b-2003 du 21 mars 2003 portant délégation de signature.

Le président du centre des monuments nationaux,

Vu le décret n° 65-515 du 30 juin 1965 modifiant certaines dispositions de la loi du 10 juillet 1914 sur la caisse nationale des monuments historiques et des sites,

Vu le décret n° 95-462 du 26 avril 1995 portant statut de la caisse nationale des monuments historiques et des sites modifié par le décret n° 2000-357 du 21 avril 2000 relatif au centre des monuments nationaux,

Vu le décret du 19 avril 2002 nommant M. Christophe Vallet, président du centre des monuments nationaux,
 Vu l'arrêté du 4 septembre 2000 nommant M. Alain Loiseau, directeur du centre des monuments nationaux,
 Vu la note du directeur n° 1402/174/AL/CS/SA/ en date du 29 janvier 2001, relative à la gestion des agents non titulaires rémunérés sur crédits,
 Vu la décision du 22 mai 2002 nommant Mme Sylvie Clavel, administratrice de la Conciergerie – Sainte Chapelle.

Décide :

Art. 1^{er}. - Délégation de signature est donnée à Mme Sylvie Clavel, dans la limite de ses attributions, à l'effet de signer :

- les bons de commande, les contrats en dépenses et les ordres de service sur marchés d'un montant inférieur à 23 000 • T.T.C. dans la limite des crédits ouverts :

- . au titre de la dotation globale de fonctionnement déconcentrée (chapitre 0656)

- . et au titre des crédits d'investissement déconcentrés (chapitre 0695)

à l'exclusion des commandes ou contrats d'études,

- les certifications de service fait et liquidations sur les factures relatives aux dépenses des monuments dont elle a la responsabilité ainsi que les certificats administratifs en cas de paiement sur duplicata,

- les ordres de mission, les autorisations et les certificats relatifs aux déplacements des personnels placés sous son autorité quel que soit leur statut à l'exclusion des ordres de mission liés à la formation continue des personnels placés sous son autorité,

- les autorisations d'occupation pour les locations ou les tournages dès lors que celles-ci ne dérogent ni aux catégories d'occupation, ni aux tarifs y afférents en vigueur, à l'exclusion des autorisations correspondant à des demandes émanant d'organismes de la presse écrite, audio et télévisuelle de niveau national,

- les factures correspondant aux autorisations d'occupation et aux droits d'entrée lorsqu'il s'avère nécessaire de donner un justificatif au client préalablement à l'émission du titre de recettes,

- les fiches de prêts de documents, œuvres ou objets d'art empruntés à des personnes publiques ou privées à l'occasion d'expositions dans les monuments.

Art. 2. - La présente décision prend effet à compter de sa date de signature.

Le président du centre des monuments nationaux,
 Christophe Vallet
 L'administratrice,
 Sylvie Clavel

Décision n° 11-2003 du 21 mars 2003 portant délégation de signature.

Le président du centre des monuments nationaux,

Vu le décret n° 65-515 du 30 juin 1965 modifiant certaines dispositions de la loi du 10 juillet 1914 sur la caisse nationale des monuments historiques et des sites,

Vu le décret n° 95-462 du 26 avril 1995 portant statut de la caisse nationale des monuments historiques et des sites modifié par le décret n° 2000-357 du 21 avril 2000 relatif au centre des monuments nationaux,

Vu le décret du 19 avril 2002 nommant M. Christophe Vallet, président du centre des monuments nationaux,

Vu l'arrêté du 4 septembre 2000 nommant M. Alain Loiseau, directeur du centre des monuments nationaux,

Vu la note du directeur n° 1402/174/AL/CS/SA/ en date du 29 janvier 2001, relative à la gestion des agents non titulaires rémunérés sur crédits,

Vu la décision du 1^{er} janvier 2002 nommant M. Jean-Paul Pigeat, administrateur du château de Chaumont-sur-Loire,

Décide :

Art. 1^{er}. - Délégation de signature est donnée à M. Jean-Paul Pigeat, dans la limite de ses attributions, à l'effet de signer :

- les bons de commande, les contrats en dépenses et les ordres de service sur marchés d'un montant inférieur à 23 000 • T.T.C. dans la limite des crédits ouverts :

- . au titre de la dotation globale de fonctionnement déconcentrée (chapitre 0656)

- . et au titre des crédits d'investissement déconcentrés (chapitre 0695)

à l'exclusion des commandes ou contrats d'études,

- les certifications de service fait et liquidations sur les factures relatives aux dépenses du monument dont il a la responsabilité ainsi que les certificats administratifs en cas de paiement sur duplicata,

- les ordres de mission, les autorisations et les certificats relatifs aux déplacements des personnels placés sous son autorité quel que soit leur statut à l'exclusion des ordres de mission liés à la formation continue des personnels placés sous son autorité,

- les autorisations d'occupation pour les locations ou les tournages dès lors que celles-ci ne dérogent ni aux catégories d'occupation, ni aux tarifs y afférents en vigueur, à l'exclusion des autorisations correspondant à des demandes émanant d'organismes de la presse écrite, audio et télévisuelle de niveau national,

- les factures correspondant aux autorisations d'occupation et aux droits d'entrée lorsqu'il s'avère

nécessaire de donner un justificatif au client préalablement à l'émission du titre de recettes,

- les fiches de prêts de documents, œuvres ou objets d'art empruntés à des personnes publiques ou privées à l'occasion d'expositions dans le monument.

Art. 2. - La présente décision prend effet à compter de sa date de signature.

Le président du centre des monuments nationaux,
Christophe Vallet
L'administrateur,
Jean-Paul Pigeat

Décision n° 12-2003 du 21 mars 2003 portant délégation de signature.

Le président du centre des monuments nationaux,

Vu le décret n° 65-515 du 30 juin 1965 modifiant certaines dispositions de la loi du 10 juillet 1914 sur la caisse nationale des monuments historiques et des sites,

Vu le décret n° 95-462 du 26 avril 1995 portant statut de la caisse nationale des monuments historiques et des sites modifié par le décret n° 2000-357 du 21 avril 2000 relatif au centre des monuments nationaux,

Vu le décret du 19 avril 2002 nommant M. Christophe Vallet, président du centre des monuments nationaux,

Vu l'arrêté du 4 septembre 2000 nommant M. Alain Loiseau, directeur du centre des monuments nationaux,

Vu la note du directeur n° 1402/174/AL/CS/SA/ en date du 29 janvier 2001, relative à la gestion des agents non titulaires rémunérés sur crédits,

Vu la décision du 1^{er} novembre 1991 nommant M. Jean-Jacques Cleyet-Merle, administrateur du site archéologique des Eyzies de Tayac, des grottes de Combarelles et de Font-de-Gaume et du gisement de Laugerie-Haute,

Décide :

Art. 1^{er}. - Délégation de signature est donnée à M. Jean-Jacques Cleyet-Merle, dans la limite de ses attributions, à l'effet de signer :

- les bons de commande, les contrats en dépenses et les ordres de service sur marchés d'un montant inférieur à 23 000 • T.T.C. dans la limite des crédits ouverts :

. au titre de la dotation globale de fonctionnement déconcentrée (chapitre 0656)

. et au titre des crédits d'investissement déconcentrés (chapitre 0695)

à l'exclusion des commandes ou contrats d'études,

- les certifications de service fait et liquidations sur les factures relatives aux dépenses des monuments

dont il a la responsabilité ainsi que les certificats administratifs en cas de paiement sur duplicata,

- les ordres de mission, les autorisations et les certificats relatifs aux déplacements des personnels placés sous son autorité quel que soit leur statut à l'exclusion des ordres de mission liés à la formation continue des personnels placés sous son autorité,

- les autorisations d'occupation pour les locations ou les tournages dès lors que celles-ci ne dérogent ni aux catégories d'occupation, ni aux tarifs y afférents en vigueur, à l'exclusion des autorisations correspondant à des demandes émanant d'organismes de la presse écrite, audio et télévisuelle de niveau national,

- les factures correspondant aux autorisations d'occupation et aux droits d'entrée lorsqu'il s'avère nécessaire de donner un justificatif au client préalablement à l'émission du titre de recettes,

- les fiches de prêts de documents, œuvres ou objets d'art empruntés à des personnes publiques ou privées à l'occasion d'expositions dans les monuments.

Art. 2. - La présente décision prend effet à compter de sa date de signature.

Le président du centre des monuments nationaux,
Christophe Vallet
L'administrateur,
Jean-Jacques Cleyet-Merle

Décision n° 13-2003 du 21 mars 2003 portant délégation de signature.

Le président du centre des monuments nationaux,

Vu le décret n° 65-515 du 30 juin 1965 modifiant certaines dispositions de la loi du 10 juillet 1914 sur la caisse nationale des monuments historiques et des sites,

Vu le décret n° 95-462 du 26 avril 1995 portant statut de la caisse nationale des monuments historiques et des sites modifié par le décret n° 2000-357 du 21 avril 2000 relatif au centre des monuments nationaux,

Vu le décret du 19 avril 2002 nommant M. Christophe Vallet, président du centre des monuments nationaux,

Vu l'arrêté du 4 septembre 2000 nommant M. Alain Loiseau, directeur du centre des monuments nationaux,

Vu la note du directeur n° 1402/174/AL/CS/SA/ en date du 29 janvier 2001, relative à la gestion des agents non titulaires rémunérés sur crédits,

Vu la décision du 1^{er} avril 1995 nommant Mme Françoise Henry-Morlier, administratrice du château des ducs d'Épernon à Cadillac

Vu la décision du 15 septembre 1999 nommant Mme Françoise Henry-Morlier, administratrice de l'abbaye de la Sauve-Majeure et de la tour de Pey-Berland à Bordeaux,

Décide :

Art. 1^{er}. - Délégation de signature est donnée à Mme Françoise Henry-Morlier, dans la limite de ses attributions, à l'effet de signer :

- les bons de commande, les contrats en dépenses et les ordres de service sur marchés d'un montant inférieur à 23 000 • T.T.C. dans la limite des crédits ouverts :

. au titre de la dotation globale de fonctionnement déconcentrée (chapitre 0656)

. et au titre des crédits d'investissement déconcentrés (chapitre 0695)

à l'exclusion des commandes ou contrats d'études,

- les certifications de service fait et liquidations sur les factures relatives aux dépenses des monuments dont elle a la responsabilité ainsi que les certificats administratifs en cas de paiement sur duplicata,

- les ordres de mission, les autorisations et les certificats relatifs aux déplacements des personnels placés sous son autorité quel que soit leur statut à l'exclusion des ordres de mission liés à la formation continue des personnels placés sous son autorité,

- les autorisations d'occupation pour les locations ou les tournages dès lors que celles-ci ne dérogent ni aux catégories d'occupation, ni aux tarifs y afférents en vigueur, à l'exclusion des autorisations correspondant à des demandes émanant d'organismes de la presse écrite, audio et télévisuelle de niveau national,

- les factures correspondant aux autorisations d'occupation et aux droits d'entrée lorsqu'il s'avère nécessaire de donner un justificatif au client préalablement à l'émission du titre de recettes,

- les fiches de prêts de documents, œuvres ou objets d'art empruntés à des personnes publiques ou privées à l'occasion d'expositions dans les monuments.

Art. 2. - La présente décision prend effet à compter de sa date de signature.

Le président du centre des monuments nationaux,
Christophe Vallet
L'administratrice,
Françoise Henry-Morlier

Décision n° 14-2003 du 21 mars 2003 portant délégation de signature.

Le président du centre des monuments nationaux,

Vu le décret n° 65-515 du 30 juin 1965 modifiant certaines dispositions de la loi du 10 juillet 1914 sur la caisse nationale des monuments historiques et des sites,

Vu le décret n° 95-462 du 26 avril 1995 portant statut de la caisse nationale des monuments historiques et des sites modifié par le décret n° 2000-357 du 21 avril 2000 relatif au centre des monuments nationaux,

Vu le décret du 19 avril 2002 nommant M. Christophe Vallet, président du centre des monuments nationaux,

Vu l'arrêté du 4 septembre 2000 nommant M. Alain Loiseau, directeur du centre des monuments nationaux,

Vu la note du directeur n° 1402/174/AL/CS/SA/ en date du 29 janvier 2001, relative à la gestion des agents non titulaires rémunérés sur crédits,

Vu la décision du 1^{er} août 1993 nommant M. Jean-Pierre Jourdan, administrateur des châteaux d'Aulteribe, de Villeneuve-Lembron et de Chareil-Cintrat,

Décide :

Art. 1^{er}. - Délégation de signature est donnée à M. Jean-Pierre Jourdan, dans la limite de ses attributions, à l'effet de signer :

- les bons de commande, les contrats en dépenses et les ordres de service sur marchés d'un montant inférieur à 23 000 • T.T.C. dans la limite des crédits ouverts :

. au titre de la dotation globale de fonctionnement déconcentrée (chapitre 0656)

. et au titre des crédits d'investissement déconcentrés (chapitre 0695)

à l'exclusion des commandes ou contrats d'études,

- les certifications de service fait et liquidations sur les factures relatives aux dépenses des monuments dont il a la responsabilité ainsi que les certificats administratifs en cas de paiement sur duplicata,

- les ordres de mission, les autorisations et les certificats relatifs aux déplacements des personnels placés sous son autorité quel que soit leur statut à l'exclusion des ordres de mission liés à la formation continue des personnels placés sous son autorité,

- les autorisations d'occupation pour les locations ou les tournages dès lors que celles-ci ne dérogent ni aux catégories d'occupation, ni aux tarifs y afférents en vigueur, à l'exclusion des autorisations correspondant à des demandes émanant d'organismes de la presse écrite, audio et télévisuelle de niveau national,

- les factures correspondant aux autorisations d'occupation et aux droits d'entrée lorsqu'il s'avère nécessaire de donner un justificatif au client préalablement à l'émission du titre de recettes,

- les fiches de prêts de documents, œuvres ou objets d'art empruntés à des personnes publiques ou privées à l'occasion d'expositions dans les monuments.

Art. 2. - La présente décision prend effet à compter de sa date de signature.

Le président du centre des monuments nationaux,
Christophe Vallet
L'administrateur,
Jean-Pierre Jourdan

Décision n° 15-2003 du 21 mars 2003 portant délégation de signature.

Le président du centre des monuments nationaux,

Vu le décret n° 65-515 du 30 juin 1965 modifiant certaines dispositions de la loi du 10 juillet 1914 sur la caisse nationale des monuments historiques et des sites,

Vu le décret n° 95-462 du 26 avril 1995 portant statut de la caisse nationale des monuments historiques et des sites modifié par le décret n° 2000-357 du 21 avril 2000 relatif au centre des monuments nationaux,

Vu le décret du 19 avril 2002 nommant M. Christophe Vallet, président du centre des monuments nationaux,

Vu l'arrêté du 4 septembre 2000 nommant M. Alain Loiseau, directeur du centre des monuments nationaux,

Vu la note du directeur n° 1402/174/AL/CS/SA/ en date du 29 janvier 2001, relative à la gestion des agents non titulaires rémunérés sur crédits,

Vu la décision du 1^{er} octobre 1999 nommant M. Daniel Sautai, administrateur des châteaux de Bussy-Rabutin et de Châteauneuf-en-Auxois,

Décide :

Art. 1^{er}. - Délégation de signature est donnée à M. Daniel Sautai, dans la limite de ses attributions, à l'effet de signer :

- les bons de commande, les contrats en dépenses et les ordres de service sur marchés d'un montant inférieur à 23 000 • T.T.C. dans la limite des crédits ouverts :

- . au titre de la dotation globale de fonctionnement déconcentrée (chapitre 0656)

- . et au titre des crédits d'investissement déconcentrés (chapitre 0695)

à l'exclusion des commandes ou contrats d'études,

- les certifications de service fait et liquidations sur les factures relatives aux dépenses des monuments dont il a la responsabilité ainsi que les certificats administratifs en cas de paiement sur duplicata,

- les ordres de mission, les autorisations et les certificats relatifs aux déplacements des personnels placés sous son autorité quel que soit leur statut à l'exclusion des ordres de mission liés à la formation continue des personnels placés sous son autorité,

- les autorisations d'occupation pour les locations ou les tournages dès lors que celles-ci ne dérogent ni aux catégories d'occupation, ni aux tarifs y afférents en vigueur, à l'exclusion des autorisations correspondant à des demandes émanant d'organismes de la presse écrite, audio et télévisuelle de niveau national,

- les factures correspondant aux autorisations d'occupation et aux droits d'entrée lorsqu'il s'avère nécessaire de donner un justificatif au client préalablement à l'émission du titre de recettes,

- les fiches de prêts de documents, œuvres ou objets d'art empruntés à des personnes publiques ou privées à l'occasion d'expositions dans les monuments.

Art. 2. - La présente décision prend effet à compter de sa date de signature.

Le président du centre des monuments nationaux,
Christophe Vallet
L'administrateur,
Daniel Sautai

Décision n° 16-2003 du 21 mars 2003 portant délégation de signature.

Le président du centre des monuments nationaux,

Vu le décret n° 65-515 du 30 juin 1965 modifiant certaines dispositions de la loi du 10 juillet 1914 sur la caisse nationale des monuments historiques et des sites,

Vu le décret n° 95-462 du 26 avril 1995 portant statut de la caisse nationale des monuments historiques et des sites modifié par le décret n° 2000-357 du 21 avril 2000 relatif au centre des monuments nationaux,

Vu le décret du 19 avril 2002 nommant M. Christophe Vallet, président du centre des monuments nationaux,

Vu l'arrêté du 4 septembre 2000 nommant M. Alain Loiseau, directeur du centre des monuments nationaux,

Vu la note du directeur n° 1402/174/AL/CS/SA/ en date du 29 janvier 2001, relative à la gestion des agents non titulaires rémunérés sur crédits,

Vu la décision du 1^{er} juin 2001 nommant M. Georges Buisson, administrateur du Palais Jacques Cœur à Bourges, de la crypte de la cathédrale de Bourges et de la maison George Sand à Nohant,

Décide :

Art. 1^{er}. - Délégation de signature est donnée à M. Georges Buisson, dans la limite de ses attributions, à l'effet de signer :

- les bons de commande, les contrats en dépenses et les ordres de service sur marchés d'un montant inférieur à 23 000 • T.T.C. dans la limite des crédits ouverts :

- . au titre de la dotation globale de fonctionnement déconcentrée (chapitre 0656)

- . et au titre des crédits d'investissement déconcentrés (chapitre 0695)

à l'exclusion des commandes ou contrats d'études,

- les certifications de service fait et liquidations sur les factures relatives aux dépenses des monuments dont il a la responsabilité ainsi que les certificats administratifs en cas de paiement sur duplicata,

- les ordres de mission, les autorisations et les certificats relatifs aux déplacements des personnels

placés sous son autorité quel que soit leur statut à l'exclusion des ordres de mission liés à la formation continue des personnels placés sous son autorité,

- les autorisations d'occupation pour les locations ou les tournages dès lors que celles-ci ne dérogent ni aux catégories d'occupation, ni aux tarifs y afférents en vigueur, à l'exclusion des autorisations correspondant à des demandes émanant d'organismes de la presse écrite, audio et télévisuelle de niveau national,
- les factures correspondant aux autorisations d'occupation et aux droits d'entrée lorsqu'il s'avère nécessaire de donner un justificatif au client préalablement à l'émission du titre de recettes,
- les fiches de prêts de documents, œuvres ou objets d'art empruntés à des personnes publiques ou privées à l'occasion d'expositions dans les monuments.

Art. 2. - La présente décision prend effet à compter de sa date de signature.

Le président du centre des monuments nationaux,
Christophe Vallet
L'administrateur,
Georges Buisson

Décision n° 17-2003 du 21 mars 2003 portant délégation de signature.

Le président du centre des monuments nationaux,

Vu le décret n° 65-515 du 30 juin 1965 modifiant certaines dispositions de la loi du 10 juillet 1914 sur la caisse nationale des monuments historiques et des sites,

Vu le décret n° 95-462 du 26 avril 1995 portant statut de la caisse nationale des monuments historiques et des sites modifié par le décret n° 2000-357 du 21 avril 2000 relatif au centre des monuments nationaux,

Vu le décret du 19 avril 2002 nommant M. Christophe Vallet, président du centre des monuments nationaux,

Vu l'arrêté du 4 septembre 2000 nommant M. Alain Loiseau, directeur du centre des monuments nationaux,

Vu la note du directeur n° 1402/174/AL/CS/SA/ en date du 29 janvier 2001, relative à la gestion des agents non titulaires rémunérés sur crédits,

Vu la décision du 1^{er} septembre 1995 nommant M. Gilles de Langsdorff, administrateur du château de Châteaudun,

Vu la décision du 3 mars 2000 nommant M. Gilles de Langsdorff, administrateur du château de Talcy,

Décide :

Art. 1^{er}. - Délégation de signature est donnée à M. Gilles de Langsdorff, dans la limite de ses attributions, à l'effet de signer :

- les bons de commande, les contrats en dépenses et les ordres de service sur marchés d'un montant inférieur à 23 000 • T.T.C. dans la limite des crédits ouverts :

. au titre de la dotation globale de fonctionnement déconcentrée (chapitre 0656)

. et au titre des crédits d'investissement déconcentrés (chapitre 0695)

à l'exclusion des commandes ou contrats d'études,

- les certifications de service fait et liquidations sur les factures relatives aux dépenses des monuments dont il a la responsabilité ainsi que les certificats administratifs en cas de paiement sur duplicata,

- les ordres de mission, les autorisations et les certificats relatifs aux déplacements des personnels placés sous son autorité quel que soit leur statut à l'exclusion des ordres de mission liés à la formation continue des personnels placés sous son autorité,

- les autorisations d'occupation pour les locations ou les tournages dès lors que celles-ci ne dérogent ni aux catégories d'occupation, ni aux tarifs y afférents en vigueur, à l'exclusion des autorisations correspondant à des demandes émanant d'organismes de la presse écrite, audio et télévisuelle de niveau national,

- les factures correspondant aux autorisations d'occupation et aux droits d'entrée lorsqu'il s'avère nécessaire de donner un justificatif au client préalablement à l'émission du titre de recettes,

- les fiches de prêts de documents, œuvres ou objets d'art empruntés à des personnes publiques ou privées à l'occasion d'expositions dans les monuments.

Art. 2. - La présente décision prend effet à compter de sa date de signature.

Le président du centre des monuments nationaux,
Christophe Vallet
L'administrateur,
Gilles de Langsdorff

Décision n° 18-2003 du 21 mars 2003 portant délégation de signature.

Le président du centre des monuments nationaux,

Vu le décret n° 65-515 du 30 juin 1965 modifiant certaines dispositions de la loi du 10 juillet 1914 sur la caisse nationale des monuments historiques et des sites,

Vu le décret n° 95-462 du 26 avril 1995 portant statut de la caisse nationale des monuments historiques et des sites modifié par le décret n° 2000-357 du 21 avril 2000 relatif au centre des monuments nationaux,

Vu le décret du 19 avril 2002 nommant M. Christophe Vallet, président du centre des monuments nationaux,

Vu l'arrêté du 4 septembre 2000 nommant M. Alain Loiseau, directeur du centre des monuments nationaux,
Vu la note du directeur n° 1402/174/AL/CS/SA/ en date du 29 janvier 2001, relative à la gestion des agents non titulaires rémunérés sur crédits,

Vu la décision du 1^{er} janvier 1989 nommant Mme Dominique Maldent, administratrice du château de Bouges,

Décide :

Art. 1^{er}. - Délégation de signature est donnée à Mme Dominique Maldent, dans la limite de ses attributions, à l'effet de signer :

- les bons de commande, les contrats en dépenses et les ordres de service sur marchés d'un montant inférieur à 23 000 • T.T.C. dans la limite des crédits ouverts :

- . au titre de la dotation globale de fonctionnement déconcentrée (chapitre 0656)

- . et au titre des crédits d'investissement déconcentrés (chapitre 0695)

à l'exclusion des commandes ou contrats d'études,

- les certifications de service fait et liquidations sur les factures relatives aux dépenses du monument dont elle a la responsabilité ainsi que les certificats administratifs en cas de paiement sur duplicata,

- les ordres de mission, les autorisations et les certificats relatifs aux déplacements des personnels placés sous son autorité quel que soit leur statut à l'exclusion des ordres de mission liés à la formation continue des personnels placés sous son autorité,

- les autorisations d'occupation pour les locations ou les tournages dès lors que celles-ci ne dérogent ni aux catégories d'occupation, ni aux tarifs y afférents en vigueur, à l'exclusion des autorisations correspondant à des demandes émanant d'organismes de la presse écrite, audio et télévisuelle de niveau national,

- les factures correspondant aux autorisations d'occupation et aux droits d'entrée lorsqu'il s'avère nécessaire de donner un justificatif au client préalablement à l'émission du titre de recettes,

- les fiches de prêts de documents, œuvres ou objets d'art empruntés à des personnes publiques ou privées à l'occasion d'expositions dans le monument.

Art. 2. - La présente décision prend effet à compter de sa date de signature.

Le président du centre des monuments nationaux,
Christophe Vallet
L'administratrice,
Dominique Maldent

Décision n° 19-2003 du 21 mars 2003 portant délégation de signature.

Le président du centre des monuments nationaux,

Vu le décret n° 65-515 du 30 juin 1965 modifiant certaines dispositions de la loi du 10 juillet 1914 sur la caisse nationale des monuments historiques et des sites,

Vu le décret n° 95-462 du 26 avril 1995 portant statut de la caisse nationale des monuments historiques et des sites modifié par le décret n° 2000-357 du 21 avril 2000 relatif au centre des monuments nationaux,

Vu le décret du 19 avril 2002 nommant M. Christophe Vallet, président du centre des monuments nationaux,

Vu l'arrêté du 4 septembre 2000 nommant M. Alain Loiseau, directeur du centre des monuments nationaux,

Vu la note du directeur n° 1402/174/AL/CS/SA/ en date du 29 janvier 2001, relative à la gestion des agents non titulaires rémunérés sur crédits,

Vu la décision du 1^{er} février 1994 nommant Mme Claudine Lagoutte, administratrice du château d'Azay-le-Rideau et du cloître de la Psalette à Tours,

Décide :

Art. 1^{er}. - Délégation de signature est donnée à Mme Claudine Lagoutte, dans la limite de ses attributions, à l'effet de signer :

- les bons de commande, les contrats en dépenses et les ordres de service sur marchés d'un montant inférieur à 23 000 • T.T.C. dans la limite des crédits ouverts :

- . au titre de la dotation globale de fonctionnement déconcentrée (chapitre 0656)

- . et au titre des crédits d'investissement déconcentrés (chapitre 0695)

à l'exclusion des commandes ou contrats d'études,

- les certifications de service fait et liquidations sur les factures relatives aux dépenses des monuments dont elle a la responsabilité ainsi que les certificats administratifs en cas de paiement sur duplicata,

- les ordres de mission, les autorisations et les certificats relatifs aux déplacements des personnels placés sous son autorité quel que soit leur statut à l'exclusion des ordres de mission liés à la formation continue des personnels placés sous son autorité,

- les autorisations d'occupation pour les locations ou les tournages dès lors que celles-ci ne dérogent ni aux catégories d'occupation, ni aux tarifs y afférents en vigueur, à l'exclusion des autorisations correspondant à des demandes émanant d'organismes de la presse écrite, audio et télévisuelle de niveau national,

- les factures correspondant aux autorisations d'occupation et aux droits d'entrée lorsqu'il s'avère

nécessaire de donner un justificatif au client préalablement à l'émission du titre de recettes,

- les fiches de prêts de documents, œuvres ou objets d'art empruntés à des personnes publiques ou privées à l'occasion d'expositions dans les monuments.

Art. 2. - La présente décision prend effet à compter de sa date de signature.

Le président du centre des monuments nationaux,
Christophe Vallet
L'administratrice,
Claudine Lagoutte

Décision n° 20-2003 du 21 mars 2003 portant délégation de signature.

Le président du centre des monuments nationaux,

Vu le décret n° 65-515 du 30 juin 1965 modifiant certaines dispositions de la loi du 10 juillet 1914 sur la caisse nationale des monuments historiques et des sites,

Vu le décret n° 95-462 du 26 avril 1995 portant statut de la caisse nationale des monuments historiques et des sites modifié par le décret n° 2000-357 du 21 avril 2000 relatif au centre des monuments nationaux,

Vu le décret du 19 avril 2002 nommant M. Christophe Vallet, président du centre des monuments nationaux,

Vu l'arrêté du 4 septembre 2000 nommant M. Alain Loiseau, directeur du centre des monuments nationaux,

Vu la note du directeur n° 1402/174/AL/CS/SA/ en date du 29 janvier 2001, relative à la gestion des agents non titulaires rémunérés sur crédits,

Vu la décision du 8 février 2000 nommant Mme Isabelle de Gourcuff, administratrice adjointe du château de Chambord, faisant fonction d'administrateur par intérim du château de Chambord.

Décide :

Art. 1^{er}. - Délégation de signature est donnée à Mme de Gourcuff, dans la limite de ses attributions, à l'effet de signer :

- les bons de commande, les contrats en dépenses et les ordres de service sur marchés d'un montant inférieur à 23 000 • T.T.C. dans la limite des crédits ouverts :

- . au titre de la dotation globale de fonctionnement déconcentrée (chapitre 0656)

- . et au titre des crédits d'investissement déconcentrés (chapitre 0695)

à l'exclusion des commandes ou contrats d'études,

- les certifications de service fait et liquidations sur les factures relatives aux dépenses du monument dont elle a la responsabilité ainsi que les certificats administratifs en cas de paiement sur duplicata,

- les ordres de mission, les autorisations et les certificats relatifs aux déplacements des personnels placés sous son autorité quel que soit leur statut à l'exclusion des ordres de mission liés à la formation continue des personnels placés sous son autorité,

- les autorisations d'occupation pour les locations ou les tournages dès lors que celles-ci ne dérogent ni aux catégories d'occupation, ni aux tarifs y afférents en vigueur, à l'exclusion des autorisations correspondant à des demandes émanant d'organismes de la presse écrite, audio et télévisuelle de niveau national,

- les factures correspondant aux autorisations d'occupation et aux droits d'entrée lorsqu'il s'avère nécessaire de donner un justificatif au client préalablement à l'émission du titre de recettes,

- les fiches de prêts de documents, œuvres ou objets d'art empruntés à des personnes publiques ou privées à l'occasion d'expositions dans le monument.

Art. 2. - La présente décision prend effet à compter de sa date de signature.

Le président du centre des monuments nationaux,
Christophe Vallet
L'administratrice,
Isabelle de Gourcuff

Décision n° 21-2003 du 21 mars 2003 portant délégation de signature.

Le président du centre des monuments nationaux,

Vu le décret n° 65-515 du 30 juin 1965 modifiant certaines dispositions de la loi du 10 juillet 1914 sur la caisse nationale des monuments historiques et des sites,

Vu le décret n° 95-462 du 26 avril 1995 portant statut de la caisse nationale des monuments historiques et des sites modifié par le décret n° 2000-357 du 21 avril 2000 relatif au centre des monuments nationaux,

Vu le décret du 19 avril 2002 nommant M. Christophe Vallet, président du centre des monuments nationaux,

Vu l'arrêté du 4 septembre 2000 nommant M. Alain Loiseau, directeur du centre des monuments nationaux,

Vu la note du directeur n° 1402/174/AL/CS/SA/ en date du 29 janvier 2001, relative à la gestion des agents non titulaires rémunérés sur crédits,

Vu la décision du 1^{er} janvier 2002 nommant M. Gérard Poteau, administrateur du château de Fougères-sur-Bièvre,

Décide :

Art. 1^{er}. - Délégation de signature est donnée à M. Gérard Poteau, dans la limite de ses attributions, à l'effet de signer :

- les bons de commande, les contrats en dépenses et

les ordres de service sur marchés d'un montant inférieur à 23 000 • T.T.C. dans la limite des crédits ouverts :

. au titre de la dotation globale de fonctionnement déconcentrée (chapitre 0656)

. et au titre des crédits d'investissement déconcentrés (chapitre 0695)

à l'exclusion des commandes ou contrats d'études,

- les certifications de service fait et liquidations sur les factures relatives aux dépenses du monument dont il a la responsabilité ainsi que les certificats administratifs en cas de paiement sur duplicata,

- les ordres de mission, les autorisations et les certificats relatifs aux déplacements des personnels placés sous son autorité quel que soit leur statut à l'exclusion des ordres de mission liés à la formation continue des personnels placés sous son autorité,

- les autorisations d'occupation pour les locations ou les tournages dès lors que celles-ci ne dérogent ni aux catégories d'occupation, ni aux tarifs y afférents en vigueur, à l'exclusion des autorisations correspondant à des demandes émanant d'organismes de la presse écrite, audio et télévisuelle de niveau national,

- les factures correspondant aux autorisations d'occupation et aux droits d'entrée lorsqu'il s'avère nécessaire de donner un justificatif au client préalablement à l'émission du titre de recettes,

- les fiches de prêts de documents, œuvres ou objets d'art empruntés à des personnes publiques ou privées à l'occasion d'expositions dans le monument.

Art. 2. - La présente décision prend effet à compter de sa date de signature.

Le président du centre des monuments nationaux,
Christophe Vallet
L'administrateur,
Gérard Poteau

Décision n° 22-2003 du 21 mars 2003 portant délégation de signature.

Le président du centre des monuments nationaux,

Vu le décret n° 65-515 du 30 juin 1965 modifiant certaines dispositions de la loi du 10 juillet 1914 sur la caisse nationale des monuments historiques et des sites,

Vu le décret n° 95-462 du 26 avril 1995 portant statut de la caisse nationale des monuments historiques et des sites modifié par le décret n° 2000-357 du 21 avril 2000 relatif au centre des monuments nationaux,

Vu le décret du 19 avril 2002 nommant M. Christophe Vallet, président du centre des monuments nationaux,

Vu l'arrêté du 4 septembre 2000 nommant M. Alain Loiseau, directeur du centre des monuments nationaux,

Vu la note du directeur n° 1402/174/AL/CS/SA/ en date du 29 janvier 2001, relative à la gestion des agents non titulaires rémunérés sur crédits,

Vu la décision du 1^{er} novembre 2000 nommant M. Thierry Dumanoir, administrateur du château de la Motte-Tilly et du Palais du Tau à Reims,

Vu la décision du 1^{er} mars 2001 nommant M. Thierry Dumanoir, administrateur des tours de la cathédrale de Reims,

Décide :

Art. 1^{er}. - Délégation de signature est donnée à M. Thierry Dumanoir, dans la limite de ses attributions, à l'effet de signer :

- les bons de commande, les contrats en dépenses et les ordres de service sur marchés d'un montant inférieur à 23 000 • T.T.C. dans la limite des crédits ouverts :

. au titre de la dotation globale de fonctionnement déconcentrée (chapitre 0656)

. et au titre des crédits d'investissement déconcentrés (chapitre 0695)

à l'exclusion des commandes ou contrats d'études,

- les certifications de service fait et liquidations sur les factures relatives aux dépenses des monuments dont il a la responsabilité ainsi que les certificats administratifs en cas de paiement sur duplicata,

- les ordres de mission, les autorisations et les certificats relatifs aux déplacements des personnels placés sous son autorité quel que soit leur statut à l'exclusion des ordres de mission liés à la formation continue des personnels placés sous son autorité,

- les autorisations d'occupation pour les locations ou les tournages dès lors que celles-ci ne dérogent ni aux catégories d'occupation, ni aux tarifs y afférents en vigueur, à l'exclusion des autorisations correspondant à des demandes émanant d'organismes de la presse écrite, audio et télévisuelle de niveau national,

- les factures correspondant aux autorisations d'occupation et aux droits d'entrée lorsqu'il s'avère nécessaire de donner un justificatif au client préalablement à l'émission du titre de recettes,

- les fiches de prêts de documents, œuvres ou objets d'art empruntés à des personnes publiques ou privées à l'occasion d'expositions dans les monuments.

Art. 2. - La présente décision prend effet à compter de sa date de signature.

Le président du centre des monuments nationaux,
Christophe Vallet
L'administrateur,
Thierry Dumanoir

Décision n° 23-2003 du 21 mars 2003 portant délégation de signature.

Le président du centre des monuments nationaux,

Vu le décret n° 65-515 du 30 juin 1965 modifiant certaines dispositions de la loi du 10 juillet 1914 sur la caisse nationale des monuments historiques et des sites,

Vu le décret n° 95-462 du 26 avril 1995 portant statut de la caisse nationale des monuments historiques et des sites modifié par le décret n° 2000-357 du 21 avril 2000 relatif au centre des monuments nationaux,

Vu le décret du 19 avril 2002 nommant M. Christophe Vallet, président du centre des monuments nationaux,

Vu l'arrêté du 4 septembre 2000 nommant M. Alain Loiseau, directeur du centre des monuments nationaux,

Vu la note du directeur n° 1402/174/AL/CS/SA/ en date du 29 janvier 2001, relative à la gestion des agents non titulaires rémunérés sur crédits,

Vu la décision du 1^{er} juin 1993 nommant M. Bernard Jeannot, administrateur de l'Arc-de-Triomphe et du Panthéon,

Vu la décision du 1^{er} octobre 1997 nommant M. Bernard Jeannot, administrateur de la chapelle Expiatoire,

Décide :

Art. 1^{er}. - Délégation de signature est donnée à M. Bernard Jeannot, dans la limite de ses attributions, à l'effet de signer :

- les bons de commande, les contrats en dépenses et les ordres de service sur marchés d'un montant inférieur à 23 000 • T.T.C. dans la limite des crédits ouverts :

- . au titre de la dotation globale de fonctionnement déconcentrée (chapitre 0656)

- . et au titre des crédits d'investissement déconcentrés (chapitre 0695)

à l'exclusion des commandes ou contrats d'études,

- les certifications de service fait et liquidations sur les factures relatives aux dépenses des monuments dont il a la responsabilité ainsi que les certificats administratifs en cas de paiement sur duplicata,

- les ordres de mission, les autorisations et les certificats relatifs aux déplacements des personnels placés sous son autorité quel que soit leur statut à l'exclusion des ordres de mission liés à la formation continue des personnels placés sous son autorité,

- les autorisations d'occupation pour les locations ou les tournages dès lors que celles-ci ne dérogent ni aux catégories d'occupation, ni aux tarifs y afférents en vigueur, à l'exclusion des autorisations correspondant à des demandes émanant d'organismes de la presse écrite, audio et télévisuelle de niveau national,

- les factures correspondant aux autorisations d'occupation et aux droits d'entrée lorsqu'il s'avère nécessaire de donner un justificatif au client préalablement à l'émission du titre de recettes,

- les fiches de prêts de documents, œuvres ou objets d'art empruntés à des personnes publiques ou privées à l'occasion d'expositions dans les monuments.

Art. 2. - La présente décision prend effet à compter de sa date de signature.

Le président du centre des monuments nationaux,
Christophe Vallet
L'administrateur,
Bernard Jeannot

Décision n° 24-2003 du 21 mars 2003 portant délégation de signature.

Le président du centre des monuments nationaux,

Vu le décret n° 65-515 du 30 juin 1965 modifiant certaines dispositions de la loi du 10 juillet 1914 sur la caisse nationale des monuments historiques et des sites,

Vu le décret n° 95-462 du 26 avril 1995 portant statut de la caisse nationale des monuments historiques et des sites modifié par le décret n° 2000-357 du 21 avril 2000 relatif au centre des monuments nationaux,

Vu le décret du 19 avril 2002 nommant M. Christophe Vallet, président du centre des monuments nationaux,

Vu l'arrêté du 4 septembre 2000 nommant M. Alain Loiseau, directeur du centre des monuments nationaux,

Vu la note du directeur n° 1402/174/AL/CS/SA/ en date du 29 janvier 2001, relative à la gestion des agents non titulaires rémunérés sur crédits,

Vu la décision du 1^{er} février 2001 nommant Mme Jacqueline Maillé, administratrice de la basilique de Saint-Denis et des tours de Notre-Dame à Paris,

Décide :

Art. 1^{er}. - Délégation de signature est donnée à Mme Jacqueline Maillé, dans la limite de ses attributions, à l'effet de signer :

- les bons de commande, les contrats en dépenses et les ordres de service sur marchés d'un montant inférieur à 23 000 • T.T.C. dans la limite des crédits ouverts :

- . au titre de la dotation globale de fonctionnement déconcentrée (chapitre 0656)

- . et au titre des crédits d'investissement déconcentrés (chapitre 0695)

à l'exclusion des commandes ou contrats d'études,

- les certifications de service fait et liquidations sur les factures relatives aux dépenses des monuments dont elle a la responsabilité ainsi que les certificats administratifs en cas de paiement sur duplicata,

- les ordres de mission, les autorisations et les certificats relatifs aux déplacements des personnels placés sous son autorité quel que soit leur statut à l'exclusion des ordres de mission liés à la formation continue des personnels placés sous son autorité,
- les autorisations d'occupation pour les locations ou les tournages dès lors que celles-ci ne dérogent ni aux catégories d'occupation, ni aux tarifs y afférents en vigueur, à l'exclusion des autorisations correspondant à des demandes émanant d'organismes de la presse écrite, audio et télévisuelle de niveau national,
- les factures correspondant aux autorisations d'occupation et aux droits d'entrée lorsqu'il s'avère nécessaire de donner un justificatif au client préalablement à l'émission du titre de recettes,
- les fiches de prêts de documents, œuvres ou objets d'art empruntés à des personnes publiques ou privées à l'occasion d'expositions dans les monuments.

Art. 2. - La présente décision prend effet à compter de sa date de signature.

Le président du centre des monuments nationaux,
Christophe Vallet
L'administratrice,
Jacqueline Maillé

Décision n° 25-2003 du 21 mars 2003 portant délégation de signature.

Le président du centre des monuments nationaux,

Vu le décret n° 65-515 du 30 juin 1965 modifiant certaines dispositions de la loi du 10 juillet 1914 sur la caisse nationale des monuments historiques et des sites,

Vu le décret n° 95-462 du 26 avril 1995 portant statut de la caisse nationale des monuments historiques et des sites modifié par le décret n° 2000-357 du 21 avril 2000 relatif au centre des monuments nationaux,

Vu le décret du 19 avril 2002 nommant M. Christophe Vallet, président du centre des monuments nationaux,

Vu l'arrêté du 4 septembre 2000 nommant M. Alain Loiseau, directeur du centre des monuments nationaux,

Vu la note du directeur n° 1402/174/AL/CS/SA/ en date du 29 janvier 2001, relative à la gestion des agents non titulaires rémunérés sur crédits,

Vu la décision du 22 février 1990 nommant M. Jean-Marc Boyer, administrateur de la maison des Jardies,

Décide :

Art. 1^{er}. - Délégation de signature est donnée à M. Jean-Marc Boyer, dans la limite de ses attributions, à l'effet de signer :

- les bons de commande, les contrats en dépenses et les ordres de service sur marchés d'un montant

inférieur à 23 000 • T.T.C. dans la limite des crédits ouverts :

- . au titre de la dotation globale de fonctionnement déconcentrée (chapitre 0656)

- . et au titre des crédits d'investissement déconcentrés (chapitre 0695)

à l'exclusion des commandes ou contrats d'études,

- les certifications de service fait et liquidations sur les factures relatives aux dépenses du monument dont il a la responsabilité ainsi que les certificats administratifs en cas de paiement sur duplicata,

- les ordres de mission, les autorisations et les certificats relatifs aux déplacements des personnels placés sous son autorité quel que soit leur statut à l'exclusion des ordres de mission liés à la formation continue des personnels placés sous son autorité,

- les autorisations d'occupation pour les locations ou les tournages dès lors que celles-ci ne dérogent ni aux catégories d'occupation, ni aux tarifs y afférents en vigueur, à l'exclusion des autorisations correspondant à des demandes émanant d'organismes de la presse écrite, audio et télévisuelle de niveau national,

- les factures correspondant aux autorisations d'occupation et aux droits d'entrée lorsqu'il s'avère nécessaire de donner un justificatif au client préalablement à l'émission du titre de recettes,

- les fiches de prêts de documents, œuvres ou objets d'art empruntés à des personnes publiques ou privées à l'occasion d'expositions dans le monument.

Art. 2. - La présente décision prend effet à compter de sa date de signature.

Le président du centre des monuments nationaux,
Christophe Vallet
L'administrateur,
Jean-Marc Boyer

Décision n° 26-2003 du 21 mars 2003 portant délégation de signature.

Le président du centre des monuments nationaux,

Vu le décret n° 65-515 du 30 juin 1965 modifiant certaines dispositions de la loi du 10 juillet 1914 sur la caisse nationale des monuments historiques et des sites,

Vu le décret n° 95-462 du 26 avril 1995 portant statut de la caisse nationale des monuments historiques et des sites modifié par le décret n° 2000-357 du 21 avril 2000 relatif au centre des monuments nationaux,

Vu le décret du 19 avril 2002 nommant M. Christophe Vallet, président du centre des monuments nationaux,

Vu l'arrêté du 4 septembre 2000 nommant M. Alain Loiseau, directeur du centre des monuments nationaux,

Vu la note du directeur, n° 1402/174/AL/CS/SA/ en date du 29 janvier 2001, relative à la gestion des agents non titulaires rémunérés sur crédits,

Vu la décision du 1^{er} septembre 1997 nommant Mme Odile Bordaz, administratrice du château de Vincennes,

Décide :

Art. 1^{er}. - Délégation de signature est donnée à Mme Odile Bordaz, dans la limite de ses attributions, à l'effet de signer :

- les bons de commande, les contrats en dépenses et les ordres de service sur marchés d'un montant inférieur à 23 000 • T.T.C. dans la limite des crédits ouverts :

- . au titre de la dotation globale de fonctionnement déconcentrée (chapitre 0656)

- . et au titre des crédits d'investissement déconcentrés (chapitre 0695)

à l'exclusion des commandes ou contrats d'études.

- les certifications de service fait et liquidations sur les factures relatives aux dépenses du monument dont elle a la responsabilité ainsi que les certificats administratifs en cas de paiement sur duplicata,

- les ordres de mission, les autorisations et les certificats relatifs aux déplacements des personnels placés sous son autorité quel que soit leur statut à l'exclusion des ordres de mission liés à la formation continue des personnels placés sous son autorité,

- les autorisations d'occupation pour les locations ou les tournages dès lors que celles-ci ne dérogent ni aux catégories d'occupation, ni aux tarifs y afférents en vigueur, à l'exclusion des autorisations correspondant à des demandes émanant d'organismes de la presse écrite, audio et télévisuelle de niveau national,

- les factures correspondant aux autorisations d'occupation et aux droits d'entrée lorsqu'il s'avère nécessaire de donner un justificatif au client préalablement à l'émission du titre de recettes,

- les fiches de prêts de documents, œuvres ou objets d'art empruntés à des personnes publiques ou privées à l'occasion d'expositions dans le monument.

Art. 2. - la présente décision prend effet à compter de sa date de signature.

Le président du centre des monuments nationaux,
Christophe Vallet
L'administratrice,
Odile Bordaz

Décision n° 27-2003 du 21 mars 2003 portant délégation de signature.

Le président du centre des monuments nationaux,

Vu le décret n° 65-515 du 30 juin 1965 modifiant certaines dispositions de la loi du 10 juillet 1914 sur la caisse nationale des monuments historiques et des sites,

Vu le décret n° 95-462 du 26 avril 1995 portant statut de la caisse nationale des monuments historiques et des sites modifié par le décret n° 2000-357 du 21 avril 2000 relatif au centre des monuments nationaux,

Vu le décret du 19 avril 2002 nommant M. Christophe Vallet, président du centre des monuments nationaux,

Vu l'arrêté du 4 septembre 2000 nommant M. Alain Loiseau, directeur du centre des monuments nationaux,

Vu la note du directeur, n° 1402/174/AL/CS/SA/ en date du 29 janvier 2001, relative à la gestion des agents non titulaires rémunérés sur crédits,

Vu la décision du 1^{er} septembre 1995 nommant Mme Florence de la Roncière, administratrice du château de Maisons-Laffitte,

Décide :

Art. 1^{er}. - Délégation de signature est donnée à Mme Florence de la Roncière, dans la limite de ses attributions, à l'effet de signer :

- les bons de commande, les contrats en dépenses et les ordres de service sur marchés d'un montant inférieur à 23 000 • T.T.C. dans la limite des crédits ouverts :

- . au titre de la dotation globale de fonctionnement déconcentrée (chapitre 0656)

- . et au titre des crédits d'investissement déconcentrés (chapitre 0695)

à l'exclusion des commandes ou contrats d'études.

- les certifications de service fait et liquidations sur les factures relatives aux dépenses du monument dont elle a la responsabilité ainsi que les certificats administratifs en cas de paiement sur duplicata,

- les ordres de mission, les autorisations et les certificats relatifs aux déplacements des personnels placés sous son autorité quel que soit leur statut à l'exclusion des ordres de mission liés à la formation continue des personnels placés sous son autorité,

- les autorisations d'occupation pour les locations ou les tournages dès lors que celles-ci ne dérogent ni aux catégories d'occupation, ni aux tarifs y afférents en vigueur, à l'exclusion des autorisations correspondant à des demandes émanant d'organismes de la presse écrite, audio et télévisuelle de niveau national,

- les factures correspondant aux autorisations d'occupation et aux droits d'entrée lorsqu'il s'avère nécessaire de donner un justificatif au client préalablement à l'émission du titre de recettes,
- les fiches de prêts de documents, œuvres ou objets d'art empruntés à des personnes publiques ou privées à l'occasion d'expositions dans le monument.

Art. 2. - la présente décision prend effet à compter de sa date de signature.

Le président du centre des monuments nationaux,
Christophe Vallet
L'administratrice,
Florence de la Roncière

Décision n° 28-2003 du 21 mars 2003 portant délégation de signature.

Le président du centre des monuments nationaux,

Vu le décret n° 65-515 du 30 juin 1965 modifiant certaines dispositions de la loi du 10 juillet 1914 sur la caisse nationale des monuments historiques et des sites,

Vu le décret n° 95-462 du 26 avril 1995 portant statut de la caisse nationale des monuments historiques et des sites modifié par le décret n° 2000-357 du 21 avril 2000 relatif au centre des monuments nationaux,

Vu le décret du 19 avril 2002 nommant M. Christophe Vallet, président du centre des monuments nationaux,

Vu l'arrêté du 4 septembre 2000 nommant M. Alain Loiseau, directeur du centre des monuments nationaux,

Vu la note du directeur, n° 1402/174/AL/CS/SA/ en date du 29 janvier 2001, relative à la gestion des agents non titulaires rémunérés sur crédits,

Vu la décision du 1^{er} juin 1998 nommant Mme Jacqueline Robin, administratrice de la Villa Savoye,

Décide :

Art. 1^{er}. - Délégation de signature est donnée à Mme Jacqueline Robin, dans la limite de ses attributions, à l'effet de signer :

- les bons de commande, les contrats en dépenses et les ordres de service sur marchés d'un montant inférieur à 23 000 • T.T.C. dans la limite des crédits ouverts :

- . au titre de la dotation globale de fonctionnement déconcentrée (chapitre 0656)

- . et au titre des crédits d'investissement déconcentrés (chapitre 0695)

à l'exclusion des commandes ou contrats d'études,

- les certifications de service fait et liquidations sur les factures relatives aux dépenses du monument dont elle a la responsabilité ainsi que les certificats administratifs en cas de paiement sur duplicata,

- les ordres de mission, les autorisations et les certificats relatifs aux déplacements des personnels placés sous son autorité quel que soit leur statut à l'exclusion des ordres de mission liés à la formation continue des personnels placés sous son autorité,

- les autorisations d'occupation pour les locations ou les tournages dès lors que celles-ci ne dérogent ni aux catégories d'occupation, ni aux tarifs y afférents en vigueur, à l'exclusion des autorisations correspondant à des demandes émanant d'organismes de la presse écrite, audio et télévisuelle de niveau national,

- les factures correspondant aux autorisations d'occupation et aux droits d'entrée lorsqu'il s'avère nécessaire de donner un justificatif au client préalablement à l'émission du titre de recettes,

- les fiches de prêts de documents, œuvres ou objets d'art empruntés à des personnes publiques ou privées à l'occasion d'expositions dans le monument.

Art. 2. - la présente décision prend effet à compter de sa date de signature.

Le président du centre des monuments nationaux,
Christophe Vallet
L'administratrice,
Jacqueline Robin

Décision n° 29-2003 du 21 mars 2003 portant délégation de signature.

Le président du centre des monuments nationaux,

Vu le décret n° 65-515 du 30 juin 1965 modifiant certaines dispositions de la loi du 10 juillet 1914 sur la caisse nationale des monuments historiques et des sites,

Vu le décret n° 95-462 du 26 avril 1995 portant statut de la caisse nationale des monuments historiques et des sites modifié par le décret n° 2000-357 du 21 avril 2000 relatif au centre des monuments nationaux,

Vu le décret du 19 avril 2002 nommant M. Christophe Vallet, président du centre des monuments nationaux,

Vu l'arrêté du 4 septembre 2000 nommant M. Alain Loiseau, directeur du centre des monuments nationaux,

Vu la note du directeur, n° 1402/174/AL/CS/SA/ en date du 29 janvier 2001, relative à la gestion des agents non titulaires rémunérés sur crédits,

Vu la décision du 1^{er} juillet 1999 nommant Mme Marie-Laure Fromont, administratrice de l'hôtel de Lunas à Montpellier,

Décide :

Art. 1^{er}. - Délégation de signature est donnée à Mme Marie-Laure Fromont, dans la limite de ses attributions, à l'effet de signer :

- les bons de commande, les contrats en dépenses et les ordres de service sur marchés d'un montant inférieur à 23 000 • T.T.C. dans la limite des crédits ouverts :

- . au titre de la dotation globale de fonctionnement déconcentrée (chapitre 0656)

- . et au titre des crédits d'investissement déconcentrés (chapitre 0695)

à l'exclusion des commandes ou contrats d'études,

- les certifications de service fait et liquidations sur les factures relatives aux dépenses du monument dont elle a la responsabilité ainsi que les certificats administratifs en cas de paiement sur duplicata,

- les ordres de mission, les autorisations et les certificats relatifs aux déplacements des personnels placés sous son autorité quel que soit leur statut à l'exclusion des ordres de mission liés à la formation continue des personnels placés sous son autorité,

- les autorisations d'occupation pour les locations ou les tournages dès lors que celles-ci ne dérogent ni aux catégories d'occupation, ni aux tarifs y afférents en vigueur, à l'exclusion des autorisations correspondant à des demandes émanant d'organismes de la presse écrite, audio et télévisuelle de niveau national,

- les factures correspondant aux autorisations d'occupation et aux droits d'entrée lorsqu'il s'avère nécessaire de donner un justificatif au client préalablement à l'émission du titre de recettes,

- les fiches de prêts de documents, œuvres ou objets d'art empruntés à des personnes publiques ou privées à l'occasion d'expositions dans le monument.

Art. 2. - la présente décision prend effet à compter de sa date de signature.

Le président du centre des monuments nationaux,
Christophe Vallet
L'administratrice,
Marie-Laure Fromont

Décision n° 30-2003 du 21 mars 2003 portant délégation de signature.

Le président du centre des monuments nationaux,

Vu le décret n° 65-515 du 30 juin 1965 modifiant certaines dispositions de la loi du 10 juillet 1914 sur la caisse nationale des monuments historiques et des sites,

Vu le décret n° 95-462 du 26 avril 1995 portant statut de la caisse nationale des monuments historiques et des sites modifié par le décret n° 2000-357 du 21 avril 2000 relatif au centre des monuments nationaux,

Vu le décret du 19 avril 2002 nommant M. Christophe Vallet, président du centre des monuments nationaux,

Vu l'arrêté du 4 septembre 2000 nommant M. Alain Loiseau, directeur du centre des monuments nationaux,

Vu la note du directeur, n° 1402/174/AL/CS/SA/ en date du 29 janvier 2001, relative à la gestion des agents non titulaires rémunérés sur crédits,

Vu la décision du 1^{er} mai 1997 nommant M. Michel-Edouard Bellet, administrateur des remparts d'Aigues-Mortes, du site et du musée archéologique d'Ensérune et du château de Tarascon,

Décide :

Art. 1^{er}. - Délégation de signature est donnée à M. Michel-Edouard Bellet, dans la limite de ses attributions, à l'effet de signer :

- les bons de commande, les contrats en dépenses et les ordres de service sur marchés d'un montant inférieur à 23 000 • T.T.C. dans la limite des crédits ouverts :

- . au titre de la dotation globale de fonctionnement déconcentrée (chapitre 0656)

- . et au titre des crédits d'investissement déconcentrés (chapitre 0695)

à l'exclusion des commandes ou contrats d'études,

- les certifications de service fait et liquidations sur les factures relatives aux dépenses des monuments dont il a la responsabilité ainsi que les certificats administratifs en cas de paiement sur duplicata,

- les ordres de mission, les autorisations et les certificats relatifs aux déplacements des personnels placés sous son autorité quel que soit leur statut à l'exclusion des ordres de mission liés à la formation continue des personnels placés sous son autorité,

- les autorisations d'occupation pour les locations ou les tournages dès lors que celles-ci ne dérogent ni aux catégories d'occupation, ni aux tarifs y afférents en vigueur, à l'exclusion des autorisations correspondant à des demandes émanant d'organismes de la presse écrite, audio et télévisuelle de niveau national,

- les factures correspondant aux autorisations d'occupation et aux droits d'entrée lorsqu'il s'avère nécessaire de donner un justificatif au client préalablement à l'émission du titre de recettes,

- les fiches de prêts de documents, œuvres ou objets d'art empruntés à des personnes publiques ou privées à l'occasion d'expositions dans les monuments.

Art. 2. - la présente décision prend effet à compter de sa date de signature.

Le président du centre des monuments nationaux,
Christophe Vallet
L'administrateur,
Michel-Edouard Bellet

Décision n° 32-2003 du 21 mars 2003 portant délégation de signature.

Le président du centre des monuments nationaux,

Vu le décret n° 65-515 du 30 juin 1965 modifiant certaines dispositions de la loi du 10 juillet 1914 sur la caisse nationale des monuments historiques et des sites,

Vu le décret n° 95-462 du 26 avril 1995 portant statut de la caisse nationale des monuments historiques et des sites modifié par le décret n° 2000-357 du 21 avril 2000 relatif au centre des monuments nationaux,

Vu le décret du 19 avril 2002 nommant M. Christophe Vallet, président du centre des monuments nationaux,

Vu l'arrêté du 4 septembre 2000 nommant M. Alain Loiseau, directeur du centre des monuments nationaux,

Vu la note du directeur, n° 1402/174/AL/CS/SA/ en date du 29 janvier 2001, relative à la gestion des agents non titulaires rémunérés sur crédits,

Vu la décision du 1^{er} septembre 1995 nommant Mme Anne Matheron, administratrice du fort Saint-André à Villeneuve-lez-Avignon, du château d'If et de l'abbaye de Montmajour,

Décide :

Art. 1^{er}. - Délégation de signature est donnée à Mme Anne Matheron, dans la limite de ses attributions, à l'effet de signer :

- les bons de commande, les contrats en dépenses et les ordres de service sur marchés d'un montant inférieur à 23 000 • T.T.C. dans la limite des crédits ouverts :

- . au titre de la dotation globale de fonctionnement déconcentrée (chapitre 0656)

- . et au titre des crédits d'investissement déconcentrés (chapitre 0695)

à l'exclusion des commandes ou contrats d'études,

- les certifications de service fait et liquidations sur les factures relatives aux dépenses des monuments dont elle a la responsabilité ainsi que les certificats administratifs en cas de paiement sur duplicata,

- les ordres de mission, les autorisations et les certificats relatifs aux déplacements des personnels placés sous son autorité quel que soit leur statut à l'exclusion des ordres de mission liés à la formation continue des personnels placés sous son autorité,

- les autorisations d'occupation pour les locations ou les tournages dès lors que celles-ci ne dérogent ni aux catégories d'occupation, ni aux tarifs y afférents en vigueur, à l'exclusion des autorisations correspondant à des demandes émanant d'organismes de la presse écrite, audio et télévisuelle de niveau national,

- les factures correspondant aux autorisations d'occupation et aux droits d'entrée lorsqu'il s'avère nécessaire de donner un justificatif au client préalablement à l'émission du titre de recettes,

- les fiches de prêts de documents, œuvres ou objets d'art empruntés à des personnes publiques ou privées à l'occasion d'expositions dans les monuments.

Art. 2. - La présente décision prend effet à compter de sa date de signature.

Le président du centre des monuments nationaux,
Christophe Vallet
L'administratrice,
Anne Matheron

Décision n° 33-2003 du 21 mars 2003 portant délégation de signature.

Le président du centre des monuments nationaux,

Vu le décret n° 65-515 du 30 juin 1965 modifiant certaines dispositions de la loi du 10 juillet 1914 sur la caisse nationale des monuments historiques et des sites,

Vu le décret n° 95-462 du 26 avril 1995 portant statut de la caisse nationale des monuments historiques et des sites modifié par le décret n° 2000-357 du 21 avril 2000 relatif au centre des monuments nationaux,

Vu le décret du 19 avril 2002 nommant M. Christophe Vallet, président du centre des monuments nationaux,

Vu l'arrêté du 4 septembre 2000 nommant M. Alain Loiseau, directeur du centre des monuments nationaux,

Vu la note du directeur, n° 1402/174/AL/CS/SA/ en date du 29 janvier 2001, relative à la gestion des agents non titulaires rémunérés sur crédits,

Vu la décision du 1^{er} avril 2001 nommant M. Jean-Michel Phéline, administrateur de la forteresse de Salses,

Décide :

Art. 1^{er}. - Délégation de signature est donnée à M. Jean-Michel Phéline, dans la limite de ses attributions, à l'effet de signer :

- les bons de commande, les contrats en dépenses et les ordres de service sur marchés d'un montant inférieur à 23 000 • T.T.C. dans la limite des crédits ouverts :

- . au titre de la dotation globale de fonctionnement déconcentrée (chapitre 0656)

- . et au titre des crédits d'investissement déconcentrés (chapitre 0695)

à l'exclusion des commandes ou contrats d'études,

- les certifications de service fait et liquidations sur les factures relatives aux dépenses du monument dont il a la responsabilité ainsi que les certificats administratifs en cas de paiement sur duplicata,
- les ordres de mission, les autorisations et les certificats relatifs aux déplacements des personnels placés sous son autorité quel que soit leur statut à l'exclusion des ordres de mission liés à la formation continue des personnels placés sous son autorité,
- les autorisations d'occupation pour les locations ou les tournages dès lors que celles-ci ne dérogent ni aux catégories d'occupation, ni aux tarifs y afférents en vigueur, à l'exclusion des autorisations correspondant à des demandes émanant d'organismes de la presse écrite, audio et télévisuelle de niveau national,
- les factures correspondant aux autorisations d'occupation et aux droits d'entrée lorsqu'il s'avère nécessaire de donner un justificatif au client préalablement à l'émission du titre de recettes,
- les fiches de prêts de documents, œuvres ou objets d'art empruntés à des personnes publiques ou privées à l'occasion d'expositions dans le monument.

Art. 2. - La présente décision prend effet à compter de sa date de signature.

Le président du centre des monuments nationaux,
Christophe Vallet
L'administrateur,
Jean-Michel Phéline

Décision n° 34-2003 du 21 mars 2003 portant délégation de signature.

Le président du centre des monuments nationaux,
Vu le décret n° 65-515 du 30 juin 1965 modifiant certaines dispositions de la loi du 10 juillet 1914 sur la caisse nationale des monuments historiques et des sites,
Vu le décret n° 95-462 du 26 avril 1995 portant statut de la caisse nationale des monuments historiques et des sites modifié par le décret n° 2000-357 du 21 avril 2000 relatif au centre des monuments nationaux,
Vu le décret du 19 avril 2002 nommant M. Christophe Vallet, président du centre des monuments nationaux,
Vu l'arrêté du 4 septembre 2000 nommant M. Alain Loiseau, directeur du centre des monuments nationaux,
Vu la note du directeur, n° 1402/174/AL/CS/SA/ en date du 29 janvier 2001, relative à la gestion des agents non titulaires rémunérés sur crédits,
Vu la décision du 1^{er} juillet 1993 nommant M. Jean-Pierre Colle, administrateur de l'abbaye de Beaulieu-

en-Rouergue,

Vu la décision du 1^{er} décembre 1994 nommant M. Jean-Pierre Colle, administrateur du château de Gramont,

Vu la décision du 15 novembre 1996 nommant M. Jean-Pierre Colle, administrateur de la chapelle des carmélites à Toulouse,

Décide :

Art. 1^{er}. - Délégation de signature est donnée à M. Jean-Pierre Colle, dans la limite de ses attributions, à l'effet de signer :

- les bons de commande, les contrats en dépenses et les ordres de service sur marchés d'un montant inférieur à 23 000 • T.T.C. dans la limite des crédits ouverts :

- . au titre de la dotation globale de fonctionnement déconcentrée (chapitre 0656)

- . et au titre des crédits d'investissement déconcentrés (chapitre 0695)

à l'exclusion des commandes ou contrats d'études,

- les certifications de service fait et liquidations sur les factures relatives aux dépenses des monuments dont il a la responsabilité ainsi que les certificats administratifs en cas de paiement sur duplicata,
- les ordres de mission, les autorisations et les certificats relatifs aux déplacements des personnels placés sous son autorité quel que soit leur statut à l'exclusion des ordres de mission liés à la formation continue des personnels placés sous son autorité,
- les autorisations d'occupation pour les locations ou les tournages dès lors que celles-ci ne dérogent ni aux catégories d'occupation, ni aux tarifs y afférents en vigueur, à l'exclusion des autorisations correspondant à des demandes émanant d'organismes de la presse écrite, audio et télévisuelle de niveau national,
- les factures correspondant aux autorisations d'occupation et aux droits d'entrée lorsqu'il s'avère nécessaire de donner un justificatif au client préalablement à l'émission du titre de recettes,
- les fiches de prêts de documents, œuvres ou objets d'art empruntés à des personnes publiques ou privées à l'occasion d'expositions dans les monuments.

Art. 2. - La présente décision prend effet à compter de sa date de signature.

Le président du centre des monuments nationaux,
Christophe Vallet
L'administrateur,
Jean-Pierre Colle

Décision n° 35-2003 du 21 mars 2003 portant délégation de signature.

Le président du centre des monuments nationaux,

Vu le décret n° 65-515 du 30 juin 1965 modifiant certaines dispositions de la loi du 10 juillet 1914 sur la caisse nationale des monuments historiques et des sites,

Vu le décret n° 95-462 du 26 avril 1995 portant statut de la caisse nationale des monuments historiques et des sites modifié par le décret n° 2000-357 du 21 avril 2000 relatif au centre des monuments nationaux,

Vu le décret du 19 avril 2002 nommant M. Christophe Vallet, président du centre des monuments nationaux,

Vu l'arrêté du 4 septembre 2000 nommant M. Alain Loiseau, directeur du centre des monuments nationaux,

Vu la note du directeur, n° 1402/174/AL/CS/SA/ en date du 29 janvier 2001, relative à la gestion des agents non titulaires rémunérés sur crédits,

Vu la décision du 1^{er} septembre 1991 nommant Mme Pascale Thibault, administratrice des châteaux de Castelnau-Bretenoux et d'Assier,

Décide :

Art. 1^{er}. - Délégation de signature est donnée à Mme Pascale Thibault, dans la limite de ses attributions, à l'effet de signer :

- les bons de commande, les contrats en dépenses et les ordres de service sur marchés d'un montant inférieur à 23 000 • T.T.C. dans la limite des crédits ouverts :

- . au titre de la dotation globale de fonctionnement déconcentrée (chapitre 0656)

- . et au titre des crédits d'investissement déconcentrés (chapitre 0695)

à l'exclusion des commandes ou contrats d'études,

- les certifications de service fait et liquidations sur les factures relatives aux dépenses des monuments dont elle a la responsabilité ainsi que les certificats administratifs en cas de paiement sur duplicata,

- les ordres de mission, les autorisations et les certificats relatifs aux déplacements des personnels placés sous son autorité quel que soit leur statut à l'exclusion des ordres de mission liés à la formation continue des personnels placés sous son autorité,

- les autorisations d'occupation pour les locations ou les tournages dès lors que celles-ci ne dérogent ni aux catégories d'occupation, ni aux tarifs y afférents en vigueur, à l'exclusion des autorisations correspondant à des demandes émanant d'organismes de la presse écrite, audio et télévisuelle de niveau national,

- les factures correspondant aux autorisations d'occupation et aux droits d'entrée lorsqu'il s'avère

nécessaire de donner un justificatif au client préalablement à l'émission du titre de recettes,

- les fiches de prêts de documents, œuvres ou objets d'art empruntés à des personnes publiques ou privées à l'occasion d'expositions dans les monuments.

Art. 2. - La présente décision prend effet à compter de sa date de signature.

Le président du centre des monuments nationaux,
Christophe Vallet
L'administratrice,
Pascale Thibault

Décision n° 36-2003 du 21 mars 2003 portant délégation de signature.

Le président du centre des monuments nationaux,

Vu le décret n° 65-515 du 30 juin 1965 modifiant certaines dispositions de la loi du 10 juillet 1914 sur la caisse nationale des monuments historiques et des sites,

Vu le décret n° 95-462 du 26 avril 1995 portant statut de la caisse nationale des monuments historiques et des sites modifié par le décret n° 2000-357 du 21 avril 2000 relatif au centre des monuments nationaux,

Vu le décret du 19 avril 2002 nommant M. Christophe Vallet, président du centre des monuments nationaux,

Vu l'arrêté du 4 septembre 2000 nommant M. Alain Loiseau, directeur du centre des monuments nationaux,

Vu la note du directeur, n° 1402/174/AL/CS/SA/ en date du 29 janvier 2001, relative à la gestion des agents non titulaires rémunérés sur crédits,

Vu la décision du 22 juillet 1996 nommant M. Jean-Pierre Hochet, administrateur du Mont Saint-Michel,

Décide :

Art. 1^{er}. - Délégation de signature est donnée à M. Jean-Pierre Hochet, dans la limite de ses attributions, à l'effet de signer :

- les bons de commande, les contrats en dépenses et les ordres de service sur marchés d'un montant inférieur à 23 000 • T.T.C. dans la limite des crédits ouverts :

- . au titre de la dotation globale de fonctionnement déconcentrée (chapitre 0656)

- . et au titre des crédits d'investissement déconcentrés (chapitre 0695)

à l'exclusion des commandes ou contrats d'études,

- les certifications de service fait et liquidations sur les factures relatives aux dépenses du monument dont il a la responsabilité ainsi que les certificats administratifs en cas de paiement sur duplicata,

- les ordres de mission, les autorisations et les certificats relatifs aux déplacements des personnels placés sous son autorité quel que soit leur statut à l'exclusion des ordres de mission liés à la formation continue des personnels placés sous son autorité,
- les autorisations d'occupation pour les locations ou les tournages dès lors que celles-ci ne dérogent ni aux catégories d'occupation, ni aux tarifs y afférents en vigueur, à l'exclusion des autorisations correspondant à des demandes émanant d'organismes de la presse écrite, audio et télévisuelle de niveau national,
- les factures correspondant aux autorisations d'occupation et aux droits d'entrée lorsqu'il s'avère nécessaire de donner un justificatif au client préalablement à l'émission du titre de recettes,
- les fiches de prêts de documents, œuvres ou objets d'art empruntés à des personnes publiques ou privées à l'occasion d'expositions dans le monument.

Art. 2. - La présente décision prend effet à compter de sa date de signature.

Le président du centre des monuments nationaux,
Christophe Vallet
L'administrateur,
Jean-Pierre Hochet

Décision n° 37-2003 du 21 mars 2003 portant délégation de signature.

Le président du centre des monuments nationaux,

Vu le décret n° 65-515 du 30 juin 1965 modifiant certaines dispositions de la loi du 10 juillet 1914 sur la caisse nationale des monuments historiques et des sites,

Vu le décret n° 95-462 du 26 avril 1995 portant statut de la caisse nationale des monuments historiques et des sites modifié par le décret n° 2000-357 du 21 avril 2000 relatif au centre des monuments nationaux,

Vu le décret du 19 avril 2002 nommant M. Christophe Vallet, président du centre des monuments nationaux,

Vu l'arrêté du 4 septembre 2000 nommant M. Alain Loiseau, directeur du centre des monuments nationaux,

Vu la note du directeur, n° 1402/174/AL/CS/SA/ en date du 29 janvier 2001, relative à la gestion des agents non titulaires rémunérés sur crédits,

Vu la décision du 1^{er} janvier 1997 nommant Mme Claude Terrier, administratrice du château de Carrouges,

Décide :

Art. 1^{er}. - Délégation de signature est donnée à Mme Claude Terrier, dans la limite de ses attributions, à l'effet de signer :

- les bons de commande, les contrats en dépenses et

les ordres de service sur marchés d'un montant inférieur à 23 000 • T.T.C. dans la limite des crédits ouverts :

- . au titre de la dotation globale de fonctionnement déconcentrée (chapitre 0656)

- . et au titre des crédits d'investissement déconcentrés (chapitre 0695)

à l'exclusion des commandes ou contrats d'études,

- les certifications de service fait et liquidations sur les factures relatives aux dépenses du monument dont elle a la responsabilité ainsi que les certificats administratifs en cas de paiement sur duplicata,

- les ordres de mission, les autorisations et les certificats relatifs aux déplacements des personnels placés sous son autorité quel que soit leur statut à l'exclusion des ordres de mission liés à la formation continue des personnels placés sous son autorité,

- les autorisations d'occupation pour les locations ou les tournages dès lors que celles-ci ne dérogent ni aux catégories d'occupation, ni aux tarifs y afférents en vigueur, à l'exclusion des autorisations correspondant à des demandes émanant d'organismes de la presse écrite, audio et télévisuelle de niveau national,

- les factures correspondant aux autorisations d'occupation et aux droits d'entrée lorsqu'il s'avère nécessaire de donner un justificatif au client préalablement à l'émission du titre de recettes,

- les fiches de prêts de documents, œuvres ou objets d'art empruntés à des personnes publiques ou privées à l'occasion d'expositions dans le monument.

Art. 2. - La présente décision prend effet à compter de sa date de signature.

Le président du centre des monuments nationaux,
Christophe Vallet
L'administratrice,
Claude Terrier

Décision n° 38-2003 du 21 mars 2003 portant délégation de signature.

Le président du centre des monuments nationaux,

Vu le décret n° 65-515 du 30 juin 1965 modifiant certaines dispositions de la loi du 10 juillet 1914 sur la caisse nationale des monuments historiques et des sites,

Vu le décret n° 95-462 du 26 avril 1995 portant statut de la caisse nationale des monuments historiques et des sites modifié par le décret n° 2000-357 du 21 avril 2000 relatif au centre des monuments nationaux,

Vu le décret du 19 avril 2002 nommant M. Christophe Vallet, président du centre des monuments nationaux,

Vu l'arrêté du 4 septembre 2000 nommant M. Alain Loiseau, directeur du centre des monuments nationaux,

Vu la note du directeur, n° 1402/174/AL/CS/SA/ en

date du 29 janvier 2001, relative à la gestion des agents non titulaires rémunérés sur crédits,

Vu la décision du 1^{er} juillet 1997 nommant Mme Isabelle Roby, administratrice de l'abbaye de Jumièges,

Décide :

Art. 1^{er}. - Délégation de signature est donnée à Mme Isabelle Roby, dans la limite de ses attributions, à l'effet de signer :

- les bons de commande, les contrats en dépenses et les ordres de service sur marchés d'un montant inférieur à 23 000 • T.T.C. dans la limite des crédits ouverts :

. au titre de la dotation globale de fonctionnement déconcentrée (chapitre 0656)

. et au titre des crédits d'investissement déconcentrés (chapitre 0695)

à l'exclusion des commandes ou contrats d'études,

- les certifications de service fait et liquidations sur les factures relatives aux dépenses du monument dont elle a la responsabilité ainsi que les certificats administratifs en cas de paiement sur duplicata,

- les ordres de mission, les autorisations et les certificats relatifs aux déplacements des personnels placés sous son autorité quel que soit leur statut à l'exclusion des ordres de mission liés à la formation continue des personnels placés sous son autorité,

- les autorisations d'occupation pour les locations ou les tournages dès lors que celles-ci ne dérogent ni aux catégories d'occupation, ni aux tarifs y afférents en vigueur, à l'exclusion des autorisations correspondant à des demandes émanant d'organismes de la presse écrite, audio et télévisuelle de niveau national,

- les factures correspondant aux autorisations d'occupation et aux droits d'entrée lorsqu'il s'avère nécessaire de donner un justificatif au client préalablement à l'émission du titre de recettes,

- les fiches de prêts de documents, œuvres ou objets d'art empruntés à des personnes publiques ou privées à l'occasion d'expositions dans le monument.

Art. 2. - La présente décision prend effet à compter de sa date de signature.

Le président du centre des monuments nationaux,
Christophe Vallet
L'administratrice,
Isabelle Roby

Décision n° 39-2003 du 21 mars 2003 portant délégation de signature.

Le président du centre des monuments nationaux,

Vu le décret n° 65-515 du 30 juin 1965 modifiant certaines dispositions de la loi du 10 juillet 1914 sur la

caisse nationale des monuments historiques et des sites,
Vu le décret n° 95-462 du 26 avril 1995 portant statut de la caisse nationale des monuments historiques et des sites modifié par le décret n° 2000-357 du 21 avril 2000 relatif au centre des monuments nationaux,

Vu le décret du 19 avril 2002 nommant M. Christophe Vallet, président du centre des monuments nationaux,

Vu l'arrêté du 4 septembre 2000 nommant M. Alain Loiseau, directeur du centre des monuments nationaux,

Vu la note du directeur, n° 1402/174/AL/CS/SA/ en date du 29 janvier 2001, relative à la gestion des agents non titulaires rémunérés sur crédits,

Vu la décision du 1^{er} septembre 1995 nommant M. Jean-Loup Bauduin, administrateur des tours de La Rochelle, de l'abbaye Saint-Sauveur de Charroux, de la maison de Clémenceau à St-Vincent-sur-Jard et du sanctuaire gallo-romain de Sanxay,

Décide :

Art. 1^{er}. - Délégation de signature est donnée à M. Jean-Loup Bauduin, dans la limite de ses attributions, à l'effet de signer :

- les bons de commande, les contrats en dépenses et les ordres de service sur marchés d'un montant inférieur à 23 000 • T.T.C. dans la limite des crédits ouverts :

. au titre de la dotation globale de fonctionnement déconcentrée (chapitre 0656)

. et au titre des crédits d'investissement déconcentrés (chapitre 0695)

à l'exclusion des commandes ou contrats d'études,

- les certifications de service fait et liquidations sur les factures relatives aux dépenses des monuments dont il a la responsabilité ainsi que les certificats administratifs en cas de paiement sur duplicata,

- les ordres de mission, les autorisations et les certificats relatifs aux déplacements des personnels placés sous son autorité quel que soit leur statut à l'exclusion des ordres de mission liés à la formation continue des personnels placés sous son autorité,

- les autorisations d'occupation pour les locations ou les tournages dès lors que celles-ci ne dérogent ni aux catégories d'occupation, ni aux tarifs y afférents en vigueur, à l'exclusion des autorisations correspondant à des demandes émanant d'organismes de la presse écrite, audio et télévisuelle de niveau national,

- les factures correspondant aux autorisations d'occupation et aux droits d'entrée lorsqu'il s'avère nécessaire de donner un justificatif au client préalablement à l'émission du titre de recettes,

- les fiches de prêts de documents, œuvres ou objets d'art empruntés à des personnes publiques ou privées à l'occasion d'expositions dans les monuments.

Art. 2. - La présente décision prend effet à compter de sa date de signature.

Le président du centre des monuments nationaux,
Christophe Vallet
L'administrateur,
Jean-Loup Bauduin

Décision n° 40-2003 du 21 mars 2003 portant délégation de signature.

Le président du centre des monuments nationaux,

Vu le décret n° 65-515 du 30 juin 1965 modifiant certaines dispositions de la loi du 10 juillet 1914 sur la caisse nationale des monuments historiques et des sites,

Vu le décret n° 95-462 du 26 avril 1995 portant statut de la caisse nationale des monuments historiques et des sites modifié par le décret n° 2000-357 du 21 avril 2000 relatif au centre des monuments nationaux,

Vu le décret du 19 avril 2002 nommant M. Christophe Vallet, président du centre des monuments nationaux,

Vu l'arrêté du 4 septembre 2000 nommant M. Alain Loiseau, directeur du centre des monuments nationaux,

Vu la note du directeur, n° 1402/174/AL/CS/SA/ en date du 29 janvier 2001, relative à la gestion des agents non titulaires rémunérés sur crédits,

Vu la décision du 1^{er} avril 1999 nommant M. Nicolas Dejardin-Hayart, administrateur des châteaux de Coucy et de Pierrefonds,

Décide :

Art. 1^{er}. - Délégation de signature est donnée à M. Nicolas Dejardin-Hayart, dans la limite de ses attributions, à l'effet de signer :

- les bons de commande, les contrats en dépenses et les ordres de service sur marchés d'un montant inférieur à 23 000 • T.T.C. dans la limite des crédits ouverts :

- . au titre de la dotation globale de fonctionnement déconcentrée (chapitre 0656)

- . et au titre des crédits d'investissement déconcentrés (chapitre 0695)

à l'exclusion des commandes ou contrats d'études,

- les certifications de service fait et liquidations sur les factures relatives aux dépenses des monuments dont il a la responsabilité ainsi que les certificats administratifs en cas de paiement sur duplicata,

- les ordres de mission, les autorisations et les certificats relatifs aux déplacements des personnels placés sous son autorité quel que soit leur statut à l'exclusion des ordres de mission liés à la formation continue des personnels placés sous son autorité,

- les autorisations d'occupation pour les locations ou

les tournages dès lors que celles-ci ne dérogent ni aux catégories d'occupation, ni aux tarifs y afférents en vigueur, à l'exclusion des autorisations correspondant à des demandes émanant d'organismes de la presse écrite, audio et télévisuelle de niveau national,

- les factures correspondant aux autorisations d'occupation et aux droits d'entrée lorsqu'il s'avère nécessaire de donner un justificatif au client préalablement à l'émission du titre de recettes,

- les fiches de prêts de documents, œuvres ou objets d'art empruntés à des personnes publiques ou privées à l'occasion d'expositions dans les monuments.

Art. 2. - La présente décision prend effet à compter de sa date de signature.

Le président du centre des monuments nationaux,
Christophe Vallet
L'administrateur,
Nicolas Dejardin-Hayart

Décision n° 41-2003 du 21 mars 2003 portant délégation de signature.

Le président du centre des monuments nationaux,

Vu le décret n° 65-515 du 30 juin 1965 modifiant certaines dispositions de la loi du 10 juillet 1914 sur la caisse nationale des monuments historiques et des sites,

Vu le décret n° 95-462 du 26 avril 1995 portant statut de la caisse nationale des monuments historiques et des sites modifié par le décret n° 2000-357 du 21 avril 2000 relatif au centre des monuments nationaux,

Vu le décret du 19 avril 2002 nommant M. Christophe Vallet, président du centre des monuments nationaux,

Vu l'arrêté du 4 septembre 2000 nommant M. Alain Loiseau, directeur du centre des monuments nationaux,

Vu la note du directeur, n° 1402/174/AL/CS/SA/ en date du 29 janvier 2001, relative à la gestion des agents non titulaires rémunérés sur crédits,

Vu la décision du 1^{er} novembre 2001 nommant M. Paul-Hervé Parsy, administrateur du château d'Oiron,

Décide :

Art. 1^{er}. - Délégation de signature est donnée à M. Paul-Hervé Parsy, dans la limite de ses attributions, à l'effet de signer :

- les bons de commande, les contrats en dépenses et les ordres de service sur marchés d'un montant inférieur à 23 000 • T.T.C. dans la limite des crédits ouverts :

- . au titre de la dotation globale de fonctionnement déconcentrée (chapitre 0656)

- . et au titre des crédits d'investissement déconcentrés (chapitre 0695)

à l'exclusion des commandes ou contrats d'études,

- les certifications de service fait et liquidations sur les factures relatives aux dépenses du monument dont il a la responsabilité ainsi que les certificats administratifs en cas de paiement sur duplicata,
- les ordres de mission, les autorisations et les certificats relatifs aux déplacements des personnels placés sous son autorité quel que soit leur statut à l'exclusion des ordres de mission liés à la formation continue des personnels placés sous son autorité,
- les autorisations d'occupation pour les locations ou les tournages dès lors que celles-ci ne dérogent ni aux catégories d'occupation, ni aux tarifs y afférents en vigueur, à l'exclusion des autorisations correspondant à des demandes émanant d'organismes de la presse écrite, audio et télévisuelle de niveau national,
- les factures correspondant aux autorisations d'occupation et aux droits d'entrée lorsqu'il s'avère nécessaire de donner un justificatif au client préalablement à l'émission du titre de recettes,
- les fiches de prêts de documents, œuvres ou objets d'art empruntés à des personnes publiques ou privées à l'occasion d'expositions dans le monument.

Art. 2. - La présente décision prend effet à compter de sa date de signature.

Le président du centre des monuments nationaux,
Christophe Vallet
L'administrateur,
Paul-Hervé Parsy

Décision n° 42-2003 du 21 mars 2003 portant délégation de signature.

Le président du centre des monuments nationaux,

Vu le décret n° 65-515 du 30 juin 1965 modifiant certaines dispositions de la loi du 10 juillet 1914 sur la caisse nationale des monuments historiques et des sites,

Vu le décret n° 95-462 du 26 avril 1995 portant statut de la caisse nationale des monuments historiques et des sites modifié par le décret n° 2000-357 du 21 avril 2000 relatif au centre des monuments nationaux,

Vu le décret du 19 avril 2002 nommant M. Christophe Vallet, président du centre des monuments nationaux,

Vu l'arrêté du 4 septembre 2000 nommant M. Alain Loiseau, directeur du centre des monuments nationaux,

Vu la note du directeur n° 1402/174/AL/CS/SA/ en date du 29 janvier 2001, relative à la gestion des agents non titulaires rémunérés sur crédits,

Vu la décision du 1^{er} juin 2001 nommant M. Jean-Jacques Boin, administrateur du monastère de Saorge,

Décide :

Art. 1^{er}. - Délégation de signature est donnée à M. Jean-Jacques Boin, dans la limite de ses attributions, à l'effet de signer :

- les bons de commande, les contrats en dépenses et les ordres de service sur marchés d'un montant inférieur à 23 000 • T.T.C. dans la limite des crédits ouverts :
 - . au titre de la dotation globale de fonctionnement déconcentrée (chapitre 0656)
 - . et au titre des crédits d'investissement déconcentrés (chapitre 0695)

à l'exclusion des commandes ou contrats d'études,

- les certifications de service fait et liquidations sur les factures relatives aux dépenses du monument dont il a la responsabilité ainsi que les certificats administratifs en cas de paiement sur duplicata,
- les ordres de mission, les autorisations et les certificats relatifs aux déplacements des personnels placés sous son autorité quel que soit leur statut à l'exclusion des ordres de mission liés à la formation continue des personnels placés sous son autorité,
- les autorisations d'occupation pour les locations ou les tournages dès lors que celles-ci ne dérogent ni aux catégories d'occupation, ni aux tarifs y afférents en vigueur, à l'exclusion des autorisations correspondant à des demandes émanant d'organismes de la presse écrite, audio et télévisuelle de niveau national,
- les factures correspondant aux autorisations d'occupation et aux droits d'entrée lorsqu'il s'avère nécessaire de donner un justificatif au client préalablement à l'émission du titre de recettes,
- les fiches de prêts de documents, œuvres ou objets d'art empruntés à des personnes publiques ou privées à l'occasion d'expositions dans le monument.

Art. 2. - La présente décision prend effet à compter de sa date de signature.

Le président du centre des monuments nationaux,
Christophe Vallet
L'administrateur,
Jean-Jacques Boin

Décision n° 43-2003 du 21 mars 2003 portant délégation de signature.

Le président du centre des monuments nationaux,

Vu le décret n° 65-515 du 30 juin 1965 modifiant certaines dispositions de la loi du 10 juillet 1914 sur la caisse nationale des monuments historiques et des sites,

Vu le décret n° 95-462 du 26 avril 1995 portant statut de la caisse nationale des monuments historiques et des sites modifié par le décret n° 2000-357 du 21 avril

2000 relatif au centre des monuments nationaux,
 Vu le décret du 19 avril 2002 nommant M. Christophe Vallet, président du centre des monuments nationaux,
 Vu l'arrêté du 4 septembre 2000 nommant M. Alain Loiseau, directeur du centre des monuments nationaux,
 Vu la note du directeur, n° 1402/174/AL/CS/SA/ en date du 29 janvier 2001, relative à la gestion des agents non titulaires rémunérés sur crédits,
 Vu la décision du 1^{er} novembre 1995 nommant Mme Joëlle Barthez, administratrice des abbayes de Silvacane et du Thoronet,

Décide :

Art. 1^{er}. - Délégation de signature est donnée à Mme Joëlle Barthez, dans la limite de ses attributions, à l'effet de signer :

- les bons de commande, les contrats en dépenses et les ordres de service sur marchés d'un montant inférieur à 23 000 • T.T.C. dans la limite des crédits ouverts :
 - . au titre de la dotation globale de fonctionnement déconcentrée (chapitre 0656)
 - . et au titre des crédits d'investissement déconcentrés (chapitre 0695)

à l'exclusion des commandes ou contrats d'études,

- les certifications de service fait et liquidations sur les factures relatives aux dépenses des monuments dont elle a la responsabilité ainsi que les certificats administratifs en cas de paiement sur duplicata,
- les ordres de mission, les autorisations et les certificats relatifs aux déplacements des personnels placés sous son autorité quel que soit leur statut à l'exclusion des ordres de mission liés à la formation continue des personnels placés sous son autorité,
- les autorisations d'occupation pour les locations ou les tournages dès lors que celles-ci ne dérogent ni aux catégories d'occupation, ni aux tarifs y afférents en vigueur, à l'exclusion des autorisations correspondant à des demandes émanant d'organismes de la presse écrite, audio et télévisuelle de niveau national,
- les factures correspondant aux autorisations d'occupation et aux droits d'entrée lorsqu'il s'avère nécessaire de donner un justificatif au client préalablement à l'émission du titre de recettes,
- les fiches de prêts de documents, œuvres ou objets d'art empruntés à des personnes publiques ou privées à l'occasion d'expositions dans les monuments.

Art. 2. - La présente décision prend effet à compter de sa date de signature.

Le président du centre des monuments nationaux,
 Christophe Vallet
 L'administratrice,
 Joëlle Barthez

Décision n° 44-2003 du 21 mars 2003 portant délégation de signature.

Le président du centre des monuments nationaux,
 Vu le décret n° 65-515 du 30 juin 1965 modifiant certaines dispositions de la loi du 10 juillet 1914 sur la caisse nationale des monuments historiques et des sites,
 Vu le décret n° 95-462 du 26 avril 1995 portant statut de la caisse nationale des monuments historiques et des sites modifié par le décret n° 2000-357 du 21 avril 2000 relatif au centre des monuments nationaux,
 Vu le décret du 19 avril 2002 nommant M. Christophe Vallet, président du centre des monuments nationaux,
 Vu l'arrêté du 4 septembre 2000 nommant M. Alain Loiseau, directeur du centre des monuments nationaux,
 Vu la note du directeur, n° 1402/174/AL/CS/SA/ en date du 29 janvier 2001, relative à la gestion des agents non titulaires rémunérés sur crédits,
 Vu la décision du 1^{er} novembre 1995 nommant M. Alain Peyre, administrateur de la place forte de Mont-Dauphin,

Décide :

Art. 1^{er}. - Délégation de signature est donnée à M. Alain Peyre, dans la limite de ses attributions, à l'effet de signer :

- les bons de commande, les contrats en dépenses et les ordres de service sur marchés d'un montant inférieur à 23 000 • T.T.C. dans la limite des crédits ouverts :
 - . au titre de la dotation globale de fonctionnement déconcentrée (chapitre 0656)
 - . et au titre des crédits d'investissement déconcentrés (chapitre 0695)

à l'exclusion des commandes ou contrats d'études,

- les certifications de service fait et liquidations sur les factures relatives aux dépenses du monument dont il a la responsabilité ainsi que les certificats administratifs en cas de paiement sur duplicata,
- les ordres de mission, les autorisations et les certificats relatifs aux déplacements des personnels placés sous son autorité quel que soit leur statut à l'exclusion des ordres de mission liés à la formation continue des personnels placés sous son autorité,
- les autorisations d'occupation pour les locations ou les tournages dès lors que celles-ci ne dérogent ni aux catégories d'occupation, ni aux tarifs y afférents en vigueur, à l'exclusion des autorisations correspondant à des demandes émanant d'organismes de la presse écrite, audio et télévisuelle de niveau national,
- les factures correspondant aux autorisations d'occupation et aux droits d'entrée lorsqu'il s'avère nécessaire de donner un justificatif au client préalablement à l'émission du titre de recettes,

- les fiches de prêts de documents, œuvres ou objets d'art empruntés à des personnes publiques ou privées à l'occasion d'expositions dans le monument.

Art. 2. - La présente décision prend effet à compter de sa date de signature.

Le président du centre des monuments nationaux,
Christophe Vallet
L'administrateur,
Alain Peyre

Décision n° 45-2003 du 21 mars 2003 portant délégation de signature.

Le président du centre des monuments nationaux,

Vu le décret n° 65-515 du 30 juin 1965 modifiant certaines dispositions de la loi du 10 juillet 1914 sur la caisse nationale des monuments historiques et des sites,

Vu le décret n° 95-462 du 26 avril 1995 portant statut de la caisse nationale des monuments historiques et des sites modifié par le décret n° 2000-357 du 21 avril 2000 relatif au centre des monuments nationaux,

Vu le décret du 19 avril 2002 nommant M. Christophe Vallet, président du centre des monuments nationaux,

Vu l'arrêté du 4 septembre 2000 nommant M. Alain Loiseau, directeur du centre des monuments nationaux,

Vu la note du directeur, n° 1402/174/AL/CS/SA/ en date du 29 janvier 2001, relative à la gestion des agents non titulaires rémunérés sur crédits,

Vu la décision du 1^{er} janvier 2002 nommant M. Jean-Claude Fontan, administrateur du site archéologique d'Olbia et du cloître de la cathédrale de Fréjus,

Décide :

Art. 1^{er}. - Délégation de signature est donnée à M. Jean-Claude Fontan, dans la limite de ses attributions, à l'effet de signer :

- les bons de commande, les contrats en dépenses et les ordres de service sur marchés d'un montant inférieur à 23 000 • T.T.C. dans la limite des crédits ouverts :

. au titre de la dotation globale de fonctionnement déconcentrée (chapitre 0656)

. et au titre des crédits d'investissement déconcentrés (chapitre 0695)

à l'exclusion des commandes ou contrats d'études,

- les certifications de service fait et liquidations sur les factures relatives aux dépenses des monuments dont il a la responsabilité ainsi que les certificats administratifs en cas de paiement sur duplicata,

- les ordres de mission, les autorisations et les certificats relatifs aux déplacements des personnels placés sous son autorité quel que soit leur statut à

l'exclusion des ordres de mission liés à la formation continue des personnels placés sous son autorité,

- les autorisations d'occupation pour les locations ou les tournages dès lors que celles-ci ne dérogent ni aux catégories d'occupation, ni aux tarifs y afférents en vigueur, à l'exclusion des autorisations correspondant à des demandes émanant d'organismes de la presse écrite, audio et télévisuelle de niveau national,

- les factures correspondant aux autorisations d'occupation et aux droits d'entrée lorsqu'il s'avère nécessaire de donner un justificatif au client préalablement à l'émission du titre de recettes,

- les fiches de prêts de documents, œuvres ou objets d'art empruntés à des personnes publiques ou privées à l'occasion d'expositions dans les monuments.

Art. 2. - La présente décision prend effet à compter de sa date de signature.

Le président du centre des monuments nationaux,
Christophe Vallet
L'administrateur,
Jean-Claude Fontan

Décision n° 47-2003 du 21 mars 2003 portant délégation de signature.

Le président du centre des monuments nationaux,

Vu le décret n° 65-515 du 30 juin 1965 modifiant certaines dispositions de la loi du 10 juillet 1914 sur la caisse nationale des monuments historiques et des sites,

Vu le décret n° 95-462 du 26 avril 1995 portant statut de la caisse nationale des monuments historiques et des sites modifié par le décret n° 2000-357 du 21 avril 2000 relatif au centre des monuments nationaux,

Vu le décret du 19 avril 2002 nommant M. Christophe Vallet, président du centre des monuments nationaux,

Vu l'arrêté du 4 septembre 2000 nommant M. Alain Loiseau, directeur du centre des monuments nationaux,

Vu la note du directeur, n° 1402/174/AL/CS/SA/ en date du 29 janvier 2001, relative à la gestion des agents non titulaires rémunérés sur crédits,

Vu la décision du 02 août 2002 nommant M. Werner Rauch, administrateur du château du Haut-Koenigsbourg,

Décide :

Art. 1^{er}. - Délégation de signature est donnée à M. Werner Rauch, dans la limite de ses attributions, à l'effet de signer :

- les bons de commande, les contrats en dépenses et les ordres de service sur marchés d'un montant inférieur à 23 000 • T.T.C. dans la limite des crédits ouverts :

. au titre de la dotation globale de fonctionnement déconcentrée (chapitre 0656)

. et au titre des crédits d'investissement déconcentrés (chapitre 0695)

à l'exclusion des commandes ou contrats d'études,

- les certifications de service fait et liquidations sur les factures relatives aux dépenses du monument dont il a la responsabilité ainsi que les certificats administratifs en cas de paiement sur duplicata,

- les ordres de mission, les autorisations et les certificats relatifs aux déplacements des personnels placés sous son autorité quel que soit leur statut à l'exclusion des ordres de mission liés à la formation continue des personnels placés sous son autorité,

- les autorisations d'occupation pour les locations ou les tournages dès lors que celles-ci ne dérogent ni aux catégories d'occupation, ni aux tarifs y afférents en vigueur, à l'exclusion des autorisations correspondant à des demandes émanant d'organismes de la presse écrite, audio et télévisuelle de niveau national,

- les factures correspondant aux autorisations d'occupation et aux droits d'entrée lorsqu'il s'avère nécessaire de donner un justificatif au client préalablement à l'émission du titre de recettes,

- les fiches de prêts de documents, œuvres ou objets d'art empruntés à des personnes publiques ou privées à l'occasion d'expositions dans le monument.

Art. 2. - La présente décision prend effet à compter de sa date de signature.

Le président du centre des monuments nationaux,
Christophe Vallet
L'administrateur,
Werner Rauch

Décision n° 48-2003 du 21 mars 2003 portant délégation de signature.

Le président du centre des monuments nationaux,

Vu le décret n° 65-515 du 30 juin 1965 modifiant certaines dispositions de la loi du 10 juillet 1914 sur la caisse nationale des monuments historiques et des sites,

Vu le décret n° 95-462 du 26 avril 1995 portant statut de la caisse nationale des monuments historiques et des sites modifié par le décret n° 2000-357 du 21 avril 2000 relatif au centre des monuments nationaux,

Vu le décret du 19 avril 2002 nommant M. Christophe Vallet, président du centre des monuments nationaux,

Vu l'arrêté du 4 septembre 2000 nommant M. Alain Loiseau, directeur du centre des monuments nationaux,

Vu la note du directeur, n° 1402/174/AL/CS/SA/ en date du 29 janvier 2001, relative à la gestion des agents non titulaires rémunérés sur crédits,

Vu la décision du 28 février 2002 nommant Mme Elisabeth Dreyfus-Hodebourg, administratrice du château du Roi René à Angers.

Décide :

Art. 1^{er}. - Délégation de signature est donnée à Mme Elisabeth Dreyfus-Hodebourg, dans la limite de ses attributions, à l'effet de signer :

- les bons de commande, les contrats en dépenses et les ordres de service sur marchés d'un montant inférieur à 23 000 • T.T.C. dans la limite des crédits ouverts :

. au titre de la dotation globale de fonctionnement déconcentrée (chapitre 0656)

. et au titre des crédits d'investissement déconcentrés (chapitre 0695)

à l'exclusion des commandes ou contrats d'études,

- les certifications de service fait et liquidations sur les factures relatives aux dépenses du monument dont elle a la responsabilité ainsi que les certificats administratifs en cas de paiement sur duplicata,

- les ordres de mission, les autorisations et les certificats relatifs aux déplacements des personnels placés sous son autorité quel que soit leur statut à l'exclusion des ordres de mission liés à la formation continue des personnels placés sous son autorité,

- les autorisations d'occupation pour les locations ou les tournages dès lors que celles-ci ne dérogent ni aux catégories d'occupation, ni aux tarifs y afférents en vigueur, à l'exclusion des autorisations correspondant à des demandes émanant d'organismes de la presse écrite, audio et télévisuelle de niveau national,

- les factures correspondant aux autorisations d'occupation et aux droits d'entrée lorsqu'il s'avère nécessaire de donner un justificatif au client préalablement à l'émission du titre de recettes,

- les fiches de prêts de documents, œuvres ou objets d'art empruntés à des personnes publiques ou privées à l'occasion d'expositions dans le monument.

Art. 2. - La présente décision prend effet à compter de sa date de signature.

Le président du centre des monuments nationaux,
Christophe Vallet
L'administratrice,
Elisabeth Dreyfus Hodebourg

Décision n° 49-2003 du 21 mars 2003 portant délégation de signature.

Le président du centre des monuments nationaux,

Vu le décret n° 65-515 du 30 juin 1965 modifiant certaines dispositions de la loi du 10 juillet 1914 sur la caisse nationale des monuments historiques et des sites,

Vu le décret n° 95-462 du 26 avril 1995 portant statut de la caisse nationale des monuments historiques et des sites modifié par le décret n° 2000-357 du 21 avril 2000 relatif au centre des monuments nationaux,

Vu le décret du 19 avril 2002 nommant M. Christophe Vallet, président du centre des monuments nationaux,

Vu l'arrêté du 4 septembre 2000 nommant M. Alain Loiseau, directeur du centre des monuments nationaux,

Vu la note du directeur, n° 1402/174/AL/CS/SA/ en date du 29 janvier 2001, relative à la gestion des agents non titulaires rémunérés sur crédits,

Vu la décision du 1^{er} septembre 2002 nommant Mme Marie-Anne Sarda, faisant fonction d'administratrice de l'abbaye de Brou.

Décide :

Art. 1^{er}. - Délégation de signature est donnée à Mme Marie-Anne Sarda, dans la limite de ses attributions, à l'effet de signer :

- les bons de commande, les contrats en dépenses et les ordres de service sur marchés d'un montant inférieur à 23 000 • T.T.C. dans la limite des crédits ouverts :

- . au titre de la dotation globale de fonctionnement déconcentrée (chapitre 0656)

- . et au titre des crédits d'investissement déconcentrés (chapitre 0695)

à l'exclusion des commandes ou contrats d'études,

- les certifications de service fait et liquidations sur les factures relatives aux dépenses du monument dont elle a la responsabilité ainsi que les certificats administratifs en cas de paiement sur duplicata,

- les ordres de mission, les autorisations et les certificats relatifs aux déplacements des personnels placés sous son autorité quel que soit leur statut à l'exclusion des ordres de mission liés à la formation continue des personnels placés sous son autorité,

- les autorisations d'occupation pour les locations ou les tournages dès lors que celles-ci ne dérogent ni aux catégories d'occupation, ni aux tarifs y afférents en vigueur, à l'exclusion des autorisations correspondant à des demandes émanant d'organismes de la presse écrite, audio et télévisuelle de niveau national,

- les factures correspondant aux autorisations d'occupation et aux droits d'entrée lorsqu'il s'avère nécessaire de donner un justificatif au client préalablement à l'émission du titre de recettes,

- les fiches de prêts de documents, œuvres ou objets d'art empruntés à des personnes publiques ou privées à l'occasion d'expositions dans le monument.

Art. 2. - La présente décision prend effet à compter de sa date de signature.

Le président du centre des monuments nationaux,
Christophe Vallet
L'administratrice,
Marie-Anne Sarda

Décision n° 50-2003 du 21 mars 2003 portant délégation de signature.

Le président du centre des monuments nationaux,

Vu le décret n° 65-515 du 30 juin 1965 modifiant certaines dispositions de la loi du 10 juillet 1914 sur la caisse nationale des monuments historiques et des sites,

Vu le décret n° 95-462 du 26 avril 1995 portant statut de la caisse nationale des monuments historiques et des sites modifié par le décret n° 2000-357 du 21 avril 2000 relatif au centre des monuments nationaux,

Vu le décret du 19 avril 2002 nommant M. Christophe Vallet, président du centre des monuments nationaux,

Vu l'arrêté du 4 septembre 2000 nommant M. Alain Loiseau, directeur du centre des monuments nationaux,

Vu la note du directeur, n° 1402/174/AL/CS/SA/ en date du 29 janvier 2001, relative à la gestion des agents non titulaires rémunérés sur crédits,

Vu la décision du 3 octobre 2002 nommant M. François Leyge, faisant fonction d'administrateur du site archéologique de la Graufesenque.

Décide :

Art. 1^{er}. - Délégation de signature est donnée à M. Leyge François, dans la limite de ses attributions, à l'effet de signer :

- les bons de commande, les contrats en dépenses et les ordres de service sur marchés d'un montant inférieur à 23 000 • T.T.C. dans la limite des crédits ouverts :

- . au titre de la dotation globale de fonctionnement déconcentrée (chapitre 0656)

- . et au titre des crédits d'investissement déconcentrés (chapitre 0695)

à l'exclusion des commandes ou contrats d'études,

- les certifications de service fait et liquidations sur les factures relatives aux dépenses du monument dont il a la responsabilité ainsi que les certificats administratifs en cas de paiement sur duplicata,

- les ordres de mission, les autorisations et les certificats relatifs aux déplacements des personnels placés sous son autorité quel que soit leur statut à l'exclusion des ordres de mission liés à la formation continue des personnels placés sous son autorité,

- les autorisations d'occupation pour les locations ou les tournages dès lors que celles-ci ne dérogent ni aux catégories d'occupation, ni aux tarifs y afférents en vigueur, à l'exclusion des autorisations correspondant à des demandes émanant d'organismes de la presse écrite, audio et télévisuelle de niveau national,
- les factures correspondant aux autorisations d'occupation et aux droits d'entrée lorsqu'il s'avère nécessaire de donner un justificatif au client préalablement à l'émission du titre de recettes,
- les fiches de prêts de documents, œuvres ou objets d'art empruntés à des personnes publiques ou privées à l'occasion d'expositions dans le monument.

Art. 2. - La présente décision prend effet à compter de sa date de signature.

Le président du centre des monuments nationaux,
Christophe Vallet
L'administrateur,
François Leyge

Décision n° 18 bis-2003 du 30 avril 2003 portant délégation de signature.

Le président du centre des monuments nationaux,
Vu le décret n° 65-515 du 30 juin 1965 modifiant certaines dispositions de la loi du 10 juillet 1914 sur la caisse nationale des monuments historiques et des sites,
Vu le décret n° 95-462 du 26 avril 1995 portant statut de la caisse nationale des monuments historiques et des sites modifié par le décret n° 2000-357 du 21 avril 2000 relatif au centre des monuments nationaux,
Vu le décret du 19 avril 2002 nommant M. Christophe Vallet, président du centre des monuments nationaux,
Vu l'arrêté du 4 septembre 2000 nommant M. Alain Loiseau, directeur du centre des monuments nationaux,
Vu la note du directeur, n° 1402/174/AL/CS/SA/ en date du 29 janvier 2001, relative à la gestion des agents non titulaires rémunérés sur crédits,
Vu la décision du 1^{er} janvier 1989 nommant Mme Dominique Maldent, administratrice du château de Bouges,
Vu la décision du 21 mars 2003 accordant une délégation de signature à Mme Dominique Maldent,

Décide :

Art. 1^{er}. - En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Dominique Maldent, délégation de signature est donnée à :

Mme Sylvie Girette, dans la limite de ses attributions, à l'effet de signer :

- les bons de commande, les contrats en dépenses et les ordres de service sur marchés d'un montant inférieur

à 11 000 • T.T.C. dans la limite des crédits ouverts :

- . au titre de la dotation globale de fonctionnement déconcentrée (chapitre 0656)

- . et au titre des crédits d'investissement déconcentrés (chapitre 0695)

à l'exclusion des commandes ou contrats d'études,

- les certifications de service fait et liquidations sur les factures relatives aux dépenses du monument dont elle a la responsabilité ainsi que les certificats administratifs en cas de paiement sur duplicata,

- les ordres de mission, les autorisations et les certificats relatifs aux déplacements des personnels placés sous son autorité quel que soit leur statut à l'exclusion des ordres de mission liés à la formation continue des personnels placés sous son autorité,

- les autorisations d'occupation pour les locations ou les tournages dès lors que celles-ci ne dérogent ni aux catégories d'occupation, ni aux tarifs y afférents en vigueur, à l'exclusion des autorisations correspondant à des demandes émanant d'organismes de la presse écrite, audio et télévisuelle de niveau national,

- les factures correspondant aux autorisations d'occupation et aux droits d'entrée lorsqu'il s'avère nécessaire de donner un justificatif au client préalablement à l'émission du titre de recettes,

- les fiches de prêts de documents, œuvres ou objets d'art empruntés à des personnes publiques ou privées à l'occasion d'expositions dans le monument.

Art. 2. - La présente décision prend effet à compter de sa date de signature et prend fin le 31 mai 2003.

Le président du centre des monuments nationaux,
Christophe Vallet
Pour l'administratrice:
Sylvie Girette

MUSEE DU LOUVRE

Décision du 1^{er} mars 2003 du président-directeur du musée du Louvre relative au traitement automatisé d'informations nominatives ayant pour finalité la gestion des candidatures reçues par le musée du Louvre.

Le président directeur du musée du Louvre,

Vu la convention n° 108 du 28 janvier 1981 du conseil de l'Europe pour la protection des personnes à l'égard du traitement automatisé des données à caractère personnel ;

Vu la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés ;

Vu le décret n° 78-774 du 17 juillet 1978 modifié pris pour l'application des chapitres I^{er} à IV et VII de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés ;

Vu le décret n° 92-1338 du 22 décembre 1992 portant création de l'établissement public du musée du Louvre ;

Vu l'avis de la commission nationale de l'informatique et des libertés en date du 24 février 2003 portant le n° 833694,

Décide :

Art. 1^{er}. - Il est créé à l'établissement public du musée du Louvre, établissement public national à caractère administratif, un traitement automatisé d'informations nominatives ayant pour finalité la gestion et le suivi des candidatures reçues par le musée du Louvre.

Art. 2. - Les catégories d'informations nominatives enregistrées sont les suivantes : identité (non, prénom, sexe, adresses postale et électronique, téléphone, télécopie et photographie), situation familiale, formation, diplômes, expérience professionnelle, utilisation des médias et des moyens de communication.

Art. 3. - Les destinataires ou catégories de destinataires de ces informations sont la direction des ressources humaines et du développement social ainsi que les autres directions, départements et services du musée du Louvre.

Art. 4. - Le droit d'accès et de rectification prévu à l'article 34 de la loi du 6 janvier 1978 susvisée s'exerce auprès du service recrutement et mobilité de la direction des ressources humaines et du développement social, Pavillon Mollien, 75058 Paris cedex 01.

Art. 5. - Le président-directeur du musée du Louvre est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au bulletin officiel du ministère de la culture.

Le président-directeur du musée du Louvre,
Henri Loyrette

Décision du 4 avril 2003 du président-directeur du musée du Louvre relative au traitement automatisé d'informations nominatives dénommé «AFL» (american friends of the Louvre) ayant pour finalités la gestion des contacts et l'envoi d'informations.

Le président directeur du musée du Louvre,

Vu la convention n° 108 du 28 janvier 1981 du conseil de l'Europe pour la protection des personnes à l'égard

du traitement automatisé des données à caractère personnel ;

Vu la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés ;

Vu le décret n° 78-774 du 17 juillet 1978 modifié pris pour l'application des chapitres I^{er} à IV et VII de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés ;

Vu le décret n° 92-1338 du 22 décembre 1992 portant création de l'établissement public du musée du Louvre ;

Vu l'avis de la commission nationale de l'informatique et des libertés en date du 25 mars 2003 portant le n° 838185,

Décide :

Art. 1^{er}. - Il est créé à l'établissement public du musée du Louvre, établissement public national à caractère administratif, un traitement automatisé d'informations nominatives dénommé «AFL» (american friends of the Louvre) ayant pour finalités la gestion des contacts et l'envoi d'informations.

Art. 2. - Les catégories d'informations nominatives enregistrées sont les suivantes : nom, prénom, date de naissance, sexe, fonction, qualité, titre, coordonnées personnelles (adresses postale et électronique, téléphone, télécopie), activité professionnelle, coordonnées professionnelles (adresses postale et électronique, téléphone, télécopie), situation familiale, centres d'intérêt.

Art. 3. - Les destinataires ou catégories de destinataires de ces informations sont la direction du développement culturel, le service informatique du musée du Louvre ainsi que la fondation américaine du Louvre (AFL).

Art. 4. - Le droit d'accès et de rectification prévu à l'article 34 de la loi du 6 janvier 1978 susvisée s'exerce auprès de la direction du développement culturel du musée du Louvre, 34-36 quai du Louvre, 75058 Paris cedex 01.

Art. 5. - Le président-directeur du musée du Louvre est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au bulletin officiel du ministère de la culture.

Le président-directeur du musée du Louvre,
Henri Loyrette

Mesures d'information

Relevé de textes parus au Journal officiel

MARS 2003

JO n° 51 du 1^{er} mars 2003

Culture

Page 3653 Arrêté du 15 février 2003 autorisant la société France Télévision à céder sa participation dans le capital d'une société [société Régions].

Page 3653 Arrêté du 15 février 2003 approuvant la prise de participation de la société France 3 au capital d'une société [société Régions].

Page 3678 Arrêté du 14 février 2003 portant promotion (enseignement artistique) (MM. Vandenberghe Fernand, Lustgarten Dan et Fournier Michel).

Page 3678 Arrêtés du 17 février 2003 portant nomination (régisseurs de recettes) (MM. Vitalis Jean-Paul, Blanchard Jean-Raymond et Tartas Gérard).

Page 3679 Arrêté du 17 février 2003 portant nomination (régisseurs d'avances) (Mme Boon Lily).

Conventions collectives

Page 3679 Avis relatif à l'extension d'un accord conclu dans le cadre de la convention collective nationale des professions de la photographie.

JO n° 52 du 2 mars 2003

Economie, finances et industrie / budget

Page 3734 Tableau récapitulatif des ouvertures de crédits de fonds de concours : crédits ouverts sur la période du 20 au 24 janvier 2003 (Gestion 2002) (culture, titres III et V).

Culture

Page 3742 Arrêté du 27 février 2003 autorisant au titre de l'année 2003 l'ouverture de concours pour le recrutement de maîtres-assistants des écoles d'architecture (femmes et hommes) du ministère de la culture et de la communication.

Page 3742 Arrêté du 27 février 2003 autorisant au titre de l'année 2003 l'ouverture de concours pour le recrutement de professeurs des écoles d'architecture (femmes et hommes) du ministère de la culture et de la communication.

Page 3748 Arrêté du 28 février 2003 portant nomination (administration centrale) (Mme Le Guével Anne-Marie).

Page 3748 Liste des élèves ayant obtenu le diplôme d'architecte DPLG.

JO n° 53 des 3 et 4 mars 2003

Culture

Page 3801 Arrêté du 19 février 2003 portant habilitation de l'école d'arts d'Annecy à dispenser le cursus national de l'enseignement des arts plastiques.

Page 3801 Arrêté du 21 février 2003 relatif à l'insaisissabilité de biens culturels (exposition à Caen : *Le baroque dans la vision jésuite de Tintoret à Rubens*).

Page 3801 Arrêté du 21 février 2003 relatif à l'insaisissabilité de biens culturels (Exposition à l'Hôtel de Ville de Paris : *De Cézanne à Dubuffet, collection Jean Planque*).

Page 3801 Arrêté du 21 février 2003 relatif à l'insaisissabilité de biens culturels (exposition à Rouen : *Jeanne d'Arc, les tableaux de l'histoire*).

Page 3801 Arrêté du 21 février 2003 relatif à l'insaisissabilité de biens culturels (exposition au musée du Luxembourg à Paris : *Gauguin et l'Ecole de Pont-Aven*).

Page 3801 Arrêté du 24 février 2003 relatif à la commission prévue à l'article L. 311-5 du code de la propriété intellectuelle. [reconduction et composition]

Fonction publique, réforme de l'Etat et aménagement du territoire

Page 3802 Décret n° 2003-173 du 25 février 2003 modifiant le décret n° 86-83 du 17 janvier 1986 relatif aux dispositions générales applicables aux agents non titulaires de l'Etat pris pour l'application de l'article 7 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publiques de l'Etat.

Culture

Page 3813 Décision du 11 février 2003 portant autorisation d'exercer la profession d'architecte en France (M. Nadri).

Page 3813 Décision du 19 février 2003 portant autorisation d'exercer la profession d'architecte en France (M. Bouftila Hicham).

Page 3813 Décision du 20 février 2003 portant autorisation d'exercer la profession d'architecte en France (M. Nafa Adam).

JO n° 54 du 5 mars 2003**Culture**

Page 3859 Arrêté du 25 février 2003 modifiant l'arrêté du 16 décembre 1998 érigeant divers services de la direction des musées de France en services à compétence nationale.

Page 3859 Arrêté du 25 février 2003 modifiant la liste des organismes constituant des agences de presse au sens de l'ordonnance n° 45-2646 du 2 novembre 1945 portant réglementation des agences de presse.

JO n° 55 du 6 mars 2003**Culture**

Page 3917 Décret n° 2003-185 du 5 mars 2003 modifiant le décret n° 97-286 du 25 mars 1997 relatif à la restitution des biens culturels ayant quitté illicitement le territoire d'un Etat membre de la Communauté européenne.

Page 3918 Arrêté du 25 février 2003 fixant le nombre de bourses [14] offertes au titre de la sélection 2003 aux candidats à un séjour à l'Académie de France à Rome.

Page 3918 Arrêté du 25 février 2003 fixant les modalités de sélection des candidats à une allocation de séjour à l'Académie de France à Rome pour l'année 2003.

Page 3947 Arrêté du 25 février 2003 portant détachement (administrateurs civils) (Mme Chatenay Dolto Véronique).

Page 3947 Arrêté du 25 février 2003 portant nomination du président et des membres du jury chargé de la sélection des pensionnaires de l'Académie de France à Rome pour l'année 2003 (président : M. Peduzzi Richard).

Page 3947 Arrêté du 25 février 2003 portant nomination des rapporteurs adjoints au jury chargé de la sélection des pensionnaires de l'Académie de France à Rome au titre de l'année 2003.

Page 3948 Décision du 21 février 2003 portant nomination à la commission des contributions financières aux œuvres cinématographiques de courte durée.

JO n° 56 du 7 mars 2003**Culture**

Page 4012 Arrêté du 18 février 2003 modifiant l'arrêté du 1^{er} avril 1994 modifié relatif aux groupes de disciplines [enseignement de l'architecture].

JO n° 57 du 8 mars 2003**Economie, finances et industrie / budget**

Page 4063 Arrêté du 10 février 2003 relatif à l'octroi de la garantie de l'Etat à la Réunion des musées nationaux pour l'exposition " *Léonard de Vinci,*

dessins et manuscrits ".

Page 4063 Arrêté du 10 février 2003 relatif à l'octroi de la garantie de l'Etat à la Réunion des musées nationaux pour l'exposition " *collection Winthrop* ".

Culture

Page 4079 Arrêté du 28 février 2003 fixant le nombre de postes offerts au titre de l'année 2003 au concours interne pour le recrutement de techniciens de recherche (femmes et hommes) de la mission de la recherche du ministère de la culture et de la communication.

Page 4079 Arrêté du 3 mars 2003 refusant le certificat prévu à l'article 5 de la loi n° 92-1477 du 31 décembre 1992 modifiée (exportation refusée pour un livre imprimé de Jacques de Brézé : *Le livre de la chasse du grand sénéchal de Normandie. Les ditz du bon chien Souillard qui fut au roy de France, XI^{ème} de ce nom*, ca 1494).

Page 4085 Arrêté du 28 février 2003 relatif à une situation administrative (administrateurs civils) (M. Lannaud Brice).

JO n° 58 du 9 mars 2003**Economie, finances et industrie**

Page 4144 Arrêté du 24 février 2003 portant report de crédits (culture, tableaux A et B, titres V et VI).

Page 4148 Arrêté du 4 mars 2003 portant transfert de crédits (culture, tableau A, titre VI).

Page 4150 Arrêté du 5 mars 2003 portant répartition de crédits (culture, tableau B, titre V).

Page 4151 Arrêté du 5 mars 2003 portant transfert de crédits (culture, tableau A, titre V).

Culture

Page 4164 Arrêté du 4 mars 2003 relatif aux élections des membres du conseil d'administration de l'Ecole nationale supérieure d'art de Bourges.

Page 4165 Arrêté du 4 mars 2003 relatif aux élections des membres de la commission de la recherche, de la pédagogie et de la vie étudiante de l'Ecole nationale supérieure d'art de Bourges.

Page 4166 Arrêté du 4 mars 2003 relatif aux élections des membres du conseil d'administration de l'Ecole nationale supérieure d'art de Cergy.

Page 4167 Arrêté du 4 mars 2003 relatif aux élections des membres de la commission de la recherche, de la pédagogie et de la vie étudiante de l'Ecole nationale supérieure d'art de Cergy.

Page 4168 Arrêté du 4 mars 2003 relatif aux élections des membres du conseil d'administration de l'Ecole nationale supérieure d'art de Dijon.

Page 4170 Arrêté du 4 mars 2003 relatif aux élections des membres de la commission de la recherche, de la pédagogie et de la vie étudiante de l'Ecole nationale supérieure d'art de Dijon.

Conventions collectives

Page 4179 Avis relatif à l'extension d'un accord régional (Lorraine) conclu dans le cadre de la convention collective nationale des cabinets d'architectes.

JO n° 59 des 10 et 11 mars 2003**Economie, finances et industrie**

Page 4204 Décret n° 2003-201 du 10 mars 2003 fixant le taux de l'intérêt légal pour l'année 2003. [3,29%]

Culture

Page 4214 Arrêtés du 26 février 2003 portant admission à la retraite (conservateurs généraux du patrimoine) (M. Collin Hubert François, Mme Charreyre Elisabeth, épouse Pauly).

JO n° 60 du 12 mars 2003**Culture**

Page 4280 Arrêté du 4 mars 2003 fixant le nombre de postes offerts au titre de l'année 2003 au concours pour le recrutement d'inspecteurs et de conseillers de la création, des enseignements artistiques et de l'action culturelle (femmes et hommes) du ministère de la culture et de la communication.

JO n° 61 du 13 mars 2003**Culture**

Page 4354 Arrêté du 4 mars 2003 relatif aux élections des membres du conseil d'administration de l'Ecole nationale supérieure d'art de Limoges-Aubusson.

Page 4355 Arrêté du 4 mars 2003 relatif aux élections des membres de la commission de la recherche, de la pédagogie et de la vie étudiante de l'Ecole nationale supérieure d'art de Limoges-Aubusson.

Page 4356 Arrêté du 4 mars 2003 relatif aux élections des membres du conseil d'administration de l'Ecole nationale supérieure d'art de Nancy.

Page 4358 Arrêté du 4 mars 2003 relatif aux élections des membres de la commission de la recherche, de la pédagogie et de la vie étudiante de l'Ecole nationale supérieure d'art de Nancy.

Page 4359 Arrêté du 4 mars 2003 relatif aux élections des membres du conseil d'administration de la Villa Arson.

Page 4360 Arrêté du 4 mars 2003 relatif aux élections des membres de la commission de la recherche, de la pédagogie et de la vie étudiante de la Villa Arson.

Page 4361 Arrêté du 5 mars 2003 fixant les conditions d'élection des représentants du personnel au sein des conseils d'administration du Théâtre national de Chaillot, du Théâtre national de la Colline, du Théâtre national de l'Odéon et du Théâtre national de Strasbourg.

Page 4362 Arrêté du 5 mars 2003 fixant le nombre

d'emplois offerts au titre de l'année 2003 aux militaires candidats à des emplois civils.

Page 4371 Arrêté du 4 mars 2003 portant nomination à la commission paritaire des publications et agences de presse (représentante du ministre chargé de la culture, titulaire : Mme Bensimon Emmanuelle, représentantes des FFAP : suppléantes : Mme Beuvain Elisabeth et Mme Braka Florence).

JO n° 62 du 14 mars 2003**Culture**

Page 4478 Arrêté du 5 mars 2003 portant nomination au comité d'administration de la Comédie-Française (Melle Mayette Muriel, MM. Hancisse Thierry et Genovese Eric).

Page 4478 Décision du 26 février 2003 portant nomination à la commission d'aide au développement de projets.

Conventions collectives

Page 4479 Avis relatif à l'extension d'un avenant à un accord applicable aux salariés des commissaires-priseurs judiciaires et des maisons de ventes volontaires aux enchères publiques.

JO n° 63 du 15 mars 2003**Intérieur, sécurité intérieure et libertés locales**

Page 4512 Arrêté du 13 mars 2003 modifiant l'arrêté du 2 mai 2001 fixant les programmes des épreuves des concours pour le recrutement des conservateurs territoriaux du patrimoine pour les spécialités archéologie, archives, inventaire, musées, patrimoine scientifique, technique et naturel.

Culture

Page 4545 Arrêté du 4 mars 2003 relatif à la commission prévue à l'article 21 du décret n° 2002-1520 du 23 décembre 2002 fixant les dispositions statutaires applicables au corps des professeurs des écoles nationales supérieures d'art.

Page 4546 Arrêté du 4 mars 2003 relatif à l'insaisissabilité de biens culturels (exposition au musée d'Orsay : *Le daguerréotype français, un objet photographique*).

Page 4553 Liste des élèves ayant obtenu le diplôme d'architecte DPLG (rectificatifs).

Page 4553 Décision du 11 février 2003 portant autorisation d'exercer la profession d'architecte en France (rectificatif).

JO n° 64 du 16 mars 2003**Culture**

Page 4635 Décret du 14 mars 2003 portant délégation de signature (M. Clément Michel).

Page 4635 Arrêté du 14 mars 2003 autorisant au titre

de l'année 2003 l'ouverture de concours pour le recrutement de maîtres-assistants des écoles d'architecture (femmes et hommes) du ministère de la culture et de la communication et portant répartition des postes à pourvoir par discipline et établissement d'affectation.

Page 4636 Arrêté du 14 mars 2003 autorisant au titre de l'année 2003 l'ouverture de concours pour le recrutement de professeurs des écoles d'architecture (femmes et hommes) du ministère de la culture et de la communication et portant répartition des postes à pourvoir par discipline et établissement d'affectation.
Page 4641 Décret du 13 mars 2003 portant nomination du président de la mission interministérielle pour la qualité des constructions publiques (M. Kosciusko-Morizet François).

JO n° 65 des 17 et 18 mars 2003

Jeunesse, éducation nationale et recherche

Page 4715 Arrêté du 10 mars 2003 fixant la composition de la commission chargée d'examiner les candidatures aux concours d'accès aux corps de directeurs d'études et de maîtres de conférences ouverts à l'Ecole française d'Extrême-Orient (dont, membre du conseil scientifique de l'école : M. Jarrige Jean-François, directeur du musée Guimet).

Santé, famille et personnes handicapées

Page 4717 Arrêté du 10 mars 2003 portant nomination au comité d'histoire de la sécurité sociale (dont M. Valette Jean, conservateur général du patrimoine honoraire).

Culture

Page 4718 Arrêté du 27 février 2003 portant nomination du chargé de mission pour l'histoire de l'art auprès de l'Académie de France à Rome (M. Bonfait Olivier).

Page 4718 Arrêté du 3 mars 2003 portant admission à la retraite (conservateurs en chef du patrimoine) (Mme Buxtorf Marie-Claude).

Page 4718 Arrêté du 6 mars 2003 portant nomination au conseil d'administration de l'Etablissement public chargé de l'aménagement du secteur IV de Marne-la-Vallée (titulaire : Mme Cousin Anne-Marie, suppléant : M. Mourareau Olivier).

JO n° 66 du 19 mars 2003

Fonction publique

Page 4854 Arrêté du 7 mars 2003 autorisant l'ouverture du concours externe, du concours interne et du troisième concours d'entrée à l'Ecole nationale d'administration pour l'année 2003 (femmes et hommes).

Culture

Page 4859 Arrêté du 4 mars 2003 portant admission à la retraite (administration centrale) (Mme Humbert Thérèse).

Page 4859 Arrêté du 13 mars 2003 portant cessation de fonctions et nomination au cabinet du ministre (M. Fessy Emmanuel est remplacé par M. Patier Christophe).

JO n° 67 du 20 mars 2003

Culture

Page 4977 Arrêté du 3 mars 2003 fixant le nombre de postes offerts au titre de l'année 2003 au concours pour le recrutement d'assistants ingénieurs (femmes et hommes) de la mission de la recherche du ministère de la culture et de la communication.

Page 4977 Arrêté du 10 mars 2003 fixant le nombre de postes offerts au titre de l'année 2003 aux concours pour le recrutement de techniciens des services culturels et des Bâtiments de France, spécialité «surveillance et accueil» (femmes et hommes) du ministère de la culture et de la communication.

Page 4978 Arrêté du 12 mars 2003 portant création de la commission administrative paritaire compétente à l'égard du corps des professeurs des écoles nationales supérieures d'art.

Page 4986 Arrêté du 14 mars 2003 portant nomination à la commission paritaire des publications et agences de presse (M. Guénéron Hervé).

JO n° 68 du 21 mars 2003

Premier ministre

Page 5034 Circulaire du 14 février 2003 relative à l'emploi de la langue française.

Santé, famille et personnes handicapées

Page 5055 Décret n° 2003-250 du 18 mars 2003 modifiant le code de la sécurité sociale (troisième partie : Décrets) et relatif à la situation des fonctionnaires de l'Etat et des magistrats exerçant leurs fonctions dans un territoire relevant du ministère chargé de l'outre-mer, notamment en Nouvelle-Calédonie, au regard des assurances maladie, maternité et invalidité.

Culture

Page 5064 Arrêté du 19 février 2003 fixant le nombre de postes offerts au titre de l'année 2003 au concours pour le recrutement d'ingénieurs d'études (femmes et hommes) de la mission de la recherche du ministère de la culture et de la communication.

Page 5064 Arrêté du 19 février 2003 fixant le nombre de postes offerts au titre de l'année 2003 au concours pour le recrutement de techniciens de recherche (femmes et hommes) de la mission de la recherche du ministère de la culture et de la communication.

Page 5064 Arrêté du 10 mars 2003 accordant la reconnaissance définie à l'article 9 de la loi n° 88-20 du 6 janvier 1988. [Institut de formation en danses de société à Toulouse]
Page 5064 Arrêté du 14 mars 2003 relatif à

l'insaisissabilité de biens culturels (exposition à Bordeaux : *L'Ecole d'Alger*).

Page 5064 Arrêté du 17 mars 2003 instituant un Grand Prix Raymond Devos de la langue française.

JO n° 69 du 22 mars 2003

Culture

Page 5175 Arrêté du 17 mars 2003 relatif à l'insaisissabilité de biens culturels (exposition à Marseille : *Le XX^e siècle dans la peinture algérienne*).

Page 5183 Arrêté du 18 mars 2003 portant nomination au conseil d'administration de l'Ecole nationale supérieure d'art de Limoges-Aubusson (MM. Bérard Pierre, Lejeune Jean-Marc et von Wegesack Alexander).

JO n° 70 du 23 mars 2003

Culture

Page 5243 Liste des immeubles protégés au titre de la législation sur les monuments historiques au cours de l'année 2002.

JO n° 71 des 24 et 25 mars 2003

Culture

Page 5300 Arrêté du 27 février 2003 portant création d'un comité d'orientation stratégique de la modernisation au ministère de la culture et de la communication.

Page 5300 Arrêté du 10 mars 2003 relatif à l'insaisissabilité de biens culturels (exposition à Paris : *Rétrospective Frédéric Bazille*).

Page 5300 Arrêté du 17 mars 2003 fixant le nombre de postes offerts au titre de l'année 2003 au concours externe pour le recrutement d'adjoints administratifs des services déconcentrés, spécialité «Bâtiments de France» (femmes et hommes), du ministère de la culture et de la communication.

Page 5306 Arrêté du 13 mars 2003 portant attribution de fonctions (régisseurs de recettes et d'avances) (Mme Petit de Meurville Françoise).

JO n° 72 du 26 mars 2003

Intérieur, sécurité intérieure et libertés locales

Page 5346 Arrêté du 14 mars 2003 portant agrément d'organismes ou de personnes pour assurer les vérifications réglementaires dans les établissements recevant du public.

Culture

Page 5381 Arrêté du 13 mars 2003 portant nomination à la commission prévue au paragraphe I (1°) de l'article 5 du décret n° 95-110 du 2 février 1995 modifié relatif au soutien financier de l'Etat à l'industrie des programmes audiovisuels.

Page 5381 Arrêté du 18 mars 2003 portant nomination

(régisseurs d'avances et de recettes) (Mme Sosson Christine).

JO n° 73 du 27 mars 2003

Affaires sociales, travail et solidarité

Page 5426 Arrêté du 17 mars 2003 complétant l'arrêté du 17 juin 1980 portant homologation de titres et de diplômes de l'enseignement technologique (culture : Institut de formation Art et métier à Ivry-sur-Seine (94) ; p. 5428 et 5429 : 2 diplômes du Conservatoire national supérieur de musique et de danse de Paris, et 2 de l'Institut d'études supérieures des arts (IESA) à Paris).

Jeunesse, éducation nationale et recherche

Page 5437 Arrêté du 20 mars 2003 complétant l'arrêté du 1^{er} mars 1993 modifié fixant les conditions d'admission à la formation initiale de l'Ecole nationale supérieure des arts et techniques du théâtre ainsi que les modalités de contrôle des connaissances.

Culture

Page 5443 Décret du 25 mars 2003 portant délégation de signature (M. Seban Alain).

Page 5449 Arrêté du 27 février 2003 portant nomination au comité d'orientation stratégique de la modernisation au ministère de la culture et de la communication.

Page 5450 Arrêté du 14 mars 2003 portant nomination du directeur général de la Cité des sciences et de l'industrie (M. Grenon Thomas).

Page 5450 Arrêté du 18 mars 2003 portant nomination au conseil d'administration de l'Etablissement public du musée et du domaine national de Versailles.

Page 5450 Arrêté du 18 mars 2003 portant nomination au conseil d'administration de l'Ecole nationale supérieure d'art de Nancy.

JO n° 74 du 28 mars 2003

Culture

Page 5519 Décret n° 2003-275 du 21 mars 2003 modifiant le décret n° 95-463 du 27 avril 1995 portant création de l'Etablissement public du musée et du domaine national de Versailles.

Page 5520 Arrêté du 14 mars 2003 portant institution d'une régie de recettes et d'une régie d'avances auprès de la Manufacture nationale de Sèvres.

Affaires sociales, travail et solidarité

Page 5523 Arrêté du 14 mars 2003 portant attribution de licences d'agent artistique.

Culture

Page 5527 Arrêté du 19 mars 2003 portant cessation de fonctions à la commission de contrôle auprès du fonds d'aide à la modernisation de la presse quotidienne et assimilée d'information politique et générale.

Page 5527 Arrêté du 19 mars 2003 modifiant l'arrêté du 26 septembre 2002 portant nomination au comité d'orientation du fonds d'aide à la modernisation de la presse quotidienne et assimilée d'information politique et générale.

JO n° 75 du 29 mars 2003

Page 5568 Loi constitutionnelle n° 2003-276 du 28 mars 2003 relative à l'organisation décentralisée de la République.

Culture

Page 5600 Arrêté du 4 mars 2003 portant application aux personnels de l'administration centrale du ministère de la culture et de la communication des dispositions du décret n° 50-196 du 6 février 1950 relatif à certaines indemnités dans les administrations centrales.

AVRIL 2003

JO n° 77 des 31 mars et 1^{er} avril 2003

Culture

Page 5718 Arrêté du 19 mars 2003 portant nomination (régisseurs d'avances) (Mmes Gaillac Sylvie et Boon Lily).

Page 5718 Arrêté du 24 mars 2003 portant nomination de la secrétaire générale de l'Institut national du patrimoine (Mme Delbèque Mireille).

Page 5718 Liste des élèves ayant obtenu le diplôme d'architecte DPLG.

JO n° 78 du 2 avril 2003

Culture

Page 5811 Arrêté du 19 mars 2003 modifiant l'arrêté du 6 mars 1997 relatif à l'organisation des études conduisant au diplôme national d'arts et techniques et au diplôme national supérieur d'expression plastique.

Page 5811 Arrêté du 26 mars 2003 portant approbation d'un avenant à une convention constitutive d'un groupement d'intérêt public (GIP "atelier régional de conservation NUCLEART" (ARC-NUCLEART)).

JO n° 79 du 3 avril 2003

Culture

Page 5937 Décret du 1^{er} avril 2003 portant nomination au conseil d'administration de l'Opéra national de Paris (M. Duhamel Pierre-Mathieu, Mme Marigeaud Martine).

Page 5937 Décret du 2 avril 2003 portant nomination au conseil d'administration de la société nationale de programme France 3 (Mme Geny-Stephann Delphine).

Page 5937 Arrêté du 21 mars 2003 portant nomination à la commission paritaire des publications et agences de presse (M. Mourier Pierre-François).

Page 5937 Arrêté du 25 mars 2003 portant nomination à la commission prévue à l'article 7 du décret n° 97-1263 du 29 décembre 1997 portant application de l'article 80 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication (Mme Dufour-Ferry Isabelle).

JO n° 80 du 4 avril 2003

Culture

Page 6009 Arrêté du 27 mars 2003 fixant le nombre de postes offerts au titre de l'année 2003 au concours interne réservé pour le recrutement de techniciens des services culturels et des Bâtiments de France, spécialité "surveillance et accueil", du ministère de la culture et de la communication (femmes et hommes).

Premier ministre

Page 6010 Arrêté du 26 mars 2003 portant réintégration et affectation (administrateurs civils) (M. Amsellem Guy).

Culture

Page 6014 Décision du 14 mars 2003 portant autorisation d'exercer la profession d'architecte en France (Mme ben Mahmoud Sonia).

JO n° 81 du 5 avril 2003

Culture

Page 6145 Décret du 3 avril 2003 portant nomination (inspection générale de l'administration des affaires culturelles) (M. Marchand Jean-René).

JO n° 82 du 6 avril 2003

Economie, finances et industrie

Page 6172 Arrêté du 3 avril 2003 portant transfert de crédits (culture, tableau A, titre IV).

JO n° 83 des 7 et 8 avril 2003

Culture

Page 6229 Arrêté du 28 mars 2003 portant application au ministère de la culture et de la communication du décret n° 2002-634 du 29 avril 2002 relatif à la création du compte épargne-temps dans la fonction publique de l'Etat.

JO n° 84 du 9 avril 2003

Culture

Page 6280 Arrêté du 1^{er} avril 2003 modifiant la liste des organismes constituant des agences de presse au sens de l'ordonnance n° 45-2646 du 2 novembre 1945 portant réglementation des agences de presse.

Page 6287 Arrêtés du 24 mars 2003 portant admission à la retraite (chargés d'études documentaires) (Mme Nicolini Marie-Noëlle, M. Villoutreix Daniel).

JO n° 86 du 11 avril 2003**Culture**

Page 6426 Arrêté du 1^{er} avril 2003 relatif à l'octroi d'une dispense d'assurance au profit du carré d'art (musée d'art contemporain de Nîmes) pour une exposition (exposition : *Sculpture*).

JO n° 87 du 12 avril 2003**Culture**

Page 6541 Décret n° 2003-333 du 9 avril 2003 relatif à la fusion des corps de secrétaires administratifs du ministère de la culture et de la communication.

Page 6542 Décret n° 2003-334 du 9 avril 2003 relatif à la fusion des corps d'adjoints administratifs du ministère de la culture et de la communication.

Page 6543 Décret n° 2003-335 du 9 avril 2003 relatif à la fusion des corps d'agents administratifs du ministère de la culture et de la communication.

Page 6543 Décret n° 2003-336 du 9 avril 2003 relatif à la fusion des corps d'agents des services techniques du ministère de la culture et de la communication.

Page 6544 Décret n° 2003-337 du 9 avril 2003 modifiant le décret n° 48-1108 du 10 juillet 1948 portant classement hiérarchique des grades et emplois des personnels civils et militaires de l'Etat relevant du régime général des retraites.

Premier ministre

Page 6546 Arrêté du 3 avril 2003 portant affectation (administrateurs civils) (Mme Eynaud Isabelle quitte la culture et est affectée au ministère des affaires sociales, du travail...).

Page 6556 Décret du 9 avril 2003 portant nomination et affectation (écoles d'architecture) (école d'architecture du Languedoc : M. Pauli Nicolas).

Conventions collectives

Page 6559 Avis relatif à l'extension de la convention collective nationale régissant les rapports entre les entrepreneurs de spectacles et les artistes dramatiques, lyriques, chorégraphiques, marionnettistes, de variétés et musiciens et d'un avenant à ladite convention.

Page 6559 Avis relatif à l'extension d'un accord régional (Pays de la Loire) conclu dans le cadre de la convention collective nationale des cabinets d'architectes.

Page 6560 Avis relatif à l'extension d'un accord régional (Poitou-charentes) conclu dans le cadre de la convention collective nationale des cabinets d'architectes.

Page 6560 Avis relatif à l'extension d'un avis interprétatif d'un accord applicable aux salariés des commissaires-priseurs judiciaires et des maisons de

ventes volontaires aux enchères publiques.

JO n° 88 du 13 avril 2003**Economie, finances et industrie / budget**

Page 6583 Tableau récapitulatif des ouvertures de crédits de fonds de concours : crédits ouverts sur la période du 27 au 31 janvier 2003 (Gestion 2003) (culture, titres III et V).

Culture

Page 6608 Arrêté du 7 avril 2003 portant nomination au comité technique paritaire du centre des monuments nationaux.

Page 6608 Arrêté du 9 avril 2003 portant nomination des membres du Haut Conseil des musées de France.

Conventions collectives

Page 6609 Avis relatif à l'extension d'un accord départemental (Oise) conclu dans le cadre de la convention collective nationale des cabinets d'architectes.

JO n° 89 des 14 et 15 avril 2003**Jeunesse, éducation nationale et recherche**

Page 6645 Arrêté du 7 avril 2003 fixant les règles d'admission et de scolarité à l'Institut national des sciences appliquées de Strasbourg en vue de l'obtention du diplôme d'architecte.

Culture

Page 6675 Arrêté du 7 avril 2003 relatif à l'insaisissabilité de biens culturels (exposition à Paris : *Paris – Saint-Petersbourg, 1800-1830. Quant la Russie parlait français*).

Page 6675 Arrêté du 7 avril 2003 relatif à l'insaisissabilité de biens culturels (exposition à Arles : *Vincent Van Gogh – Arles 2003*).

Page 6675 Arrêté du 7 avril 2003 relatif à l'insaisissabilité de biens culturels (exposition à Antibes : *Sarian, au pays du soleil volant*).

Page 6675 Arrêté du 7 avril 2003 relatif à l'insaisissabilité de biens culturels (exposition à Nice : *Une fête en Cimmérie*).

JO n° 90 du 16 avril 2003**Economie, finances et industrie / budget**

Page 6743 Tableau récapitulatif des ouvertures de crédits de fonds de concours : crédits ouverts sur la période du 3 au 7 février 2003 (Gestion 2003) (culture, titre V).

Culture

Page 6771 Arrêté du 11 avril 2003 portant nomination au cabinet du ministre (Mme Reculet Laurence).

JO n° 91 du 17 avril 2003**Economie, finances et industrie / budget**

Page 6825 Tableau récapitulatif des ouvertures de crédits de fonds de concours : crédits ouverts sur la période du 10 au 14 février 2003 (Gestion 2003) (culture, titre V).

JO n° 92 du 18 avril 2003**Economie, finances et industrie / budget**

Page 6904 Tableau récapitulatif des ouvertures de crédits de fonds de concours : crédits ouverts sur la période du 17 au 21 février 2003 (Gestion 2003) (culture, titre V).

Culture

Page 6949 Arrêté du 3 avril 2003 portant nomination du président du conseil d'administration de l'école d'architecture de Nancy (M. Vattier Guy).

Page 6949 Arrêté du 3 avril 2003 portant nomination du commissaire du Gouvernement auprès de l'Ecole nationale supérieure de création industrielle (M. Bethenod Martin).

Page 6949 Décisions du 7 avril 2003 portant autorisation d'exercer la profession d'architecte en France (M. Gagnon Charles-Bernard, Mme Jung Min-A).

Page 6949 Décisions du 8 avril 2003 portant autorisation d'exercer la profession d'architecte en France (Mme Dobрева Tzvetelina, MM. Milenkovic Milan, Zhang Hong-Shu et Diattara Chérif).

JO n° 93 du 19 avril 2003**Premier ministre**

Page 6985 Arrêté du 24 février 2003 relatif à l'organisation de la direction du développement des médias en sous-directions (rectificatif).

Economie, finances et industrie / budget

Page 7001 Tableau récapitulatif des ouvertures de crédits de fonds de concours : crédits ouverts sur la période du 24 au 28 février 2003 (Gestion 2003) (culture, titre V).

Culture

Page 7040 Décret du 17 avril 2003 portant délégation de signature (M. Bethenod Martin et Mme Le Guével Anne-Marie).

Page 7050 Arrêté du 27 mars 2003 portant admission à la retraite (chargés d'études documentaires) (Mme Wiltbret Gaétane).

Page 7050 Arrêté du 7 avril 2003 portant nomination à la commission chargée de donner un avis sur la pratique artistique de candidats aux concours d'accès au corps des professeurs des écoles nationales supérieures d'art.

Page 7050 Arrêté du 7 avril 2003 portant nomination de membres de la commission prévue à l'article 21 du décret n° 2002-1520 du 23 décembre 2002 fixant les dispositions statutaires applicables au corps des professeurs des écoles nationales supérieures d'art.

Page 7050 Décret du 12 février 2003 portant nomination du directeur de l'école d'architecture de Bretagne (rectificatif).

JO n° 94 du 20 avril 2003**Ordre national de la Légion d'Honneur**

Page 7128 Décret du 17 avril 2003 portant promotion (ministère de la culture p. 7129).

Page 7129 Décret du 17 avril 2003 portant promotion et nomination (culture, dont notre collègue, chevalier : Mme Gautier-Desvaux Elizabeth (DRAC de Bretagne)).

Economie, finances et industrie / budget

Page 7152 Tableau récapitulatif des ouvertures de crédits de fonds de concours : crédits ouverts sur la période du 3 au 7 mars 2003 (Gestion 2003) (culture, titres III et V).

Culture

Page 7160 Arrêté du 18 mars 2003 portant affectation d'un immeuble (dit " commissariat de l'armée de terre ", 13-15 rue de Phalsbourg à Strasbourg).

Premier ministre

Page 7161 Arrêté du 9 avril 2003 portant radiation (administrateurs civils) (M. Bonhomme Alain).

Page 7161 Arrêté du 9 avril 2003 portant réintégration et affectation (administrateurs civils) (M. Paumier Benoît).

Culture

Page 7171 Arrêté du 24 février 2003 portant admission à la retraite (enseignements artistiques) (M de Bengy Jean).

Page 7171 Arrêté du 4 mars 2003 portant admission à la retraite (inspection générale de l'administration) (M. Pattyn Christian).

Page 7171 Arrêté du 9 avril 2003 portant nomination (régisseurs d'avances et de recettes) (à la Manufacture nationale de Sèvres : M. Boumour Gamal, Mmes Michelin Laurence et Blon Solange).

Page 7171 Arrêté du 11 avril 2003 portant radiation (administration centrale) (Mme Chérie Claire).

Page 7171 Arrêté du 11 avril 2003 portant nomination (directions régionales des affaires culturelles) (DRAC de Basse-Normandie : M. Parthenay Dominique).

JO n° 95 des 21, 22 et 23 avril 2003**Economie, finances et industrie**

Page 7217 Arrêté du 17 avril 2003 portant report de

crédits (tableaux A et B, comptes d'affectation spéciale : Fonds d'aide à la modernisation de la presse quotidienne et assimilée d'information politique et générale et à la distribution de la presse quotidienne nationale d'information politique et générales (modifié) (compte n° 902-32)).

Budget et réforme budgétaire

Page 7228 Arrêté du 17 avril 2003 portant report de crédits (culture : titres III et IV).

Page 7229 Arrêté du 17 avril 2003 portant report de crédits (culture : titre IV).

Page 7229 Arrêté du 17 avril 2003 portant report de crédits (culture : titre III et IV).

Premier ministre

Page 7271 Arrêté du 11 avril 2003 portant réintégration et affectation (administrateurs civils) (M. Amsellem Guy).

JO n° 96 du 24 avril 2003

Culture

Page 7330 Arrêté du 3 avril 2003 portant inscription à un tableau d'avancement (conservateurs de 1^{re} classe du patrimoine).

JO n° 97 du 25 avril 2003

Culture

Page 7408 Arrêté du 27 mars 2003 portant nomination au Conseil supérieur de l'enseignement de l'architecture.

Page 7408 Arrêté du 14 avril 2003 portant admission à la retraite (conservateurs généraux du patrimoine) (Mme Durand-Evrard Française).

JO n° 99 du 27 avril 2003

Economie, finances et industrie / budget

Page 7478 Décret n° 2003-394 du 24 avril 2003 portant annulation de crédits (culture, titre V).

Réponses aux questions écrites

ASSEMBLÉE NATIONALE

JO n° 10 AN (Q) du 10 mars 2003

Réponses aux questions de :

- MM. Laurent Hénart, Germain Peiro, Bernard Perrut, Jean-Pierre Blazy sur les initiatives qui seront prises pour sauver les **intermittents du spectacle**, et de nombreuses entreprises de spectacle, après le doublement depuis le 1^{er} juillet 2002 de la cotisation ASSEDIC d'**assurance chômage** et alors que le **rapport Klein-Roigt** de septembre 2001 suggérait également une dégressivité des allocations, et sur les suites données à l'accord de 2000 réformant le système d'indemnisation des intermittents.

(Questions n° 1358-05.08.2002 ; 9102-23.12.2002 ; 10085-13.01.2003 ; 10383-20.01.2003).

- M. Léonce Deprez sur l'application de la réglementation interdisant les **incrustations publicitaires** apparaissant à l'écran lors d'**émissions télévisées**, notamment sportives, et sur la prise de position du CSA attendue sur ce sujet.

(Questions n° 2588-09.09.2002 ; 7785-02.12.2002).

- M. René Dosière sur les **agents** (nombre, statut, grade) et la part du **budget** du ministère de la **culture** affectés à la **Présidence de la République**

au cours des exercices 2000 et 2001. (Question signalée)

(Question n° 2654-16.09.2002).

- M. François Vannson sur les conditions d'application de la **loi n° 89-468** relative à l'**enseignement de la danse**, notamment des **sanctions prévues**, et si elle sont appliquées aux MJC qui n'ont pas les moyens de recruter des professeurs diplômés.

(Question n° 2928-16.09.2002).

- M. Marc Le Fur sur l'intention du ministre de délivrer davantage d'**autorisations de fouilles archéologiques** à l'avenir, la politique restrictive actuelle quant aux ouvertures de chantiers écartant presque complètement les **fouilleurs bénévoles** compétents de ces activités.

(Question n° 4395-14.10.2002).

- M. Bruno Bourg-Broc sur le **bilan** de la **mission** confiée en juillet 2002 à M. Michel Boyon, conseiller d'Etat, sur les perspectives de la télévision numérique terrestre (**TNT**).

(Question n° 5648-28.10.2002).

- M. Etienne Blanc sur le **développement** des services de **radiodiffusion sonore en mode numérique DAB** qui sont exclus du champ d'application de la loi n° 2000-719 du 1^{er} août 2000 relative à la liberté de

communication qui définit le régime des services de télévision numérique de terre.

(Question n° 5767-04.11.2002).

- M. François Lamy sur les actions et moyens financiers que l'Etat est prêt à engager en faveur de la **promotion de la culture à l'université**, si possible par la mise en place de conventions et partenariats entre région, ville et Etat avec la participation du CNOUS, afin de fournir aux étudiants des outils d'épanouissement et de combler les lacunes de l'enseignement secondaire en matière d'art.

(Question n° 7898-02.12.2002).

- M. Léonce Deprez sur l'état d'**avancement des travaux du Conseil supérieur des archives**, attendus par les maires de France.

(Question n° 7905-02.12.2002).

- M. Eric Raoult sur la possibilité de la **création** d'une " **Année d'Israël** en France ", avec son pendant en Israël.

(Question n° 7969-09.12.2002).

- Mme Nathalie Gautier sur le peu de cas fait des travaux demandés à la représentation nationale, la **remise en cause du financement de l'archéologie préventive** dans le cadre de la loi de finances pour 2003 devant intervenir **avant** même la **remise du rapport d'évaluation** des bilans de l'archéologie nationale depuis la mise en application de la loi de janvier 2001.

(Question n° 9112-23.12.2002).

- M. Jean Tiberi sur les mesures de **sauvegarde** que pourrait prendre le Gouvernement pour assurer la pérennité du **centre de formation des journalistes** à Paris.

(Question n° 9382-23.12.2002).

- Mme Henriette Martinez sur le **plan de relance du mécénat** et des **fondations** qui prévoit de favoriser les initiatives des particuliers et des entreprises, notamment pour ces dernières par un doublement de l'avantage fiscal, et sur l'intention d'appliquer ce dispositif aux **associations**. (Question transmise)

(Question n° 10133-13.01.2003).

- M. François Grosdidier sur la **construction** d'un nouvel **auditorium symphonique** moderne destiné aux concerts et aux répétitions de l'**Orchestre de Paris**, pour remplacer la salle Pleyel fermée pour travaux.

(Question n° 10295-20.01.2003).

- M. Jean-Pierre Abelin sur la nécessaire **réforme** de la loi sur l'**archéologie préventive** quant au mode de **financement** de la redevance dont la complexité, l'allongement des délais et le coût pour les constructeurs nuit aux travaux engagés.

(Question n° 10443-20.01.2003).

- MM. Jean-Marc Ayrault et Jacques Brunhes sur l'**avenir** des annexes 8 et 10 de la convention de l'UNEDIC relative au régime de l'**assurance chômage de l'intermittence du spectacle** qui découlent de la nature intrinsèque de ces métiers, alors que le rapport de MM. Klein et Roigt, inspecteurs généraux des affaires culturelles et sociales, remis le 30 novembre 2002, en accord avec les positions du MEDEF, semble préconiser de démanteler ce régime spécifique.

(Questions n° 11187-03.02.2003 ; 11529-10.02.2003).

- MM. Marc Le Fur et Jean-Claude Lemoine sur le nécessaire **développement du sous-titrage** des émissions de **télévision** pour les sourds et malentendants, le taux actuel allant de 1 à 20 suivant les chaînes selon le rapport de M. Jacques Charpillon.

(Questions n° 11772-10.02.2003 ; 11933-10.02.2003).

JO n° 11 AN (Q) du 17 mars 2003

Réponses aux questions de :

- MM. Jacques Bobe, Didier Quentin, Léon Vachet sur les conséquences de l'**application** de la **loi** sur l'**archéologie préventive** pour les communes (complexité administrative, allongement des délais, coût) et pour les professionnels (géomètres, constructeurs) et sur l'opportunité d'**assouplir** l'exécution du décret ou d'**exonérer** les petites communes de la redevance.

(Questions n° 6263-11.11.2002 ; 6315-11.11.2002 ; 6316-11.11.2002).

- M. André Schneider, Mmes Chantal Robin-Rodrigo et Marie-Françoise Pérol-Dumont, MM. François Liberti et Claude Goasguen sur les décisions réglementaires qui permettraient d'**assouplir** l'application de la **loi** sur l'**archéologie préventive** et d'en alléger les conséquences pour les petites communes, les villes et les particuliers, et sur le moyen de **garantir** la sauvegarde du **patrimoine** et une sécurité de l'**emploi** aux archéologues après la réduction récente des moyens de l'INRAP avant même la publication du rapport d'audit sur ses débuts annoncé pour fin 2003.

(Questions n° 6264-11.11.2002 ; 9900-30.12.2002 ; 11640-10.02.2003 ; 11763-10.02.2003 ; 11835-10.02.2003).

- M. Marcel Dehoux sur les conséquences économiques et culturelles de l'**abandon** des traductions en **français** des **brevets européens** si le Gouvernement ratifiait le protocole de Londres. (Question signalée)

(Question n° 7494-02.12.2002).

- M. Bruno Bourg-Broc sur la suggestion d'une historienne de " **panthéoniser** " de grands **sportifs**. (Question n° 8341-09.12.2002).

- Mme Marie-Jo Zimmermann sur les données chiffrées (effectifs, budget, subventions de l'Etat) des **écoles des beaux-arts** de Metz et de Nancy pour 2001 et sur les raisons de leur importante différence de **statut**.

(Question 9475-23.12.2002).

- Mme Danielle Bousquet sur les mesures qui seront prises pour **sauvegarder** notre **patrimoine** archéologique et l'**emploi** malgré la réduction de moitié de la redevance finançant l'**archéologie préventive**, et les amendements à la loi n° 2001-44 proposés en novembre 2002 tant au Sénat qu'à l'Assemblée nationale, devant le bilan de son application prévu pour fin 2003 et sans tenir compte des projets de **réforme** proposés par le ministère chargé de la culture.

(Question n° 9863-30.12.2002).

- M. André Gerin sur l'importance d'instituer un contrôle de l'application de la loi du 7 janvier 1993 définissant le **statut** des **correspondants locaux de presse** et précisant leurs conditions de travail.

(Question n° 10328-20.01.2003).

- M. Jean-Luc Préel sur les dispositions qui seront prises dans le cadre du projet de **réforme** de la loi du 17 janvier 2001 sur l'**archéologie préventive** pour reconnaître un **rôle** aux **archéologues bénévoles** des associations composant la fédération française d'archéologie dont le fort potentiel d'expérience a été ignoré au bénéfice du monopole accordé à l'INRAP.

(Question n° 11834-10.02.2003).

- M. Jean-Claude Flory sur les modalités pratiques d'une **évolution** du dispositif de **soutien au cinéma** qui seront arrêtées à partir des propositions du **rapport Leclerc**.

(Question n° 11882-10.02.2003).

- Mme Martine Aurillac sur les modalités du **dispositif fiscal** attendu qui permettra à la France de rattraper son retard dans le **développement** du **mécénat** et des **fondations**.

(Question n° 12181-17.02.2003).

- MM. Jean-Marie Geveaux et Jean-Michel Ferrand sur l'**impulsion** qui sera donnée au développement du **sous-titrage** des émissions télévisées pour les sourds et malentendants après le **rapport** de M. Jacques **Charpillon**, inspecteur général des affaires culturelles.

(Questions n° 12198-17.02.2003 ; 12392-17.02.2003).

- MM. Michel Liebgott et Alain Marleix sur les mesures envisagées, après le **rapport Roigt-Klein**, en faveur du régime d'**assurance chômage** des **intermittents du spectacle**.

(Questions n° 12636-24.02.2003 ; 12835-24.02.2003).

JO n° 12 AN (Q) du 24 mars 2003

Réponses aux questions de :

- M. Renaud Donnedieu de Vabres sur les mesures

qui seront prise en faveur de l'**application stricte** à la télévision de la loi n° 91-32 du 10 janvier 1991, dite "**loi Evin**", contre le **tabagisme** eu égard à une recrudescence de la présence du tabac dans les programmes de **télévision**.

(Question n° 3161-23.09.2002).

- Mme Chantal Robin-Rodrigo sur la nécessité de conserver, mettre en valeur et **protéger** les **fresques** murales de la **Renaissance** de l'**église** gothique classée de **Bourisp** (Hautes-Pyrénées), dont les figurations uniques, très originales et savoureuses, sont exposées au rude climat montagnard.

(Question n° 8138-09.12.2002).

- M. Laurent Hénart sur la possibilité d'accorder des **aides** financières aux **jeunes talents artistiques** qui font leurs études à l'**étranger**.

(Question n° 9034-23.12.2002).

- M. Bruno Bourg-Broc sur l'intention du ministre de s'inspirer des travaux de la commission Kriegel sur le développement de la **violence** à la **télévision** qui recommande, pour protéger les jeunes téléspectateurs, d'octroyer des moyens accrus de **prévention** à une **commission de classification unique**.

(Question n° 9255-23.12.2002).

- M. Bruno Bourg-Broc sur l'opportunité de **reconstruire** le palais des **Tuileries** comme le souhaite l'Académie du Second Empire.

(Questions n° 10980-27.01.2003 ; 11468-03.02.2003).

- M. Richard Dell'Agnola sur les grandes lignes du **plan de rattrapage** du **sous-titrage** des émissions télévisées pour les sourds et malentendants arrêtées au vu du **rapport Charpillon** remis en octobre 2002.

(Question transmise)

(Question n° 11766-10.02.2003).

- M. Jean Tiberi sur les **aides** susceptibles d'être apportées au **centre de formation des journalistes** à Paris dont la situation matérielle est difficile.

(Question n° 11921-10.02.2003).

- MM. Armand Jung et Jean-Christophe Lagarde, Mme Nadine Morano sur la participation du Gouvernement au **rattrapage** en matière de **sous-titrage** des émissions télévisées pour les sourds et malentendants qui, selon le rapport Charpillon, devrait à l'horizon **2008** aboutir au sous-titrage de la moitié des programmes.

(Questions n° 12570-24.02.2003 ; 12900-24.02.2003 ; 12913-24.02.2003).

JO n° 13 AN (Q) du 31 mars 2003

Réponses aux questions de :

- Mme Chantal Robin-Rodrigo sur la nécessité de reprendre la **restauration interrompue** de l'**église** abbatiale classée de **Saint-Savin** (Hautes-Pyrénées).

(Question n° 8139-09.12.2002).

- M. Jean Gaubert sur les **risques** que comporte la **transposition** de la **directive** européenne sur le **droit d'auteur** en droit français, notamment en conduisant à légaliser la **cession globale** des **droits des auteurs salariés**, des journalistes en particulier, à leurs employeurs en pure négation du droit moral individuel. (Question n° 10514-20.01.2003).

- M. Maxime Gremetz sur la nécessité d'un **rattrapage** par des financements publics du **retard budgétaire** et **structurel** (la moitié de la moyenne nationale) du secteur des **spectacles vivants** de la région **Picardie**. (Question n° 10680-27.01.2003).

- MM. Jacques Le Nay, Marc Le Fur, Philippe Tourtelier, Jean Gaubert, Gérard Lorgeoux et René Couanau, Mme Danielle Bousquet, MM. Jacques Le Guen, Claude Evin, Loïc Bouvard, Philippe Rouault et Daniel Prévost sur l'urgence d'un **abaissement du seuil**, de 800 à 300 **fauteuils**, pour l'**examen obligatoire** de tout projet de construction ou d'extension de **complexes cinématographiques**, revendiqué par les petite et moyenne distribution. (Questions n° 12094-17.02.2003 ; 12164-17.02.203 ; 12191-17.02.2003 ; 12344-17.02.2003 ; 12433-17.02.2003 ; 12434-17.02.2003 ; 12747-24.02.2003 ; 12930-24.02.2003 ; 13139-03.03.2003 ; 13265-03.03.2003 ; 13336-03.03.2003 ; 13471-03.03.2003).

- M. Jacques Le Nay sur le nombre de **travailleurs handicapés** employés au **ministère** chargé de la **culture**, sur l'éventuelle évolution de ce nombre entre les 1^{er} janvier 2002 et 2003 et sur les mesures envisagées pour une meilleure prise en charge du handicap. (Question n° 12104-17.02.2003).

- Mme Marie-Françoise Pérol-Dumont sur les **risques** que comporte la **transposition** de la **directive** européenne sur le **droit d'auteur** en droit français, notamment en conduisant à légaliser la **cession globale** des **droits des auteurs salariés**, des journalistes en particulier, à leurs employeurs en pure négation du droit moral individuel. (Question n° 12581-24.02.2003).

- MM. Philippe Vuilque, Damien Alary, Thierry Mariani et Léonce Deprez sur les perspectives de l'action du ministre à propos de l'**assurance chômage** des **intermittents du spectacle** après les rapports de la Cour de comptes et des inspecteurs, MM. Roigt et Klein.

(Questions n° 13071-03.03.2003 ; 13080-03.03.2003 ; 13366-03.03.2003 ; 13429-03.03.2003).

- MM. Gérard Léonard et Bernard Perrut sur les mesures envisagées à court terme pour **augmenter** les quotas des **émissions sous-titrées** à la **télévision afin** d'atteindre le **but** fixé pour 2008 par

le rapport de M. Jacques Charpillon : **50% en 5 ans**. (Questions n° 13393-03.03.2003 ; 13424-03.03.2003).

- MM. Armand Jung, Albert Facon et Mme Marie-françoise Clergeau sur les mesures de **sauvegarde** des **professions du spectacle** envisagées, la **refonte** de l'**assurance chômage** des **intermittents** du spectacle mettant en péril leur emploi et l'ensemble de la vie culturelle.

(Questions n° 13613-10.03.2003 ; 13648-10.03.2003 ; 13655-10.03.2003).

- M. Jean-Yves Le Drian et Mme Marie-françoise Clergeau sur l'urgence d'un **abaissement du seuil**, de 800 à 300 **fauteuils**, pour l'**examen obligatoire** par le CDEC de tout **projet** de construction ou d'extension de **complexes cinématographiques**, revendiqué par les petite et moyenne distribution. (Questions n° 13619-10.03.2003 ; 13656-10.03.2003).

JO n° 14 AN (Q) du 7 avril 2003

Réponses aux questions de :

- M. Laurent Hénart sur l'opportunité de modifier dans le sens d'une **pérennisation** l' de la loi n° 2002-5 du 4 janvier 2002, dite **loi musées**, qui prévoyait de prolonger pour trois ans seulement les **misés à disposition** de **personnels scientifiques** dans les musées de France relevant des collectivités territoriales.

(Question n° 5236-28.10.2002).

- M. Jean-Marie Geveaux sur le souhait des **producteurs et diffuseurs de spectacles vivants** de voir reconnaître et protéger leur part de **droits d'auteur** à l'occasion de la transposition de la directive européenne relative aux droits d'auteurs et aux droits voisins.

(Question n° 7354-25.11.2002).

- MM. Edouard Courtial et Emmanuel Hamelin sur les mesures qui seront prises pour **assurer** la **pérennité** et le **développement** des **radios indépendantes locales** dont l'équilibre économique est menacé.

(Questions n° 9442-23.12.2002 ; 12609-24.02.2003).

- M. Bruno Bourg-Broc sur le bilan de l'action annoncée le 11 novembre 2002 pour **promouvoir** la position de la France en faveur de " la **baisse de la TVA sur les disques** auprès des pays de l'**Union européenne** ".

(Question n° 9896-30.12.2002).

- M. Jean-Pierre Blazy, Mme Odile Saugues, MM. Kléber Mesquida et Jean-Paul Dupré, Mme Claude Darciaux sur les **dangers** de la réforme de la loi n° 2001-44 du 17 janvier 2001 relative à l'**archéologie préventive**, notamment de la **réduction de 25 %** du montant de la **redevance** finançant les travaux de l'INRAP.

(Questions n° 10382-20.01.2003 ; 10755-27.01.2003 ;

11034-27.01.2003 ; 11219-03.02.2003 ; 11227-03.02.2003).

- M. Daniel Paul sur les perspective de **réforme** qui permettront de pérenniser de bonnes conditions de pratique de l'**archéologie préventive**.
(Question n° 10435-20.01.2003).

- M. Alain Marty sur la **défense** de l'usage de la **langue française** dans les **publications scientifiques**, garante de la vigueur et de la diffusion de notre recherche.
(Question n° 12615-24.02.2003).

- MM. Patrick Delnatte, Maurice Giro et André Flajolet sur les moyens qui seront mis en œuvre en **2003**, année de sensibilisation au handicap, pour faciliter l'accès des **sourds**, victimes d'un handicap sournois et très exclusif, aux **émissions télévisées**.
(Questions n° 13892-10.03.2003 ; 13900-10.03.2003 ; 14037-10.03.2003).

JO n° 15 AN (Q) du 14 avril 2003

Réponses aux questions de :

- M. Christian Estrosi sur la **réforme** de la réglementation des **droits d'auteur**.
(Question n° 9068-23.12.2002).

- M. Michel Françaix sur ce qui sera fait pour améliorer l'accès à la culture des **handicapés** dans les **musées** malgré l'amoindrissement du budget du ministère.
(Question n° 10306-20.01.2003).

- Mme Chantal Robin-Rodrigo sur l'**accès** aux **chaînes nationales hertziennes** dans les **DOM-TOM** par le réseau France - Outre-mer (RFO) qui limite le nombre de chaînes accessibles aux téléspectateurs alors que la compression satellitaire leur permettrait d'accéder à toutes les chaînes françaises en direct sur le réseau hertzien local.
(Question n° 10937-27.01.2003).

- M. Maurice Leroy sur l'importance de **définir** avec précision le **rôle** des **architectes des Bâtiments de France**, de fournir une claire définition du périmètre relevant de leur autorité et de préciser les **recours** existants contre leurs décisions pour éviter les conflits trop fréquents entre les ABF et les collectivités locales ou les particuliers.
(Question n° 11605-10.02.2003).

- M. Jean-Marc Nudant sur les dispositions qui assureraient la survie des chorales et **ensembles vocaux amateurs** privés de financement depuis une circulaire du précédent Gouvernement réservant les **subventions** du ministère aux structures professionnelles.
(Question n° 11720-10.02.2003).

- M. Georges Ginesta sur la légalité du **refus** d'éditeurs de **films** d'autoriser la **location** de certaines œuvres

en **cassettes vidéo**.

(Question n° 11974-17.02.2003).

- Mme Marie-Jo Zimmermann sur la **part des crédits** alloués par l'**Etat** et par la **ville** dans le **budget** de chaque **école des beaux arts** pour l'année **2001**, eu égard à la faiblesse de la participation de l'Etat au fonctionnement de celle de Metz.
(Question n° 12523-24.02.2003).

- Mme Claude Darciaux, MM. François Lamy, Jean-François Chossy, Gérard Léonard, François Baroin et Gabriel Biancheri sur les mesures envisagées pour pérenniser le régime d'**assurance chômage** des **intermittents du spectacle**, au risque de voir disparaître 70% de ces professionnels.
(Questions n° 14100-17.03.2003 ; 14106-17.03.2003 ; 14180-17.03.2003 ; 14364-17.03.2003 ; 14398-17.03.2003 ; 14482-17.03.2003).

- Mme Claude Darciaux, MM. Alain Bocquet et Yvan Lachaud sur les dispositions envisagées pour corriger l'**insuffisance** quantitative et qualitative des **sous-titrages** des **émissions télévisées**, et des **DVD**, pour les sourds et malentendants qui place la France en retard dans ce domaine par rapport à ses voisins européens.
(Questions n° 14101-17.03.2003 ; 14182-17.03.2003 ; 14333-17.03.2003).

- M. Jean-Pierre Le Ridant sur l'intention du ministre de prendre des mesures pour abaisser le **seuil** de 800 à 300 **fauteuils** rendant obligatoire la **saisine du CDEC** lors de la création ou de l'extension de **multiplexes**.
(Question n° 14126-17.03.2003).

JO n° 16 AN (Q) du 21 avril 2003

Réponses aux questions de :

- M. Michel Françaix sur la situation très précaire de **professions artisanales** liées à la culture, riches d'un **savoir-faire séculaire**, et menacées de **disparition définitive** : doreur sur tranche, émailleur de Limoges, ardoisier, etc., et sur les mesures de sauvegarde qui seront prises.
(Question n° 11504-10.02.2003).

- M. Jean Tiberi sur l'état de la réflexion sur le **statut** de l'agence France presse (**AFP**).
(Question n° 11681-10.02.2003).

- MM. François Liberti, Emile Blessig, Gilbert Meyer, Jean-Claude Guibal, Michel Heinrich, Yves Fromion, François-Michel Gonnot, Jean-Pierre Balligand, Francis Saint-Léger, Maurice Giro, Alain Merly, Nicolas Perruchot, Philippe Pemezec, Max Roustan, Jean-Michel Boucheron, Dominique Paillé, Francis Hillmeyer et Alain Marty sur les **difficultés** rencontrées, faute de fréquences suffisantes, par les **radios privées généralistes** (Europe 1, RTL, RMC) pour émettre leurs programmes sur l'ensemble du territoire,

ce qui en prive près de 20 millions d'auditeurs et semble imposer une **révision du plan de fréquences FM** par le CSA pour assurer une égalité de traitement entre stations publiques et privées.

(Questions n° 11764-10.02.2003 ; 12057-17.02.2003 ; 12095-17.02.2003 ; 12202-17.02.2003 ; 12204-17.02.2003 ; 12328-17.02.2003 ; 12562-24.02.2003 ; 12714-24.02.2003 ; 12822-24.02.2003 ; 12848-24.02.2003 ; 12899-24.02.2003 ; 12969-24.02.2003 ; 13210-03.03.2003 ; 13477-03.03.2003 ; 14097-17.03.2003 ; 14127-17.03.2003 ; 14167-17.03.2003 ; 14345-17.03.2003).

- MM. Gérard Léonard, Claude Girard, Christian Vanneste, Jean-Jacques Gaultier et Alain Merly sur l'**insuffisance des fréquences radiophoniques** attribuées aux **radios privées généralistes** (Europe 1, RTL, RMC) pour assurer une égalité de traitement entre stations publiques et privées en leur permettant d'émettre sur l'ensemble du territoire, ce qui prive de leurs programmes près de 20 millions d'auditeurs et semble imposer une révision du plan de fréquences FM par le CSA.

(Questions n° 12929-24.02.2003 ; 13158-03.03.2003 ; 13246-03.03.2003 ; 13389-03.03.2003 ; 13390-03.03.2003).

- MM. François-Michel Gonnot, Bernard Perrut, Sébastien Huyghe, Joël Hart, Emmanuel Hamelin, Mme Chantal Bourragué, MM. Paul-Henri Cugnenc, Patrick Delnatte, Frédéric de Saint-Sernin, Jean-Charles Taugourdeau sur la nécessité de **réviser** le plan d'**attribution des fréquences radiophoniques FM** aux **radiodiffuseurs privés**.

(Questions n° 13481-03.03.2003 ; 13735-10.03.2003 ; 13744-10.03.2003 ; 13749-10.03.2003 ; 13864-10.03.2003 ; 13885-10.03.2003 ; 13886-10.03.2003 ; 13891-10.03.2003 ; 14026-10.03.2003 ; 14027-10.03.2003).

- M. Marc Dolez sur le **retard** pris par la France en matière de **sous-titrage** des programmes de **télévision** pour les sourds et malentendants.
(Question n° 14926-24.03.2003).

SENAT

JO n° 11 S (Q) du 13 mars 2003

Réponses aux questions de :

- M. Serge Mathieu sur la concrétisation du projet ministériel d'interdire les **incrustations publicitaires** apparaissant à l'écran lors d'**émissions télévisées**, et sur la prise de position du CSA sur ce dossier, annoncée en mars 2002, en ce qui concerne les chaînes tant privées que publiques.
(Questions n° 2398-19.09.2002 ; 4474-05.12.2002).

- M. Emmanuel Hamel sur les résultats de l'étude menée en vue de la **réhabilitation** et de l'extension du **Centre national des arts du cirque (CNAC)** de **Chalons-en-Champagne** et sur l'avancement des travaux.
(Question n° 3101-10.10.2002).

- M. Serge Mathieu sur le bilan de la **mission** sur la **télévision numérique terrestre** suggérée par le CSA et confiée à un conseiller d'Etat le 17 juillet 2002.
(Question transmise)
(Question n° 3884-14.11.2002).

- M. Christian Cointat sur l'impossible **exonération de redevance TV** des **français domiciliés à l'étranger** ce qui constitue une injustice.
(Question n° 4016-21.11.2002).

- M. Serge Mathieu sur l'avancement des **travaux** du **Conseil supérieur des archives**, annoncés pour le quatrième trimestre 2002.
(Question n° 4478-05.12.2002).

- M. Serge Mathieu sur le **coût** des **fouilles archéologiques** pour les communes, alors que la Cour des comptes considère que le **système** des fouilles archéologiques nationales est **sans base juridique**, les fouilles étant confiées à un établissement public financé par une redevance.
(Question n° 4903-26.12.2002).

- M. Louis Souvet sur le trop petit nombre d'**autorisations de fouilles** délivrées qui laisse **sans emploi** la plupart des **archéologues bénévoles** de la Fédération française d'archéologie et favorise les fouilles clandestines.
(Question n° 5088-09.01.2003).

- M. Charles Gautier sur la position du ministre quant à la légitimité de la revendication du **maintien du statut** des **intermittents du spectacle**, les périodes chômées étant des périodes d'entretien du talent, de formation ou de travail préparatoire.
(Question n° 5432-30.01.2003).

- M. Emmanuel Hamel sur l'**évolution** du dispositif de **soutien au cinéma** proposée par la mission d'étude mise en place en octobre 2002 et sur les suggestions qui seront retenues.
(Question n° 5447-30.01.2003).

- M. Christian Gaudin sur les mesures qui seront envisagées, suite à la publication du rapport Roigt-Klein, pour remédier aux **abus et dysfonctionnements** relevés dans le dispositif en vigueur d'**assurance chômage** des **intermittents du spectacle** et apaiser ainsi les craintes de ces professionnels.
(Question n° 5521-06.02.2003).

- M. Marcel Vidal sur la **part** prise par le **Gouvernement** dans la **correction** de l'**insuffisance** quantitative et qualitative du **sous-titrage** des émissions télévisées pour les sourds et malentendants,

qui place la France en retard dans ce domaine par rapport à ses voisins européens.
(Question n° 5556-06.02.2003).

- M. Jean-François Le Grand sur les mesures qui seront prises pour **développer** le **sous-titrage** des émissions télévisées pour les sourds et malentendants de **50% en 5 ans**. (Question transmise)
(Question n° 5629-06.02.2003).

JO n° 12 S (Q) du 20 mars 2003

Réponses aux questions de :

- M. Henri de Richemont sur l'importance d'**assouplir** la mise en œuvre des fouilles d'**archéologie préventive**, l'application des textes (loi n° 2001-44 du 17 janvier 2001 et décret n° 2002-89 du 16 janvier 2002) ayant des conséquences trop lourdes pour les communes (coûts, retards), en partie liées à une mauvaise information préalable sur les périmètres d'opérations archéologiques définis par les préfets.
(Question n° 3915-14.11.2002).

- M. André Lardeux sur l'opportunité d'une **refonte** du **statut** de la profession de **technicien conseil en matières d'orgues** dont le monopole de décision et le peu de zèle mériteraient d'être contrôlés.
(Question n° 4569-12.12.2002).

- M. Jean-Louis Masson sur les raisons de l'importante différence des **statuts** des **écoles des beaux-arts** de **Metz** et de **Nancy**, sur les statistiques propres à chacune (nombre d'élèves, budgets et subventions) et sur l'opportunité d'homogénéiser ces statuts.
(Question n° 4990-26.12.2002).

JO n° 13 S (Q) du 27 mars 2003

Réponses aux questions de :

- M. Emmanuel Hamel sur l'opinion du ministre à propos de "la création d'un **chèque-livre** pour les apprentis et les salariés de **seize à vingt-cinq ans**". préconisée par le Conseil économique et social régional (CESR) d'Ile de France.
(Question n° 5005-26.12.2002).

- Mme Odette Herviaux sur l'action envisagée dans un avenir proche pour améliorer l'**accès** des **malentendants** aux **médias télévisuels**. (Question transmise)
(Question n° 5818-20.02.2003).

JO n° 14 S (Q) du 3 avril 2003

Réponses aux questions de :

- M. Michel Moreigne sur la politique d'**incitation** des jeunes créateurs à s'intéresser à la **tapisserie d'Aubusson** (basse lisse et savonnerie) et sur les **commandes publiques** qui seront consacrées à cet art décoratif en **2003 et 2004**.
(Question n° 5490-30.01.2003).

- M. Fernand Demilly sur la nécessité d'un **rattrapage** par des financements publics du **retard** budgétaire et structurel (la moitié de la moyenne nationale) du secteur des **spectacles vivants** de la **région Picardie**.
(Question n° 5641-13.02.2003).

- Mme Odette Herviaux, MM. Joseph Kergueris, Philippe Nogrix, Gérard Le Cam et François Autain sur l'urgence de **réviser** à la baisse le nombre de places requis pour la **saisine** de la commission départementale d'équipement cinématographique (**CDEC**) pour l'examen obligatoire lors de la **création** ou de l'**extension** des **multiplexes**.
(Questions n° 5816-20.02.2003 ; 5840-20.02.2003 ; 5851-20.02.2003 ; 5914-27.02.2003 ; 5974-27.02.2003).

- M. Serge Mathieu sur l'intention du ministre de s'associer à l'action de l'Académie du Second Empire tendant à la **reconstruction** du **Palais des Tuileries**.
(Question n° 5944-27.02.2003).

- MM. André Trillard et Michel Esneu sur un moyen de **conforter** l'existence de la **petite** et moyenne **exploitation cinématographique** : abaisser le nombre de places requis pour la **saisine** de la commission départementale d'équipement cinématographique (**CDEC**) pour l'examen obligatoire lors de la **création** ou de l'**extension** des **multiplexes**.
(Questions n° 6207-13.03.2003 ; 6293-13.03.2003).

JO n° 15 S (Q) du 10 avril 2003

Réponses aux questions de :

- M. Marcel Vidal sur la position du ministre quant à la nécessité de **doter Paris** d'un nouvel **auditorium symphonique** moderne, lieu de **concert** et de **répétition** pour les grandes formations et sur les moyens à mettre en œuvre.
(Question n° 4845-19.12.2002).

- M. Serge Mathieu sur le **bilan** de la **mission** confiée à M. François Léotard, annoncée le 11 novembre 2002, pour défendre la baisse de la **TVA** sur le **disque** auprès des pays de l'Union européenne.
(Question n° 4904-26.12.2002).

- M. Jean-Marc Todeschini sur le **coût** exagéré pour les communes de la redevance pour le **financement** de l'**archéologie préventive** depuis la loi du 17 janvier 2001 et son décret d'application et sur les corrections qu'apportera le **projet de réforme** envisagé.
(Question n° 5240-23.01.2003).

- Mme Annick Bocandé sur l'inquiétude du Conseil national de la recherche archéologique à propos du **coût excessif** du **financement** de l'**archéologie préventive** et de l'anticipation au projet de réforme de la loi du 17 janvier 2001 intervenue avant fin 2003, 9 mois d'application ne suffisant par pour établir

un vrai bilan.

(Question n° 5365-30.01.2003).

- M. Bernard Angels sur une mesure d'accompagnement nécessaire à la **transposition** en droit français de la **directive européenne sur le droit d'auteur** du 22 mai 2001 qui prévoit l'obligation d'une **cession globale des droits** des **auteurs salariés** à leur employeurs : renforcer le statut des journalistes pour protéger leur droit moral individuel et inaliénable d'auteur affirmé depuis la convention internationale de Berne du 9 septembre 1886.

(Question n° 6013-27.02.2003).

- M. Jacques Baudot sur l'action prévue pour corriger l'**insuffisance** quantitative et qualitative du **sous-titrage** des émissions télévisées pour les sourds et malentendants et atteindre une progression de 50% en 5 ans, afin de commencer à combler le retard de la France dans ce domaine par rapport à ses voisins européens.

(Question n° 6320-13.03.2003).

JO n° 16 S (Q) du 17 avril 2003

Réponses aux questions de :

- Mme Sylvie Desmarescaux sur la modification du **régime linguistique** du **brevet européen** qu'entraînerait la ratification par la France des accords de Londres de juin 2001 au détriment du **rayonnement du français**.

(Question n° 4383-05.12.2002).

- M. Emmanuel Hamel sur le contenu et les modalités de la **formation diplômante** au certificat d'aptitude aux fonctions de **professeur de danse** qui devrait être mise en place en janvier 2003.

(Question n° 5008-26.12.2002).

- M. Christian Gaudin sur le **rôle** qui sera réservé aux **archéologues bénévoles** et à leurs associations, notamment celles regroupées au sein de la fédération française d'archéologie, dans le cadre de la **réforme** de la loi n° 2001-44 du 17 janvier 2001 sur l'**archéologie préventive**, et sur la dénonciation par les élus des coûts excessifs actuels de l'application de cette loi.

(Question n° 5803-20.02.2003).

- M. Jean-Louis Masson sur les **crédits** de l'**Etat** et ceux de la **ville** alloués à chacune des **écoles des beaux-arts**, eu égard au caractère anormalement bas de ceux attribués à l'école de Metz.

(Question n° 5860-20.02.2003).

- M. Pierre Martin sur les raisons du **retard structurel et budgétaire** qui affecte la **région Picardie** dans le **secteur du spectacle vivant** et sur les moyens qui seront mis en œuvre pour lui permettre de rattraper la moyenne nationale.

(Question n° 5868-20.02.2003).

- M. Serge Mathieu sur l'intention du ministre de s'inspirer des intéressantes **propositions** du rapport de la **Cour des comptes** relatives à l'**assurance chômage** des **intermittents du spectacle** : restreindre les conditions d'accès à ce régime spécial, moduler les indemnisations en fonction de la durée de travail, renforcer les contrôles.

(Question n° 5943-27.02.2003).

- M. André Trillard sur une mesure nécessaire à la **protection** de la **petite** et moyenne **exploitation cinématographique** : réviser à la baisse le nombre de places requis pour la **saisine** de la commission départementale d'équipement cinématographique (**CDEC**) pour l'examen obligatoire lors de la **création** ou de l'extension des **multiplexes**.

(Question n° 6023-06.03.2003).

- M. Emmanuel Hamel sur le **nouveau régime** qui pourrait remplacer le régime d'**assurance chômage** auquel les **intermittents du spectacle** sont attachés.

(Question n° 6116-06.03.2003).

- M. Ivan Renar sur la position de la France à propos du **recul** de la de la **diversité linguistique** de l'Europe qu'entraînerait la ratification de l'accord Londres de juin 2001 sur le **régime linguistique** du **brevet européen**.

(Question n° 6211-13.03.2003).

- M. Charles Ginésy sur les mesures envisagées, suite au rapport Klein-Roigt sur le régime d'**assurance chômage** des **intermittents du spectacle**, pour remédier aux abus et dysfonctionnements relevés dans le dispositif en vigueur et apaiser les craintes des professionnels concernés.

(Question n° 6374-20.03.2003).

JO n° 17 S (Q) du 24 avril 2003

Réponses aux questions de :

- MM. Bernard Fournier, Yves Détraigne, Marcel Vidal, Mme Sylvie Desmarescaux, MM. Jacques Legendre, Nicolas About et Jean-Michel Baylet sur l'importance de sensibiliser le CSA à la réouverture du dossier de l'attribution des **fréquences radiophoniques** en **modulation de fréquence** afin d'assurer la démocratie en permettant aux **radios privées généralistes** de grands groupes (RTL, Europe 1) de couvrir l'ensemble du territoire.

(Questions n° 5786-20.02.2003 ; 5805-20.02.2003 ; 5825-20.02.2003 ; 5920-27.02.2003 ; 5975-27.02.2003 ; 6054-06.03.2003 ; 6068-06.03.2003).

- MM. Michel Pelchat et Xavier Pintat sur les mesures de rééquilibrage des **fréquences radiophoniques** attribuées aux **radios commerciales** à vocation nationale (RMC Info, RTL, Europe 1), ou régionale regroupées au sein du SIRT, envisagées afin que

l'ensemble de la population française puisse bénéficier d'une même offre radiophonique.

(Questions n° 6161-13.03.2003 ; 6209-13.03.2003).

- M. Serge Mathieu sur l'importance de la **réouverture du dossier des attributions des fréquences radiophoniques FM** par le CSA, un tiers des français ne recevant pas Europe 1, RTL et France Inter.

(Question n° 6170-13.03.2003).

- M. Alain Fouché sur la nécessité de sensibiliser le CSA au déficit de **fréquences FM** qui limite la

diffusion des grandes **stations généralistes** assurant des missions comparables à celles du service public et prive un tiers des auditeurs de la diversité des programmes.

(Question n° 6518-20.03.2003).

- Mme Evelyne Didier sur les mesures de mise en œuvre du plan de **rattrapage** sur 5 ans pour atteindre 50% de **sous-titrage** des émissions télévisées préconisé en faveur des sourds et malentendants par le rapport Charpillon.

(Question n° 6618-27.03.2003).

Liste des dérogations au délai prévu par l'article 89 de la loi du 29 juillet 1982 sur la communication audiovisuelle (conformément au décret n° 2000-1137 du 24 novembre 2000) accordées aux mois de mars et avril 2003 à des œuvres cinématographiques par le Ministre chargé de la culture.

Titre	Visa	Editeur	Date de dérogation
ETRE ET AVOIR	101 033	FTD	03/03/2003
WINDTALKERS	105 547	FTD	04/03/2003
FILLES PERDUES, CHEVEUX GRAS	100 784	FTD	11/03/2003
A+ POLLUX	101 029	FTD	13/03/2003
MONIQUE	103 155	FTD	13/03/2003
TOTAL KHEOPS	93 295	FTD	13/03/2003
K-19 LE PIEGE DES PROFONDEURS	106 017	PARAMOUNT HE	18/03/2003
EMBRASSEZ QUI VOUS VOUDREZ	102 779	UGC INTERNATIONAL	09/04/2003
FULL FRONTAL	106 362	TF1 VIDEO	09/04/2003
PARLEZ MOI D'AMOUR	103 945	STUDIOCANAL	09/04/2003
POSSESSION	105 459	WARNER HV	09/04/2003
POWERPUFF GIRLS –	106 106	WARNER HV	09/04/2003
LES SUPER NANAS			
XXX	106 048	COLUMBIA TRISTAR HV	09/04/2003
BOWLING FOR COLUMBINE	106 437	HACHETTE FILIPACCHI FILMS	10/04/2003
LES DIABLES	95 345	HACHETTE PILIPACCHI FILMS	10/04/2003
INTERVENTION DIVINE	100 033	FTD	10/04/2003
L'HOMME DU TRAIN	103 261	PATHE VIDEO	16/04/2003
SIGNES	106 368	BVHE	16/04/2003
STUART LITTLE 2	104 246	COLUMBIA TRISTAR HV	16/04/2003
BLANCHE	101 636	TF1 VIDEO	19/04/2003
AUSTIN POWERS DANS	106 621	METROPOLITAN FILEXPORT ...	23/04/2003
GOLDMEMBER			
LE GATEAU MAGIQUE	105 439	WILD SIDE VIDEO	23/04/2003

PEAU D'ANGE	102 764	EUROPACORP DIFFUSION	23/04/2003
QUELQU'UN DE BIEN	103 099	STUDIOCANAL	23/04/2003
LE TRANSPORTEUR	103 994	EUROPACORP DIFFUSION	23/04/2003
CREANCE DE SANG	106 546	WARNER HV	24/04/2003
O INVASOR	105 983	BLAQ OUT	30/04/2003

La liste des dérogations au délai vidéo accordées depuis le mois de février 2003 publiée dans le *Bulletin officiel* n° 135 (janvier-février 2003) inclut quelques dérogations accordées au mois de mars.



Coupon d'abonnement (1)

Nom, prénom :
(ou service destinataire)

Adresse complète :

Téléphone :

Profession (2) :

Nombre d'abonnements souhaités : x 18,29€ = pour l'année

Date et signature (3).

(1) A retourner au ministère de la culture et de la communication, D A G, Centre de documentation juridique et administrative, 3, rue de Valois, 75001 Paris, accompagné du règlement établi à l'ordre du régisseur d'avances et de recettes du ministère de la culture et de la communication.

(2) S'il y a lieu, pour les particuliers.

(3) Pour les services, nom et qualités du souscripteur et griffe de l'établissement.